



**FMES**

Fondation Méditerranéenne  
d'Études Stratégiques

# LES ACTES

DES **RENCONTRES** STRATÉGIQUES  
DE LA **MÉDITERRANÉE**



*Le rendez-vous géopolitique incontournable*

# L'INSTITUT FMES

## FORMER

L'institut FMES propose des **formations** destinées aux cadres dirigeants, du secteur public, privé, médiatique et associatif : la session méditerranéenne des hautes études stratégiques (SMHES), la session des hautes études maritimes (SHEM), la session des hautes études géopolitiques africaines (SHEGA). L'institut propose également **deux cycles jeunes**, destiné aux étudiants et jeunes diplômés civils et militaires.

Il réalise, sous mandat du Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la DGA, des **expertises, des outils et des actions visant à informer les risques de cybersécurité** au sein des entreprises.

## INFORMER

L'institut FMES produit plusieurs formats tels que des **articles de réflexion géopolitiques, stratégiques et maritimes** qui décryptent l'actualité, combinés chaque semestre dans les **Perspectives Stratégiques**.

Il produit également des ouvrages tels que l'Atlas Stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient, des podcasts ainsi qu'une newsletter mensuelle.

## SE RENCONTRER

L'institut FMES organise également les **Rencontres Stratégiques de la Méditerranée (RSMed)**, des ateliers de **Wargames et Serious games**, ainsi que des **conférences mensuelles**. De plus, il organise le **Prix Géopolitique**, qui a pour but d'encourager la recherche et l'analyse liées à la géopolitique et à l'étude de la conflictualité actuelle et de récompenser chaque année un ouvrage.

# ÉDITORIAL

## Rédacteurs

Elliott BELL  
Pauline COURBET  
Mathilde DORVAL DUEZ  
Hugo LB  
Emilien POUCHIN  
Macha TOUSTOU  
(en collaboration avec La Revue DEMOS)

## Correcteurs

Marie-Caroline DEBRAY  
Agathe DELORME  
Pierre RAZOUX  
Pascal AUSSEUR  
Thierry DUCHESNE  
Jean-Michel MARTINET

## Conception graphique

Andréa CAETANO

## Photographe

Ludovic Fauquembergue

## Mention

Les opinions exprimées  
dans les Actes n'engagent  
que les rédacteurs

Ces troisièmes Rencontres Stratégiques de la Méditerranée ont été un succès : Presque **70** intervenants, géopoliticiens, industriels ou militaires, **3 000** participants de tous âges et toutes origines, **15** table-rondes ou témoignages, et surtout des débats, des arguments, des contradictions, des découvertes... Bref, deux jours de réflexion collective intense sur les évolutions du monde.

Ce succès est très gratifiant pour la FMES et ses partenaires. Il matérialise cependant le constat d'une appréhension face aux évolutions du monde, qui était palpable dans les amphithéâtres archi-combles du palais Neptune de Toulon. Le monde que nous décrivons et tentons de comprendre n'est pas celui que nous attendions. Il est plus complexe, plus brutal, moins favorable aux Européens, en un mot inquiétant.

Cette inquiétude est légitime : après huit décennies de paix sur le continent européen, parsemées de crises temporaires qui autorisaient la reprise du cours normal de nos activités après chaque période de tension, nous découvrons ce que signifie vivre une période de rupture : un moment historique où, une fois la turbulence passée, la situation aura radicalement changé et les équilibres qui prévalaient il y a encore quelques années auront définitivement disparus. Nous vivons un tel moment de discontinuité historique et cela peut être angoissant.

Cette impression d'un sol qui se dérobe sous nos pieds s'explique, tant les référentiels qui étaient les nôtres, si confortables puisqu'il s'agissait d'une occidentalisation quasi mécanique du monde portée par l'économie et donc par notre consommation effrénée, sont remis en cause. Aujourd'hui le monde est soumis à des forces centrifuges généralisées qui s'exercent au sein des sociétés ouvertes comme entre les Etats. Cette divergence place les pays en situation de compétition renforcée, dans une forme de « chacun pour soi » alors que la démographie mondiale (plus de 8 milliards d'êtres humains) devrait nous inciter à davantage de coopération pour surmonter les difficultés liées à notre cohabitation sur une planète finie (réchauffement, ressources, pandémies). Les intérêts divergent, les modèles s'éloignent, la compréhension mutuelle disparaît, les ressentiments se généralisent.

Il nous faut donc comprendre ce qui advient. Analyser les champs de forces en présence et éclaircir les enjeux au moment où certaines puissances et certains intérêts, menant une guerre informationnelle globale avec des outils inédits, souhaitent créer de la confusion et brouiller les repères.

Le champ de force entre le Sud et le Nord oppose deux types de sociétés. Celles qui ressentent leur exclusion des affaires du monde, du développement technologique et de la prospérité font face à celles qui en profitent, qu'elles soient en Asie (la Chine en fait partie, quoi qu'elle en dise), en Occident ou en Russie. Cette rupture géopolitique et économique s'accompagne d'un fossé en termes de représentation culturelle et morale : le Sud est religieux, antimoderne

et élève de nombreux enfants quand le Nord est sécularisé, individualiste et se dépeuple. La combinaison de tous ces facteurs génère incompréhension et ressentiment.

L'autre champ de force est géopolitique et oppose pour le leadership mondial les Etats-Unis associés aux puissances installées « de l'Ouest » (Amérique, Europe, Corée du Sud, Japon, Australie) à la Chine associée aux puissances révisionnistes « à l'Est » (Chine, Russie, Iran, Corée du Nord). Cette rivalité, somme toute assez classique, s'accompagne de divergences en termes politiques (démocraties contre autocraties) ou stratégiques (puissances continentales contre puissances maritimes). L'Inde, principal pays du Sud qui revendique sa place géopolitique, cherche de son côté sa voie en jouant au mieux de sa stratégie de multi-alignement.

Les relations internationales ne se réduisent pas à ces champs de forces et de nombreux Etats refusent la cristallisation du monde en blocs. La France, pays occidental du Nord qui habite également le Sud et présente de nombreuses interactions avec les puissances du Sud, illustre la complexité de ce nouveau monde. Ce retour de la complexité nous impose de repenser notre identité, nos intérêts et nos stratégies en tenant compte – c'est une nouveauté – des stratégies concurrentes de nombreux nouveaux acteurs, à l'Est comme au Sud.

Sur le plan sécuritaire, la Méditerranée et le Moyen-Orient sont placés à l'épicentre de ces polarisations qui bordent l'Europe et se renforcent mutuellement : les guerres en Ukraine, au Proche-Orient, en Mer Rouge ou au Sahel en sont des illustrations.

Les Européens doivent donc relever le défi intellectuel de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre dans cette région cruciale et identifier des pistes pour surmonter les fracturations, les tensions et nos vulnérabilités qui s'aggravent. Le temps est venu pour eux de réfléchir à des politiques extérieures véritablement harmonisées à défaut d'être communes.

Faire se rencontrer les perspectives du Nord et du Sud, mais également de l'Ouest et de l'Est, croiser le regard des spécialistes de la conflictualité et ceux des enjeux internationaux, écouter les acteurs en responsabilité comme ceux qui sont en position d'analyse, étudier l'impact des ruptures technologiques ou économiques, parler enfin des choses qui fâchent, sans se fâcher, sans langue de bois et dans le respect mutuel, telle était l'ambition des RSMed. Elle a été pleinement atteinte, mais le travail continue car c'est une démarche citoyenne, existentielle pour notre pays, pour l'Europe et pour son voisinage.

Rendez-vous donc les **8 et 9 octobre 2025** pour la **4ème édition** pour poursuivre ce dialogue.

**PASCAL AUSSEUR**

Directeur Général de l'institut FMES



# SOMMAIRE

PANEL INTRODUCTIF

RECOMPOSITIONS  
GÉOPOLITIQUES

GRAND TÉMOIN  
KAMEL DAOUD

ENJEUX STRATÉGIQUES  
ET POLITIQUES

DÉFIS SÉCURITAIRES  
TRANSVERSES

GRAND TÉMOIN  
MAMAN SIDIKOU

ENJEUX ET BOULEVERSEMENTS  
TECHNOLOGIQUES

FOCUS SUR  
LA JEUNESSE



# PANEL INTRODUCTIF

## UN MONDE EN RUPTURE LA MÉDITERRANÉE ET LE MOYEN-ORIENT EN PREMIÈRE LIGNE



**PASCAL AUSSEUR**  
FMES



**FRANÇOIS DE CANSON**  
REGION SUD PACA



**KARIM AMELLAL**  
MEAE



**XAVIER PASCO**  
FRS

### Modérateur :

Pascal AUSSEUR, Directeur Général de l'institut FMES.

### Intervenants :

- François De canson, Vice-Président du Conseil Régional de la Région Sud
- Karim Amellal, Ambassadeur et Délégué interministériel à la Méditerranée
- Xavier Pasco, Directeur Général de la Fondation pour la Recherche Stratégique

En 2024, la scène internationale est marquée par des bouleversements majeurs qui redéfinissent les équilibres de pouvoir, tant au niveau géopolitique qu'économique. Le retour des conflits armés en Europe, notamment la guerre en Ukraine, les tensions permanentes au Moyen-Orient, ainsi que la montée en puissance de la Chine et de la Russie soulignent la nécessité d'une réévaluation stratégique de la perception des relations internationales.

Cette nouvelle ère, marquée par des ruptures structurelles, est un thème central de la troisième édition des Rencontres Stratégiques de la Méditerranée (RSMed), qui se sont tenues à Toulon les **8 et 9 octobre 2024**.

Face à ces dynamiques, les modèles de gouvernance, les alliances traditionnelles et les

systèmes économiques sont soumis à une pression croissante. L'ordre international, façonné par les puissances occidentales à l'issue de la guerre froide, est progressivement remis en cause par l'émergence de nouveaux paradigmes, rendant obsolètes de nombreuses approches conventionnelles en matière de diplomatie et de gestion des affaires internationales.

### L'ÈRE DU LOGICIEL DE RUPTURE : UN CHANGEMENT HISTORIQUE

Pascal Ausseur a inauguré les débats en mettant en avant la notion de « rupture » qui s'oppose à celle de « crises » que nous connaissons depuis cinquante ans. Nous assistons à un véritable basculement structurel qui redéfinit un nouvel état de la scène internationale qui sera totalement différent de la situation qui prévalait il y a encore quelques années.

La crise cyclique, telle qu'elle a été traditionnellement perçue, est un phénomène temporaire, après lequel les systèmes peuvent retrouver leur équilibre d'origine. Le paradigme du « logiciel de crise » reposait sur l'idée que toute perturbation pouvait être surmontée à travers une gestion appropriée des dysfonctionnements créés de façon à rétablir la situation initiale. Ce modèle, qui a façonné la pensée stratégique des puissances occidentales pendant des décennies, est désormais dépassé.

Dans le contexte actuel, il n'y aura plus de retour en arrière (démographie, réchauffement, migration, guerres...). Nous devons mettre en place un « logiciel de rupture » qui nous permette de déterminer les scénarios possibles, d'identifier celui qui nous semble le plus favorable et d'élaborer une stratégie pour l'atteindre, en tenant compte – et c'est nouveau – des stratégies concurrentes de nos nombreux compétiteurs. Le retour à « l'équilibre d'avant » n'est plus possible. Nous sommes donc confrontés à un défi intellectuel : la réévaluation de nos modèles conceptuels et stratégiques.

L'une des principales causes de cette rupture est l'inversion du cycle pluri-centenaire de convergence vers le modèle occidental. Nous vivons une fragmentation générale qui entraîne une désoccidentalisation du monde. L'ordre international post-Guerre froide, dominé par les valeurs de la démocratie libérale et du capitalisme, est désormais contesté. De nouveaux modèles émergent, portés par des puissances comme la Chine et la Russie ou par des représentations alternatives comme l'Islam. Ces modèles attirent un certain nombre de pays du « Sud global », marquant une fracture croissante entre les paradigmes occidentaux et non occidentaux.

1 Cette imbrication des défis se manifeste également dans la gestion des flux migratoires. Selon les données de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 117 millions de personnes étaient en situation de déplacement dans le monde à la fin de 2022. Ce chiffre comprend différentes catégories de personnes déplacées : 35,3 millions de réfugiés, 5,4 millions de demandeurs d'asile, 5,2 millions de personnes ayant besoin d'une protection internationale et 71,2 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (dont 62,5 millions en raison de conflits et de violences et 8,7 millions à cause de catastrophes naturelles). Ces chiffres montrent l'ampleur des défis humanitaires auxquels le monde est confronté, accentués par les conflits armés, la pauvreté, et les effets du changement climatique. Cette tendance devrait se poursuivre dans les années à venir, exacerbée par la multiplication des crises géopolitiques et environnementales.



En parallèle de cette dynamique nouvelle de fragmentation, le monde se rétrécit sous l'effet de l'explosion de sa population et des technologies, et connaît paradoxalement une interdépendance croissante. Toutes les sociétés font face à des défis globaux qui s'imposent à tous, bien que les réponses apportées soient profondément hétérogènes. Parmi ces défis, les crises climatiques, la transition énergétique, le risque de pandémie et les flux migratoires sont particulièrement importants.

Cet effet ciseau entre les forces centrifuges qui développent l'autonomie des groupes et des nations et l'imbrication croissante du destin des sociétés et des Etats, crée une difficulté particulière pour articuler l'altérité et le commun. La récente COP28 a parfaitement illustré cette problématique à travers les dissensions entre les pays industrialisés et les économies émergentes.

Dans ce monde en recomposition, la lutte pour l'accès à la puissance, qu'elle soit globale ou régionale, est lancée. L'accès aux ressources, la définition des règles du jeu ou les impacts du dérèglement climatique seront autant de raisons de tension et d'emploi de la force dans un environnement international dérégulé. Il est donc essentiel de réfléchir ensemble à cette évolution, pour mieux la comprendre et mieux l'accompagner<sup>1</sup>.

## LES DÉMOCRATIES ATTAQUÉES ET L'IMPACT SUR LES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES

François De Canson a rappelé la pertinence d'une ville comme Toulon pour accueillir les Rencontres Stratégiques de la Méditerranée. En tant que ville portuaire, Toulon se trouve en effet au carrefour des échanges méditerranéens et occupe une position stratégique pour comprendre les dynamiques géopolitiques dans cette région en pleine mutation. Cette localisation permet une connexion directe avec les défis posés par les crises au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Europe de l'Est. À cet égard, la discussion s'est poursuivie en abordant la question des démocraties attaquées, à travers les exemples d'Israël, de l'Ukraine et de l'Arménie, en analysant les répercussions que les conflits impliquant ces pays peuvent avoir sur le sol français.

En Israël, les attaques et les prises d'otages du Hamas contre des civils ont intensifié la violence dans la région. Ces actions, loin d'être des enjeux seulement locaux, ont des répercussions mondiales. En France, par exemple, les actes antisémites ont connu une explosion depuis l'attaque du Hamas en Israël le 7 octobre 2023<sup>2</sup>.



Le conflit en Ukraine a également des conséquences dramatiques pour l'Europe. Ayant provoqué le déplacement de plus de 4 millions de personnes (dont 1 million d'enfants) et plongé plus de 17 millions d'autres dans un besoin d'assistance humanitaire, le conflit russo-ukrainien provoque la plus grande crise de réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. L'impact de cette crise est double : elle exerce une pression considérable sur les infrastructures sociales et économiques des pays d'accueil.

Enfin, l'agression de l'Arménie par l'Azerbaïdjan dans la région du Haut-Karabagh met en lumière la persistance des conflits gelés dans le Caucase. Ce conflit, bien que régional, s'inscrit dans la logique plus large de l'affaiblissement des démocraties et de la montée en puissance des régimes autoritaires, une tendance observée également dans d'autres parties du monde. Il a une résonance toute particulière en France compte tenu de l'importance de la communauté arménienne d'une part, et d'autre part de l'hostilité manifeste du président d'Azerbaïdjan à l'encontre des autorités françaises.

## LA MÉDITERRANÉE : THÉÂTRE DES RIVALITÉS GÉOPOLITIQUES

Karim Amellal a replacé la Méditerranée au centre des enjeux géopolitiques mondiaux. Cette mer, en particulier son flanc oriental, est en effet aujourd'hui l'un des principaux foyers de tensions mondiales car elle reste un lieu de rencontre des lignes de fracture nord-sud et ouest-est qui structurent notre monde.

La France, autrefois acteur dominant en Méditerranée, doit désormais repenser sa stratégie dans cette région. Les tensions au sein du « Sud global », souvent alimentées par une méfiance croissante à l'égard des puissances occidentales, exigent une approche renouvelée de la part de la diplomatie française. Ce « Sud global » est aujourd'hui traversé par des revendications politiques et économiques qui contestent l'ordre établi par les puissances occidentales. Cette contestation se traduit par des oppositions croissantes dans les forums internationaux, où les pays en développement cherchent à affirmer leur autonomie face aux nations du G7.

La Méditerranée orientale est particulièrement marquée par des rivalités croissantes entre puissances régionales et globales.

<sup>2</sup> Le Service de Protection de la Communauté Juive (SPCJ) et le ministère de l'Intérieur (IFOP, Radiographie de l'antisémitisme en 2024, mai 2014.) ont rapporté que ces actes, qui étaient en moyenne d'une quarantaine par mois entre janvier et septembre 2023, ont augmenté de plus de 1 000 % immédiatement après l'attaque. Cette hausse rappelle les précédentes recrudescences observées après des événements similaires, tels que l'attentat contre l'école juive Ozar Hatorah à Toulouse ou l'attaque de l'Hyper Cacher, où des augmentations respectives de 200 % d'actes antisémites avaient été enregistrées.

La Turquie, sous la présidence d'Erdogan, y a multiplié les incursions pour affirmer ses ambitions énergétiques, tandis que la Russie renforce sa présence militaire en Syrie, consolidant son influence dans cette région stratégique. Les Etats-Unis surgissent à Chypre où étaient déjà solidement établis les Britanniques, bien conscients de la situation stratégique de cette île gardienne de la Méditerranée orientale. Dans ce contexte, la France doit non seulement réviser ses outils diplomatiques, mais également renforcer ses capacités militaires et stratégiques pour faire face aux nouvelles réalités géopolitiques. La perte d'influence de la France et des autres puissances européennes dans la région a permis à des acteurs non occidentaux, comme la Russie et la Turquie, d'y étendre leur sphère d'influence.

## LA TECHNOLOGIE ET L'INDUSTRIE DE DÉFENSE COMME LEVIERS STRATÉGIQUES

Quant aux industries de défense et aux nouvelles technologies, celles-ci jouent un rôle central dans les conflits contemporains, comme l'explique Xavier Pasco. Les avancées technologiques, telles que la cyber-guerre et les drones, redéfinissent non seulement les méthodes de combat, mais aussi les stratégies de dissuasion. Les nouvelles technologies militaires modifient les rapports de force entre les nations, permettant à des acteurs non étatiques de jouer un rôle de plus en plus important dans les conflits<sup>3</sup>. La hausse significative des budgets d'armement illustre la montée en puissance des capacités militaires et l'importance croissante des technologies avancées dans les conflits contemporains. Cette situation souligne l'importance des industries de défense comme moteur de puissance et de croissance internationale.

Les guerres modernes ne se limitent plus aux seuls champs de bataille physiques, mais s'étendent également au domaine numérique où les attaques cybernétiques et les campagnes de désinformation sont devenues des outils stratégiques essentiels. Il est donc nécessaire d'analyser la coexistence entre les nouvelles technologies et les formes traditionnelles de la guerre.

<sup>3</sup> Selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 443 milliards de dollars en 2023 (SIPRI, Dépenses militaires mondiales en 2024 : communiqué de presse, 22/04/2024.), soit une augmentation de 6,8 % en termes réels par rapport à 2022. Selon l'OCDE, environ 700 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté monétaire à travers le monde, tandis que plus d'un milliard vivent dans une pauvreté multidimensionnelle (OCDE, Coopération pour le développement 2024, octobre 2024).

Bien que la cyberguerre et les drones soient en plein essor, la guerre traditionnelle persiste, comme le démontre le conflit en Ukraine. Cela nécessite de développer des outils analytiques capables de comprendre cette dynamique complexe et les structures des rapports de force internationaux au-delà de la simple dimension militaire.



## QUELQUES PISTES POUR UNE RÉFLEXION STRATÉGIQUE RENOUVELÉE

Lors d'un second tour de table, les intervenants ont proposé plusieurs pistes pour surmonter les tensions géopolitiques actuelles, en insistant sur l'importance de réinventer la diplomatie et de renouveler les stratégies globales.

L'une des fractures majeures identifiées par les intervenants est celle qui sépare les pays riches et technologiques du Nord (Amérique du nord, Europe, Russie, Chine, Japon, Australie) des pays en développement du Sud. Ces inégalités, accentuées par les différences culturelles et sociales (fait religieux, autonomie des individus, nombre d'enfants), exacerbent les frustrations et le ressentiment au sein des populations du Sud.

Un autre point de tension majeur réside dans la compétition entre la Chine et les États-Unis pour le leadership mondial. Cette opposition se manifeste par des rivalités économiques, militaires et technologiques, notamment en Asie-Pacifique où la Chine cherche à renforcer son influence, tandis que les États-Unis tentent de consolider leurs alliances.



## DES CHAMPS DE FORCE MAIS PAS NÉCESSAIREMENT DES BLOCS

Désormais, les États doivent évoluer et s'adapter à un monde marqué par une double fracture Est-Ouest et Nord-Sud, dont les enjeux et les tensions sont particulièrement marqués en Méditerranée.

Face à ces tensions croissantes, les intervenants ont proposé plusieurs leviers d'influence pour la France :

### - Accepter la diversité et repenser les alliances

Par sa géographie, la France doit reconnaître son rôle non seulement en tant que puissance occidentale et européenne, mais également comme acteur du Sud. Cela implique d'être capable d'articuler ses alliances traditionnelles avec sa singularité stratégique et de promouvoir un dialogue inclusif avec les pays en développement, qui sont de plus en plus influents sur la scène internationale.

### - Renforcer notre souveraineté économique

La capacité à maîtriser les technologies stratégiques et à peser dans l'économie mondiale est clé pour mettre en œuvre une stratégie qui permet une diplomatie économique, levier essentiel pour stabiliser les relations internationales.

### - Refaire de la politique

En s'investissant dans notre voisinage sud sans se limiter à l'aide au développement et à la sécurité, mais au contraire en s'attaquant aux difficultés auxquelles ils sont confrontés, en soutien des États et en respectant leur différence, la France pourrait renforcer ses alliances avec les pays du Sud tout en contribuant à la stabilité économique et sociale de ces régions.

### - Identifier nos intérêts et reconnaître le retour du rapport de force

Dans ce monde qui diverge, la meilleure façon d'engager une relation avec nos partenaires est de reconnaître leur spécificité et d'identifier la nôtre. Comprendre qui nous sommes permettra de dialoguer plus facilement avec les autres, de prendre en compte les intérêts de chacun en acceptant le défi du rapport de force.

## CONCLUSION

Cette table ronde introductive aux RSMed a mis en lumière l'importance d'une réflexion stratégique renouvelée face aux ruptures géopolitiques contemporaines. Dans un monde de plus en plus multipolaire, marqué par l'émergence de nouvelles puissances, de nouvelles valeurs et des technologies de plus en plus sophistiquées, les stratégies traditionnelles doivent être repensées. Pour la France, acteur historique en Méditerranée, cela implique de réinventer sa politique étrangère, de modifier ses rapports avec les pays en développement, et d'adopter une approche plus pragmatique face aux nouvelles réalités internationales. L'avenir dépendra de la capacité des puissances à comprendre et à admettre les changements structurels qui redéfinissent l'ordre mondial, à entrer dans le nouveau jeu de la compétition internationale sans renoncer à construire des solutions collectives pour garantir la paix et la stabilité.

MACHA TOUSTOU

## IDÉES FORTES :

- Le monde connaît une «rupture structurelle», redéfinissant les relations internationales de manière permanente.
- La montée des régimes autoritaires remet en cause l'ordre démocratique et les valeurs occidentales.
- Les défis climatiques et migratoires exacerbent les tensions géopolitiques, avec des répercussions mondiales accentuant la fracture Nord/Sud.
- La Méditerranée est un espace stratégique crucial, où la France doit repenser sa diplomatie et son influence.



# RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES



.....p 16

#### Intervenants :

- Pascal Ausseur, Directeur Général de l'Institut FMES
- Laurence Nardon, Responsable du programme Etats-Unis de l'IFRI
- Isabelle Facon, Directrice adjointe de la fondation pour la recherche stratégique
- Mélissa Levaillant, Spécialiste de l'Inde et Co-fondatrice de SELDON CONSEIL
- Emmanuel Puig, Conseiller indopacifique du secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure



.....p 22

#### Intervenants :

- Ousmane Ndiaye, Rédacteur en chef Afrique de la chaîne TV5Monde
- Niagalé Bagayoko, Responsable du programme Afrique de la FMES
- Sonia Le Gouriellec, Spécialiste de la corne de l'Afrique et maîtresse de conférence à l'Université Catholique de Lille
- Djenabou Cisse, Chercheuse à la Fondation pour la Recherche Stratégique



.....p 27

#### Intervenants :

- Marie-France Chatin, Journaliste à Radio France International et productrice de l'émission «Géopolitique»
- Olaf Wientzek, Directeur du programme de la Konrad-Adenauer-Stiftung à Bruxelles
- Pierre Haroche, Maître de conférences en Relations internationales et Sécurité internationale à l'Université Queen Mary de Londres
- Fergal O'Regan, Directeur du Collège européen de sécurité et de défense
- Teresa de Almeida e Silva, Vice-Présidente de l'Orient Institute (ISCSP-ULisboa)



.....p 32

#### Intervenants :

- Didier Lauras, Reporter Sécurité, Défense, Diplomatie à l'AFP
- Pierre Razoux, Directeur académique de l'institut FMES
- Laure Foucher, Chercheuse à la Fondation pour la Recherche Stratégique
- Céline Touboul, Co-directrice générale de l'Economic Cooperation Foundation
- Dorothee Schmid, Chercheuse à l'Institut Français des Relations Internationales

## RIVALITÉS DES GRANDES PUISSANCES : UNE REDÉFINITION DES RAPPORTS DE FORCE ?



PASCAL AUSSEUR  
FMES



LAURENCE NARDON  
IFRI



ISABELLE FACON  
FRS



MÉLISSA LEVALLANT  
SELDON CONSEIL



EMMANUEL PUIG  
SEAE

### Modérateur :

Pascal AUSSEUR, Directeur Général de l'institut FMES.

### Intervenants :

- Laurence Nardon, Responsable du programme Etats-Unis de l'IFRI
- Isabelle Facon, Directrice adjointe de la fondation pour la recherche stratégique
- Mélissa Levallant, Spécialiste de l'Inde et Co-fondatrice de SELDON CONSEIL
- Emmanuel Puig, Conseiller indopacifique du secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure

Si, au tournant des années 2000, la notion de puissance dans les relations internationales avait été peu à peu remise en cause, glissant de l'Etat vers des acteurs de la société civile et du rapport de force vers la coopération économique, les évolutions des dernières années ont inversé cette tendance, rendant aux acteurs étatiques leur prépondérance initiale et ravive les compétitions et les confrontations.

S'appuyant selon Pascal Ausseur, sur l'économie, la démographie, l'influence et les capacités militaires, cette puissance globale se définit comme « la capacité d'une entité politique à peser sur d'autres afin de leur imposer sa volonté ». Néanmoins, pour jouir de cette « puissance globale », encore faut-il la vouloir : l'UE, par exemple, dispose théoriquement des facteurs de la puissance, mais n'est pas en mesure de s'imposer sur la scène internationale par manque d'identité, d'ambition et d'intérêts partagés.

Qu'en est-il des deux grandes puissances en compétition pour le leadership mondial, les États-Unis et la République Populaire de Chine, talonnées par la Fédération de Russie et l'Inde ?



## LES ÉTATS-UNIS, UNE PUISSANCE AU DÉFI DE SA RÉINVENTION

Laurence Nardon nuance les critères de la puissance énoncés par P. Ausseur en identifiant, pour les États-Unis, l'économie, l'innovation technologique, le militaire, le soft power et la justice extra territoriale comme instruments mobilisés par Washington D.C. pour peser sur la scène internationale.

Les reconfigurations stratégiques qu'a connu la puissance américaine ces dernières années mènent à un intense débat sur le rôle que les États-Unis souhaitent s'attribuer en dehors de leurs frontières. Se distinguent alors plusieurs camps. En premier lieu, les centristes et diplomates traditionnels, surnommés « blob » et présents en nombre dans l'administration Biden, prônent une intervention quelquefois messianique du pays en faveur des peuples sous le joug de régimes non-démocratiques. Ensuite vient la droite « MAGA <sup>1</sup> » porté par Donald Trump qui promet un repli franc des États-Unis sur eux-mêmes, mettant fin à leur rôle de « gendarmes du monde » et fermant le pays à tous types d'interventions extérieures. Enfin, la gauche radicale, incarnée par Alexandria Ocasio-Cortez et Bernie Sanders, souhaite la fin des interventions militaires à l'étranger pour concentrer les efforts sur la reconstruction de la classe moyenne américaine, et souhaite également mettre fin à l'aide apportée aux régimes corrompus, jugée immorale.

La parenthèse dorée des années 1990, désormais lue comme étant empreinte de naïveté, s'étant refermée, la question se pose désormais de la place que veulent occuper les États-Unis dans le monde d'aujourd'hui et de demain : figure de proue du monde nouveau, ou leader du monde démocratique, libéral et maritime dans un monde divisé en sphères d'influences ?

Laurence Nardon rappelle que la politique diplomatique états-unienne s'inscrit plus ou moins dans la lignée de la vision de l'amiral Mahan dans les années 1890. Selon le stratège, schématiquement, les puissances continentales (à l'instar de l'Allemagne ou de la Russie) s'opposeraient aux puissances maritimes (États-Unis et Grande-Bretagne). Cette vision fut complétée dans les années 1940 par Nicholas J. Spykman qui prophétisait que l'opposition entre ces deux groupes de puissances se fera par le contrôle du « rimland », région tampon entre les deux sphères.

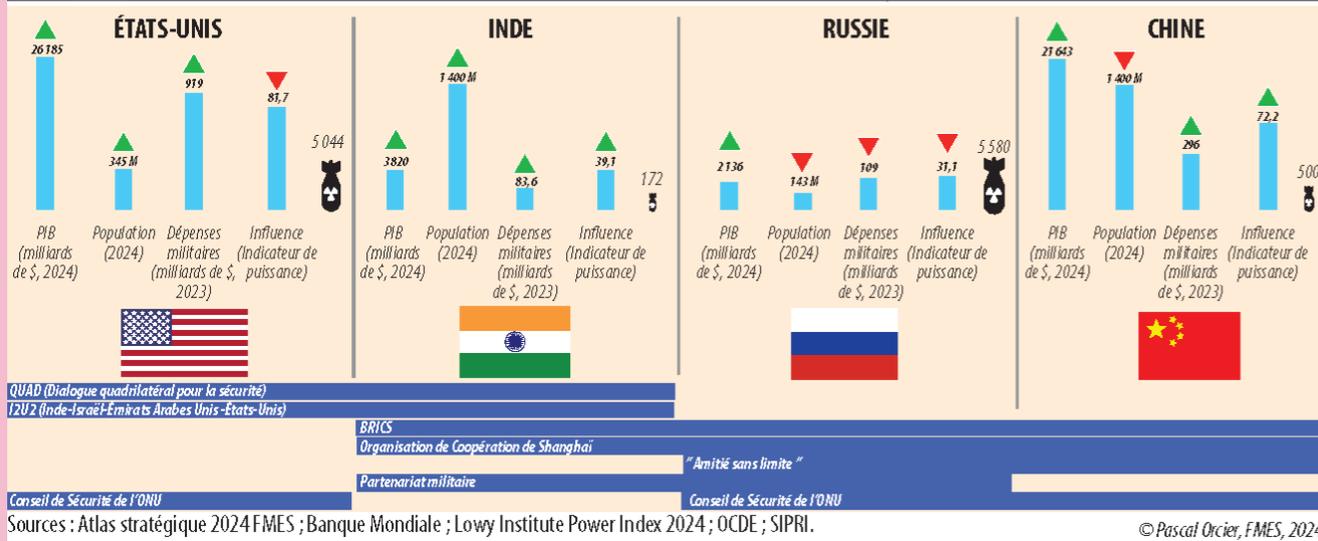
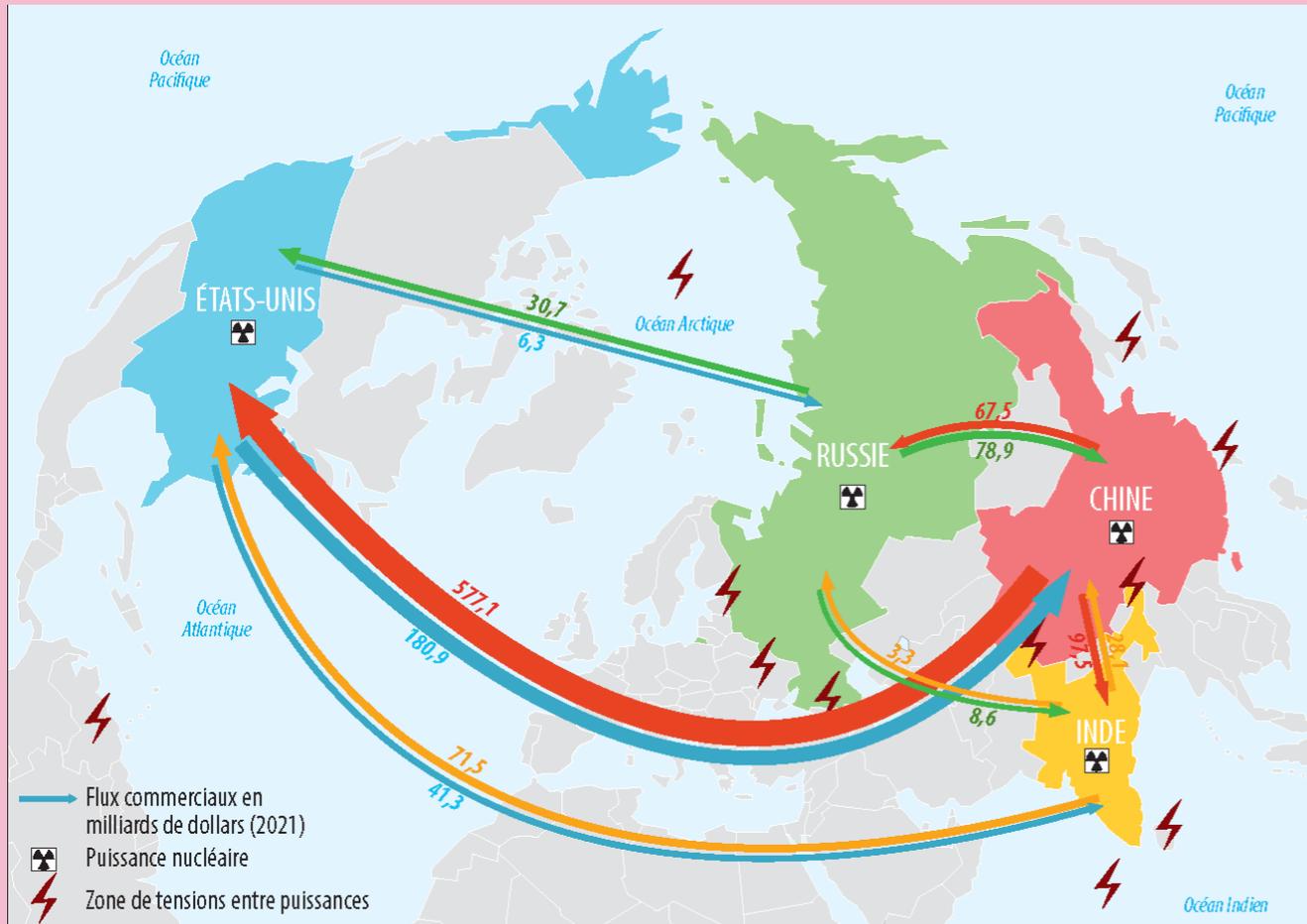
<sup>1</sup> « Make America Great Again ».

Le nouveau « défi structurant » des États-Unis étant désormais la Chine, le rimland se serait étiré à l'Indo-Pacifique, justifiant les politiques d'endiguement et de pivot entamées dans les années 2010, tandis que le rimland historique a été ravivé par l'agression russe de l'Ukraine et le conflit au Proche-Orient déclenché le 7 octobre 2024.



## LA CHINE, EN QUÊTE DE DOMINATION MONDIALE

Emmanuel Puig attire l'attention sur la révolution interne opérée par Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir en 2012. Prenant un tournant autoritaire et sécuritaire, il a été réélu en 2022 pour un troisième mandat, brisant la règle tacite imposée par Deng Xiaoping limitant l'exercice du pouvoir à deux mandats. S'entourant de ses fidèles, notamment au comité permanent du bureau politique, les habituels arbitrages et équilibres ont laissé place à une prise en main sans partage des faucons et des conservateurs. Ainsi, un raidissement de l'appareil de surveillance mais aussi une reprise en main idéologique de la population et des membres du Parti Communiste Chinois (PCC) ont été amorcés, tandis qu'une suspicion généralisée envers les acteurs étrangers présents en Chine se fait sentir. Enfin, la compétition avec les États-Unis devient l'alpha et l'omega de la politique extérieure chinoise, dont chaque acte est pesé afin de prendre doucement mais sûrement l'avantage.



# RIVALITÉS ENTRE GRANDES PUISSANCES : UN DUOPOLE À TROIS, LE QUATRIÈME EN EMBUSCADE

Cette dynamique est d'autant plus inquiétante lorsqu'elle est étudiée à la lueur de la place désormais centrale de la Chine dans l'économie mondialisée et des interdépendances en découlant. Il reste en revanche intéressant de relever que la Chine est fortement dépendante de ses exportations, son marché intérieur n'étant pas en mesure d'absorber sa production.

Néanmoins, le modèle chinois semble s'essouffler, à un moment charnière de sa quête de prédominance. Le contrat tacite post-Tiananmen, stipulant que le pouvoir chinois s'occupe du politique mais garanti à sa population le développement personnel et l'accès aux emplois et ressources, s'estompé peu à peu. Combiné à une opinion publique toujours plus pessimiste et à une grave crise démographique, Pékin tente de contrebalancer cette perte de confiance à travers sa reprise en main sécuritaire et une fuite en avant nationaliste.

Sur le volet international, la République Populaire déploie une vision stratégique à très long terme visant à restaurer l'espace d'influence globale au cœur duquel se trouverait le PCC. Pour se faire, la Chine compte changer de l'intérieur le système international actuel, usant de la subversion en dernier recours, pour asseoir sa prédominance, comme ce fut le cas pour les États-Unis au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Cela se retrouve notamment dans le projet des Nouvelles Routes de la Soie, lequel vise à redéfinir les flux globaux mais aussi les rapports de dépendance autour de la Chine. Cette volonté se matérialise particulièrement au Moyen-Orient, où la Chine mène une concurrence ouverte aux États-Unis sur les volets diplomatiques, des hautes technologies, de la création d'entreprises mais aussi de l'accompagnement des régimes locaux. N'étant pas un acteur militaire dans la zone, en dépit d'une première base à Djibouti, cette présence chinoise est vue comme un recours offert aux acteurs locaux pour contrebalancer Washington.

## LA RUSSIE, UNE PUISSANCE FRAGILISÉE REMETTANT EN QUESTION L'ORDRE INTERNATIONAL

Isabelle Facon estime que l'un des principaux objectifs de Poutine sur la scène intérieure est de montrer à son peuple que le conflit en Ukraine n'a pas écorné la puissance russe, ni montré les failles de son pouvoir après une période de dynamique économique positive et un blason militaire redoré par l'intervention en Syrie. Selon la chercheuse, le système a certes été secoué, mais n'est pas menacé pour autant. En effet, l'opposition, réduite au silence, n'est pas en mesure de peser sur une opinion publique stable et nourrie à la propagande anti-occidentale depuis les années 2000. L'économie, impactée, ne s'est pas pour autant effondrée, étant soutenue par des relais de croissance, notamment dans les hydrocarbures.

Handicapée par une fragilité démographique et de fortes inégalités entre les régions, la Russie n'est pour autant pas prête à accepter une dégradation de sa posture. Pour soutenir cet effort, Moscou n'hésite pas à mettre en avant sa puissance nucléaire militaire, mais aussi en multipliant les exercices militaires internationaux et en appuyant sur les fragilités occidentales via des leviers d'influence et de déstabilisation « low cost » et un « sharp power », en témoigne l'épisode des tags antisémites en France durant l'automne 2023. Le soft power s'est désormais réorienté aujourd'hui sur le narratif diffusé sur les réseaux sociaux et par son réseau diplomatique d'une Russie rempart du conservatisme sociétal contre un Occident décadent et néo-colonialiste.

Facon définit la puissance russe comme étant une « puissance par association », surjouée mais consciente de ses failles. Bénéficiant d'un certain rayonnement auprès des pays membres des BRICS et de l'OCS<sup>2</sup>, Moscou s'est rapprochée de Pékin pour y trouver un soutien et contourner les sanctions, vues comme un instrument de l'Occident se prévalant du « rule based order<sup>3</sup> » pour asseoir sa suprématie. Cette situation place néanmoins la Russie dans une position de faiblesse et de demandeur, la poussant à renouveler ses approches et à offrir plus pour obtenir ce qu'elle recherche auprès de ses partenaires.



2 Organisation de coopération de Shanghai. / 3 Un « rules-based order » est un ensemble de relations, structurées et fondées sur des règles, basées sur le libéralisme politique et économique.

## L'INDE, UNE SUPERPUISSANCE EN CONSTRUCTION

Melissa Levallant conclut ce tour d'horizon des puissances globales par l'Inde, ancienne puissance en devenir s'approchant du podium. L'Inde se caractérise en premier lieu par l'impressionnante continuité de ses objectifs de politique étrangère, en dépit des alternances politiques. Prudente, cette politique prône l'autonomie stratégique du pays, la reconnaissance de la stature de l'Inde à travers l'obtention d'un siège au Conseil de Sécurité des Nations Unies ou encore une contribution des politiques étrangères et de défense au développement interne du pays.

Suite à l'élection du Bharatiya Janata Party de Narendra Modi en 2014, cette volonté de puissance est beaucoup plus assumée par New Delhi qu'elle ne l'était lorsque le parti du Congrès dirigeait le pays. Néanmoins, cela n'a pas mené à une révolution de la politique étrangère du pays, au-delà du renforcement du partenariat avec les États-Unis et la diversification de ses fournisseurs d'armement, notamment avec la France. Le BJP exploite depuis 2014 ses succès internationaux pour sa scène intérieure, comme ce fut le cas lors de la présidence indienne du G20 en 2023. Cela donne lieu à des discours à double sens, destinés à être entendus aussi bien à l'international qu'à l'intérieur du pays. Ces discours peuvent être parfois perçus comme étant virulents et anti-occidentaux, alors qu'ils sont composés avant tout de messages internes visant à prouver la capacité du gouvernement à se projeter à l'international.

Le BJP a également rompu avec les termes et la stratégie du Congrès, remplaçant le « non-alignement » par un « multi-alignement ». Ce dernier consiste en l'exploitation des failles de la rivalité sino-américaine, quitte à être partenaire d'Etats rivaux, comme les États-Unis et la Russie.



De nombreuses fragilités internes apparaissent néanmoins. En dépit d'une croissance supérieure à 6%, le chômage des jeunes et des femmes augmente, tandis que la main d'œuvre n'est pas assez qualifiée pour participer au bond du « Made in India » et pour sortir d'une économie essentiellement rurale.

À l'international, la stratégie indienne est depuis une dizaine d'années guidée par l'attitude de la Chine voisine, qui s'applique à l'encercler de son « collier de perles »<sup>4</sup> et se rapproche du frère ennemi pakistanais. Tandis que les frontières indiennes se militarisent de plus en plus et que la Chine grignote le territoire indien, notamment dans l'Arunachal Pradesh, New Delhi redoute d'avoir à combattre sur deux fronts ses puissants voisins.

Ce constat a accéléré la mise en place de la stratégie Indo-Pacifique de l'Inde, présentée au Shangri La Dialogue de 2018 et s'accompagnant d'une montée en puissance de ses capacités militaires depuis 2020. Cette stratégie se base également sur un renforcement du multilatéralisme et du droit international, mais aussi par une diversification des partenariats dans le domaine des infrastructures et de l'économie digitale, venant concurrencer la Chine.

Pour cela, New Delhi peut s'appuyer sur un partenariat « cyber » la liant avec Israël, les Émirats Arabes Unis et les États-Unis, mais aussi sur le projet de corridor commercial « IMEC »<sup>5</sup> qui relierait l'Inde, Israël, les États du Golfe et Marseille.

<sup>4</sup> Stratégie visant à développer les infrastructures portuaires et militaires chinoises dans l'Océan Indien afin d'assurer la fiabilité de l'approvisionnement chinois, notamment en hydrocarbures.

<sup>5</sup> L'India Middle East Corridor, lancé à New Delhi en septembre 2023 en marge du sommet du G20, réuni 8 pays et l'Union Européenne, est un corridor économique visant à développer la coopération et les échanges entre l'Inde, le Golfe et l'Europe.

New Delhi jouit, par sa position et son statut, d'avantages indéniables. Convergeant avec l'Occident sur le dossier Indo-Pacifique, l'Inde s'efforce néanmoins de ne pas s'impliquer aux côtés de ceux-ci trop frontalement, particulièrement dans l'Océan Indien. Si Washington y voit un « net security provider », l'Inde préfère parler de « partenariat stratégique préférentiel » afin de diminuer les attentes américaines dans la région, mais aussi car elle reste freinée par sa rhétorique relative au « sud global », parfois vue comme anti-occidentale.

## CONCLUSION

Les intervenants de cette table-ronde ont été amenés à se prononcer sur le « pire cauchemar » redouté par les Etats auxquels ils s'intéressent dans les années à venir.

Laurence Nardon a estimé que l'élection de Donald Trump en novembre 2024 ne serait finalement pas l'évènement le plus redouté par les États-Unis. Elle estime en effet que celui-ci, craint de ses alliés et potentiellement de ses adversaires, pourrait être amené à obtenir plus d'eux que ne le ferait Kamala Harris, car il est plus susceptible de privilégier le rapport de force et la négociation traditionnelle.

Emmanuel Puig a quant à lui mis en avant la crainte de la Chine de voir son partenaire russe être défait nettement par l'Ukraine, mais aussi que Taïwan vienne à se doter de l'arme nucléaire.

Isabelle Facon juge que la Russie redoute une entente tacite entre Chinois et Américains, marginalisant par là-même Moscou.



Enfin, Melissa Levallant estime qu'une invasion réussie de Taïwan par la Chine pourrait fragiliser l'Inde, qui pourrait se retrouver ensuite directement menacée par Pékin.

La comparaison entre les Etats-Unis et la Chine domine ce débat à quatre. Il est intéressant de noter que chacune des puissances joue de ses atouts et de la faiblesse de l'autre. Les Etats-Unis profitent ainsi de la croissance des flux maritimes, financiers, informationnels et technologiques, recherchent le rapport et tentent de maintenir la cohésion et la volonté nationale. La Chine de son côté, joue de sa stabilité interne, de sa capacité productive désormais indispensable, de sa gestion du temps long et tente de résoudre la tension entre ouverture économique et autoritarisme. Les Etats-Unis font de la boxe, la Chine du judo. Il est donc possible que la confrontation n'ait pas lieu dans les termes prévus.

HUGO L.B.

## IDÉES FORTES :

- Les Etats-Unis, une puissance au défi de sa réinvention.
- La Chine, en quête de domination mondiale.
- La Russie, une puissance fragilisée remettant en question l'ordre international.
- L'Inde, une superpuissance en construction.

## L'AFRIQUE AU CŒUR DES STRATEGIES D'INFLUENCES : LES RECOMPOSITIONS GEOPOLITIQUES DANS LA BANDE SAHELO-SOUDANAISE



**OUSMANE NDIAYE**  
TV5 MONDE



**NIAGALÉ BAGAYOKO**  
FMES



**SONIA LE GOURIELLEC**  
UNIVERSITE CATHOLIQUE  
DE LILLE



**DJENABOU CISSE**  
FRS

### Modérateur :

Ousmane Ndiaye, Rédacteur en chef Afrique à TV5 Monde et chroniqueur sur France Info

### Intervenants :

- Niagalé Bagayoko, Responsable du programme Afrique de la FMES
- Sonia Le Gourellec, Spécialiste de la corne de l'Afrique et maîtresse de conférence à l'Université Catholique de Lille
- Djenabou Cisse, Chercheuse à la Fondation pour la Recherche Stratégique

Depuis le début des années 2000, l'Afrique est devenue un espace central dans la lutte d'influence des grandes puissances, principalement en raison de son importance stratégique et de ses ressources naturelles.

La bande sahélo-soudanaise, vaste territoire s'étendant de l'Atlantique à la mer Rouge, traverse des régions instables, exacerbant les tensions locales et attirant divers acteurs internationaux dans un jeu complexe de repositionnement géopolitique.

Historiquement dominée par les puissances coloniales, la région est aujourd'hui au centre d'une recomposition géopolitique à grande échelle. Les pays sahéliens, pris entre des enjeux internes de stabilité et des interventions extérieures, sont aujourd'hui courtisés non seulement par les pays traditionnels occidentaux, mais aussi par de nouvelles puissances émergentes (Turquie, Russie, Chine et monarchies du Golfe).

Ces acteurs mettent en place des stratégies d'influence diversifiées, créant une dynamique géopolitique à la fois complexe et multipolaire.



## RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE : UN TERRAIN STRATÉGIQUEMENT NÉGLIGÉ

Région longtemps sous-estimée dans les analyses géopolitiques mondiales, la Corne de l'Afrique représente aujourd'hui un nœud stratégique au carrefour des ambitions des grandes puissances, comme l'explique Sonia Le Gourellec. Bordée par l'une des voies maritimes les plus cruciales pour le commerce mondial, le détroit de Bab-el-Mandeb, cette région attire de plus en plus l'attention d'acteurs internationaux qui y voient un tremplin pour renforcer leur présence dans l'océan Indien et au-delà. Si la région a été marquée historiquement par des périodes de colonisation, les rivalités sont désormais davantage tournées vers le contrôle des ressources, des infrastructures portuaires, et des alliances régionales.

L'Éthiopie, la Somalie, Djibouti, l'Érythrée et le Soudan forment un ensemble de pays aux dynamiques internes instables, mais stratégiquement situés. La guerre civile en Éthiopie et les troubles politiques au Soudan ont déstabilisé toute la région, créant des opportunités pour des interventions extérieures. L'implantation de bases militaires étrangères est un indicateur clair de cette compétition pour l'influence. Djibouti, par exemple, héberge plusieurs bases militaires, dont celles des États-Unis, de la France, de la Chine, du Japon et de l'Italie. Ce petit pays est devenu un véritable carrefour militaire, crucial pour le contrôle de la navigation internationale dans la mer Rouge et l'océan Indien.

L'Éthiopie, de son côté, bien que minée par des conflits internes, cherche à s'affirmer comme un acteur régional en quête de puissance. La construction du barrage de la Renaissance sur le Nil est au cœur d'une controverse majeure avec l'Égypte, qui craint des répercussions sur ses ressources en eau. Ce conflit autour du Nil cristallise les tensions entre ces deux puissances régionales et attire l'attention de pays comme la Turquie et les Émirats arabes unis, qui cherchent à profiter de la situation pour étendre leur influence à travers des alliances avec les gouvernements locaux ou des factions armées.

## LA BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE : UN NOUVEL ÉCHIQUIER GÉOPOLITIQUE

Parallèlement à la Corne de l'Afrique, Djenabou Cisse attire l'attention sur la bande sahélo-soudanaise qui devient un terrain de plus en plus disputé. Cette zone charnière entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne a connu une recrudescence des conflits depuis le début des années 2010. La chute de Mouammar Kadhafi en Libye a laissé un vide sécuritaire qui a permis à des groupes armés et terroristes de proliférer vers le Mali et le Niger. Dans ce contexte, les puissances traditionnelles comme la France ont tenté de maintenir une présence militaire pour lutter contre l'expansion de ces groupes. Cette présence est cependant de plus en plus contestée localement et son influence dans la région s'affaiblit au profit de nouveaux acteurs tels que la Russie et la Turquie.

La Russie, avec son approche militaro-économique, tente de s'imposer comme une alternative aux anciennes puissances coloniales. L'intervention du groupe Wagner<sup>1</sup> au Mali est un exemple frappant de cette stratégie. En plus du soutien militaire direct aux régimes sahéliens, la Russie en profite pour s'implanter économiquement, notamment dans les secteurs miniers, comme au Soudan où elle a acquis des concessions d'or. Cette influence grandissante suscite cependant des inquiétudes ; les méthodes employées par ces partenaires non-traditionnels, risquent davantage d'exacerber les conflits locaux que de les résoudre.

La Turquie joue quant à elle une carte plus diversifiée, combinant soft power et hard power. Son influence culturelle et religieuse lui permet de se rapprocher de nombreux pays sahéliens.



<sup>1</sup> Dont la branche africaine est renommée « Africa Corps » depuis 2023.

Elle leur fournit de l'armement, dont des drones, renforçant ainsi leur capacité de lutte contre le terrorisme, mais par la même occasion leur dépendance à l'égard de l'industrie militaire turque. Le drone Bayraktar TB-2 est devenu un symbole de la coopération sécuritaire turque avec des pays comme le Niger ou le Burkina Faso. Parallèlement, les échanges commerciaux entre la Turquie et l'Afrique se sont intensifiés, consolidant la place d'Ankara dans la région.

## LES FAIBLESSES DES ACTEURS MULTILATÉRAUX ET L'ESSOR DU NÉO-PANAFRICANISME

Face à cette nouvelle dynamique d'influence, les acteurs multilatéraux comme l'Union africaine et la CEDEAO<sup>2</sup> peinent à imposer une vision commune pour la stabilisation et le développement du continent. Comme l'explique Niagalé Bagayoko, les interventions internationales sont souvent perçues avec scepticisme par une population de plus en plus consciente de la nécessité de s'émanciper des anciennes puissances coloniales. C'est dans ce contexte que le néo-panafricanisme, un mouvement prônant une plus grande autonomie africaine dans les affaires mondiales, trouve un écho grandissant.

La montée du sentiment panafricain est particulièrement visible au Sahel, où des mouvements sociaux et politiques réclament une rupture avec les modèles de coopération traditionnels et une redéfinition des alliances stratégiques. Les pays sahéliens cherchent à diversifier leurs partenaires, tirant parti de la rivalité entre puissances pour maximiser leurs gains tout en affirmant leur souveraineté. Ce mouvement pourrait bien transformer en profondeur les relations entre l'Afrique et le reste du monde, redéfinissant les règles du jeu géopolitique sur le continent.



## L'AFRIQUE : UN THÉÂTRE DE RIVALITÉS PROTÉIFORME

Le positionnement stratégique de l'Afrique, en particulier celui de la bande sahélo-soudanaise et de la Corne de l'Afrique, en fait un terrain d'affrontement pour les puissances mondiales. Les États-Unis, la Russie, la Chine, la France, la Turquie et les puissances du Golfe se disputent des sphères d'influence en employant des tactiques qui varient selon leurs objectifs économiques, militaires et politiques.

La Chine a adopté une stratégie de long terme qui repose principalement sur les infrastructures et les investissements économiques dans le cadre de son projet des Nouvelles Routes de la Soie. Cette initiative vise à créer des corridors économiques reliant la Chine à l'Afrique à travers des routes terrestres et maritimes stratégiques. En finançant des projets de grande envergure comme des chemins de fer, des routes et des ports, la Chine s'implante durablement sur le continent tout en renforçant ses liens commerciaux avec les États africains. L'un des exemples les plus emblématiques est la modernisation du port de Djibouti, qui joue un rôle clé dans le commerce international.

Contrairement à la Russie, qui privilégie les interventions militaires directes et le contrôle des ressources naturelles, la Chine a opté pour une approche plus diplomatique et économique. Pékin cherche à se positionner comme un partenaire fiable en évitant l'implication militaire directe, bien que la construction de sa première base militaire à l'étranger à Djibouti témoigne de la montée en puissance de ses ambitions stratégiques dans la région.

Les États-Unis, pour leur part, continuent d'investir massivement dans la sécurité et la lutte contre le terrorisme en Afrique. Le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) dirige d'ailleurs plusieurs opérations militaires sur le continent. La présence militaire américaine, centrée sur la base de Djibouti, vise à contrecarrer les avancées des groupes terroristes dans la région sahélienne. Washington adopte une stratégie d'alliances avec les États africains, basée sur des formations militaires et une assistance en matière de sécurité, tout en veillant à contenir les ambitions de la Chine et de la Russie.

<sup>2</sup> Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)



En revanche, la France, historiquement liée à ses anciennes colonies africaines, est en perte de vitesse. Les interventions militaires françaises ont suscité un mécontentement croissant au sein des populations locales. Ces dernières accusent la France de prolonger les conflits au lieu de les résoudre. Cela a entraîné un rejet croissant de la présence française, notamment au Mali, où la France a été contrainte de retirer ses troupes après avoir perdu le soutien du gouvernement. Ce désengagement progressif ouvre la voie à d'autres puissances qui n'hésitent pas à combler ce vide.

## UN NOUVEL ORDRE MULTIPOLAIRE EN AFRIQUE

Le phénomène de multipolarisation de l'Afrique ne se limite pas à l'intervention des grandes puissances extérieures. Il est aussi alimenté par la montée en puissance de certaines nations africaines qui cherchent à jouer un rôle plus actif sur la scène internationale. Des pays comme le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et l'Algérie commencent à redéfinir leur rôle dans les relations inter-africaines et dans leurs interactions avec les puissances étrangères.

Le Nigeria, plus grande économie d'Afrique et pays le plus peuplé du continent, se positionne comme un acteur incontournable pour la sécurité régionale, notamment dans la lutte contre Boko Haram. Par ailleurs, son influence économique croît grâce à ses industries énergétiques et son rôle dans les accords commerciaux régionaux, tels que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Le leadership économique du Nigeria, renforcé par une diplomatie active, place le pays au cœur des initiatives régionales visant à construire une architecture de sécurité collective dans la région ouest-africaine.

L'Afrique du Sud, pour sa part, reste un poids lourd diplomatique, notamment au sein de l'Union africaine (UA). Bien que son influence ait quelque peu diminué en raison de ses crises internes, elle demeure une plaque tournante économique et politique, particulièrement grâce à son rôle dans les BRICS<sup>3</sup>. Cette plateforme internationale lui permet de peser dans les décisions mondiales tout en forgeant des alliances avec des puissances émergentes.

L'Éthiopie, bien que fragilisée par la guerre civile, reste une puissance régionale clé dans la Corne de l'Afrique. Le siège de l'Union africaine à Addis-Abeba renforce son rôle de leader dans la diplomatie africaine. Malgré les conflits internes, elle tente d'affirmer son autonomie en matière de développement en se positionnant comme un acteur stratégique dans la région, en particulier à travers des projets énergétiques comme le barrage de la Renaissance. Cette infrastructure hydroélectrique renforce l'influence éthiopienne dans la région et met au défi les équilibres géopolitiques avec l'Égypte et le Soudan.

L'Algérie adopte quant à elle une approche plus discrète mais tout aussi significative. Forte de son indépendance énergétique et de son histoire révolutionnaire, elle s'impose comme un acteur majeur dans les relations maghrébines et sahélo-sahariennes. Ses efforts de médiation dans des conflits régionaux, comme au Mali, illustrent son ambition d'être perçue comme une force de stabilisation dans une région dont les crises l'inquiètent.

## LA MONTÉE DES MOUVEMENTS PANAFRICANISTES : UN DÉFI POUR LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES

Parallèlement à ces recompositions internes, les mouvements panafricanistes continuent de gagner en influence, surtout au sein des jeunes générations africaines. Ces mouvements, qui prônent une indépendance accrue vis-à-vis des puissances étrangères et un renouveau des politiques économiques et sociales, trouvent un écho croissant face à l'échec perçu des interventions occidentales. Le néo-panafricanisme, qui s'articule autour d'une autonomie politique, économique et culturelle, est en train de redéfinir la manière dont l'Afrique se perçoit et se positionne dans le monde.

<sup>3</sup> Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

Les récents coups d'État militaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger reflètent, en partie, cette aspiration à un rejet des anciens modèles de gouvernance, souvent associés à une forte dépendance vis-à-vis des anciens colonisateurs. Ces révoltes militaires, bien qu'instables, témoignent d'une volonté de renverser les élites politiques jugées corrompues et inféodées aux intérêts étrangers, notamment français. Les slogans anti-impérialistes et anti-occidentaux sont de plus en plus fréquents lors des manifestations populaires, révélant un malaise profond à l'égard des partenariats traditionnels.

Ce regain de souveraineté se manifeste également par une redéfinition des alliances stratégiques. De plus en plus de pays africains cherchent à diversifier leurs partenariats économiques et politiques. La montée en puissance de la Russie et de la Turquie s'inscrit dans cette volonté de sortir du joug des anciennes puissances coloniales, tout en attirant des investissements étrangers qui semblent plus respectueux de la souveraineté nationale.

Le néo-panafricanisme ne se limite pas à un rejet des puissances occidentales. Il inclut également une critique des nouvelles puissances émergentes, comme la Chine, perçue par certains comme un nouveau type de colonisateur en raison de sa mainmise sur les ressources et les infrastructures du continent. Les mouvements panafricanistes militent pour un contrôle accru des ressources africaines par les Africains eux-mêmes et pour une industrialisation du continent qui ne repose pas uniquement sur l'exportation brute des matières premières.

## CONCLUSION

Dans cette dynamique mondiale en mutation, l'Afrique est plus que jamais au centre des recompositions géopolitiques. Les puissances mondiales, qu'elles soient traditionnelles ou émergentes, voient dans le continent africain un réservoir de ressources naturelles, un marché en pleine croissance et un espace stratégique incontournable. Cependant, loin d'être de simples spectateurs, les États africains cherchent à jouer un rôle actif dans ce jeu d'influence, redéfinissant leurs relations avec les grandes puissances et entre eux.

Alors que l'ordre mondial continue de se transformer, l'Afrique pourrait bien devenir l'une des principales zones de compétition pour la répartition des nouvelles sphères d'influence.

Mais pour que ce potentiel se réalise, les pays africains devront surmonter les défis internes, des conflits civils aux instabilités politiques, tout en renforçant leur unité continentale à travers des initiatives.

L'Afrique aspire ainsi à ne plus seulement être un champ de manœuvre pour les ambitions géopolitiques extérieures, mais un continent en pleine affirmation, capable de peser sur les décisions mondiales en tant que bloc stratégique uni et influent.

MACHA TOUSTOU

### IDÉES FORTES :

- L'Afrique est un continent où se jouent les rivalités entre les puissances mondiales, notamment en raison de ses ressources et de son emplacement stratégique.
- La montée en puissance de nouveaux acteurs (Russie, Chine, Turquie) modifie les équilibres traditionnels en Afrique et met au défi les pays occidentaux.
- Les interventions multilatérales peinent à répondre aux besoins locaux, favorisant le développement du néo-panafricanisme.
- L'Afrique cherche à s'affirmer en tant qu'acteur indépendant dans le jeu international, malgré des défis internes considérables.



# QUELLE UNION EUROPÉENNE FACE AU REVEIL GEOPOLITIQUE DU MONDE ?



MARIE-FRANCE CHATIN  
RFI

OLAF WIENTZEK  
KAS

PIERRE HAROCHE  
QUEEN MARY UNIVERSITY

FERGAL O'REGAN  
CESD

TERESA DE ALMEIDA E SILVA  
UNIVERSITÉ DE LISBONNE

### Modérateur :

Marie-France Chatin, Journaliste à Radio France International et productrice de l'émission «Géopolitique»

### Intervenants :

- Olaf Wientzek, Directeur du programme de la Konrad-Adenauer-Stiftung à Bruxelles
- Pierre Haroche, Maître de conférences en Relations internationales et Sécurité internationale à l'Université Queen Mary de Londres
- Fergal O'Regan, Directeur du Collège européen de sécurité et de défense
- Teresa de Almeida e Silva, Vice-Présidente de l'Orient Institute (ISCSP-ULisboa)

L'Union européenne se retrouve aujourd'hui face à un monde en proie à de multiples recompositions géopolitiques, où les équilibres de puissance se redéfinissent. Dans ce contexte, le vieux continent est confronté à la nécessité d'adapter son positionnement pour rester un acteur stratégique et préserver ses intérêts.

Marie-France Chatin met en lumière les principaux défis auxquels l'Europe doit faire face. En premier lieu, le retour de la conflictualité à haute intensité exige de l'Union européenne qu'elle affirme ses positions et définisse ses alliances, que ce soit face au conflit russo-ukrainien à sa frontière est, aux divisions autour de l'embrassement du Proche-Orient, aux questions de son élargissement dans les Balkans ou encore de son positionnement et de sa complémentarité avec l'Alliance atlantique.

Face à cette situation, l'Union européenne est traversée de nombreuses contradictions concernant sa raison d'être, son modèle politique à définir ou encore concernant son socle d'économie libérale qui divise les pays membres sur la direction à suivre. Les élections législatives européennes, premières élections européennes depuis le départ du Royaume-Uni, ont mis en exergue ces défis et permis aux peuples européens de s'exprimer sur une feuille de route à mettre en place.

## LA REDÉFINITION DES RAPPORTS DE FORCE AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE SUITE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2024

Olaf Wientzek aborde les résultats des élections législatives européennes de juin 2024 marqués par de nouvelles dynamiques. Malgré une assemblée européenne où les forces radicales ont gagné en importance, Olaf Wientzek préfère souligner l'existence d'une majorité constructive, c'est-à-dire des responsables politiques européens pragmatiques ayant démontré leur capacité à s'accorder sur les questions relatives aux affaires étrangères. Il nuance toutefois cette. Cependant, les clivages sont beaucoup plus marqués entre la gauche et la droite sur les enjeux se rapportant au Proche-Orient telle que la guerre à Gaza, ainsi que sur les relations avec le Venezuela.

Olaf Wientzek soulève également une nouvelle dynamique grâce à la récente nomination de Kaja Kallas au poste de Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité ; cette dernière étant proche de la présidente de la commission sur les questions sécuritaires. Cette nomination laisse présager une atténuation de la dissonance sur la politique étrangère de l'UE au sein de son exécutif. De la même manière, la récente désignation d'António Costa à la présidence du Conseil européen, en remplacement de Charles Michel, participe à

Ursula von der Leyen fait œuvre d'un mélange d'ambition et de pragmatisme. D'une part, à travers l'importance croissante laissée au débat sur une défense autonome européenne et à la coordination du soutien à l'Ukraine, participant de la sécurité européenne.



D'autre part, au regard de la création d'un programme pour la Méditerranée, accompagné de la nomination commissaire à cet effet. Ces éléments s'illustrent la volonté d'entrer plus vivement dans la compétition contre les acteurs internationaux, mais également de faire preuve d'une écoute plus importante des divers partenaires.

La France garde, dans la redéfinition des priorités et des équilibres, une place d'influence, notamment grâce à la nomination de Stéphane Séjourné au poste clef de Vice-président de la commission et de commissaire aux Industries et à l'Entrepreneuriat.

## L'AFFIRMATION GÉOPOLITIQUE COMPLEXE DE L'UNION EUROPÉENNE FACE À LA GUERRE EN UKRAÏNE ET DANS UN CONTEXTE DE RIVALITÉ SINO-AMÉRICAINE

Au regard de la guerre russo-ukrainienne qui dure depuis plus de deux ans, Teresa De Almeida E Silva identifie quatre conséquences majeures pour le vieux continent.

Premièrement, la sécurité européenne a été renforcée. Ceci, à travers la présence militaire de l'OTAN en Europe, la nécessaire augmentation des dépenses militaires des pays européens et l'élargissement de l'OTAN (Suède et Finlande). Pour autant, les arsenaux européens ont été fragilisés par les livraisons d'armements. Deuxièmement, l'économie a été durablement perturbée. Ces perturbations économiques sont causées par une crise de l'énergie nécessitant que les européens diversifient leurs approvisionnements et repensent leur mix énergétique. Ce bouleversement s'accompagne d'une crise inflationniste inédite dans l'UE.

De surcroît, le redécoupage géopolitique Est-Ouest a été renforcé, autour de trois sujets que sont l'indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, le renforcement des liens transatlantique autour des enjeux de défense et une évolution de la position stratégique de l'Union vis-à-vis de la Chine, qui s'est quant à elle rapprochée à la Russie en ces temps de conflits.

Dernièrement, les réponses politiques apportées à la crise humanitaire, à l'inflation et à la hausse des prix de l'énergie sont susceptibles d'accroître le phénomène populiste et les protestations anti-UE.



La question du réveil géopolitique de l'Europe amène immédiatement à dresser un constat quant à la place de l'Union vis-à-vis de deux acteurs géopolitiques majeurs que sont la Chine et les États-Unis. Les deux superpuissances étant constamment en situation conflictuelle, c'est un élément faisant obstacle à l'émergence géopolitique de l'Union européenne. À cet égard, Teresa De Almeida E Silva un rôle de l'OTAN qui reste central pour la sécurité dans l'Atlantique et un support qui demeure essentiel de la part des États-Unis pour la défense et le secteur économique européen, malgré certains conflits liés aux marchés commerciaux. Ce resserrement des liens transatlantique s'opère justement face à la Chine, qui mène une stratégie d'influence dans le voisinage proche de l'Europe (Méditerranée, Afrique, Moyen-Orient, Balkans) pour en affecter les intérêts.

Par extension, cela appelle à s'interroger sur la sécurité en elle-même du continent européen. C'est en ce sens que Fergal O'Regan rend compte d'une perspective historique de la défense européenne, permettant d'en tracer les enjeux jusqu'à aujourd'hui. Ainsi, soulignant la destruction de l'Europe suite à la Deuxième Guerre mondiale, il démontre les difficultés auxquelles elle a dû faire face ainsi que les opportunités qu'elle a eu à saisir à cette période. D'abord, il a été indispensable d'accepter le soutien économique américain. Par ailleurs, alors que l'Europe était sans défense, le Traité de Washington créait l'OTAN et amenait les européens à penser leur politique de défense sous la protection nucléaire américaine.

Pour autant, Fergal O'Regan démontre également une évolution de la situation en Europe, avec une confiance commune entre les États, des liens économiques forts et des capacités nucléaires avec des États puissants comme la France. Dès lors, il prône qu'il faut protéger ces intérêts communs, par un travail notamment stratégique à destination d'un renforcement de l'autonomie européenne.

En ce sens, il précise que cette question de la sécurité en Europe et de son autonomie stratégique ne signifie pas être seul, mais qu'au contraire de la période suivant la Deuxième Guerre mondiale, c'est la possibilité de pouvoir choisir d'agir seul lorsque c'est nécessaire ainsi que pouvoir choisir ses partenaires. Cette possibilité de choix d'agir seul créera un ensemble européen commun plus autonome, qui pourra agir de façon unie dans le futur afin d'être plus fort.

## LE RECENTRAGE NÉCESSAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE À L'AUNE D'UN RÉVEIL GÉOPOLITIQUE DU MONDE

Alors que l'autonomie stratégique européenne est en jeu et que l'on s'interroge sur le réveil géopolitique de l'Europe, Pierre Haroche renverse le débat autour de la géopolitique et de l'Europe. Il préfère assurément interroger la façon dont l'Union est forgée à l'aune du réveil géopolitique du monde plutôt que le réveil géopolitique européen en soi. En ce sens, les événements géopolitiques mondiaux transformeraient l'Europe en son rôle et son identité. Par exemple, alors qu'après la Deuxième Guerre mondiale se déroulait la guerre de Corée, la priorité américaine était la survie de l'Europe plus que de l'Asie. Aujourd'hui, il y a une guerre en Europe, mais la priorité américaine est sa capacité à contrer la puissance chinoise. Pierre Haroche parle alors d'une « provincialisation de l'Europe » car cette dernière n'est plus le centre stratégique, ce qui doit la conduire à accepter ces nouvelles conditions en recentrant ses intérêts.



Les événements géopolitiques transforment l'Europe. C'est notamment le cas pour la France, pays européen dont le principal terrain de déploiement militaire était l'Afrique, alors qu'il s'agit aujourd'hui de la Roumanie. De la même manière, la facilité européenne pour la paix, instrument prévu pour les armées africaines, a pris un sens historique vis-à-vis de l'Ukraine. Pierre Haroche parle ainsi d'un pivot de l'Europe vers l'Union européenne, en comparaison du pivot américain vers l'Asie opéré sous Obama. Ce pivot est par ailleurs jugé indispensable au regard de la perte d'influence de l'Europe en Afrique et de ses divisions quant à la situation au Moyen-Orient.

Cependant, contrairement à divers observateurs, Pierre Haroche ne considère pas cette perte d'influence comme affaiblissant l'Europe mais davantage comme l'opportunité de renforcer sa crédibilité. Les Européens ne peuvent en effet pas redevenir crédible aux yeux du monde et influents à l'international tant qu'ils n'y parviennent pas au sein de leur propre continent. Dès lors, c'est un test dans le cadre duquel il faut être capable de négocier avec Vladimir Poutine avant d'espérer pouvoir influencer sur le Hezbollah ou le Hamas.

C'est en ce sens que Pierre Haroche appelle les Européens, au-delà de l'autonomie stratégique, à faire preuve d'humilité stratégique dans une période appelant l'Europe à un tournant géoéconomique. Cela signifie notamment assurer la sécurité au sein du Vieux continent, le développement de l'industrie et du réarmement collectif ou encore un budget européen de la défense avec certaines dépenses mutualisées. De plus, ce tournant géoéconomique nécessite de comprendre que les liens économiques sont des outils utilisés les uns contre les autres et font partie des instruments lors des conflits.



Un tel tournant appellerait les Européens à faire preuve d'indépendance et à utiliser leur interdépendance comme une arme afin d'être un acteur géoéconomique orienté sur la défense de leur propre continent.

Pour autant, le décrochage numérique et technologique de l'Europe questionne largement ce tournant de puissance géoéconomique. À cet égard, Olaf Wientzek souligne que ce décrochage nécessite une certaine prudence sur le protectionnisme car les relations internationales ne sont pas le seul apanage des États-Unis et de la Chine. Il faudra être en mesure de conclure des accords tous les acteurs, ce qui nécessite de demeurer compétitif. La compétitivité apparaîtrait ainsi comme la clé de résolution du décrochage précédemment évoqué.

Par ailleurs, Fergal O'Regan fait part de son inquiétude car sans un développement économique assurant une certaine compétitivité, il sera impossible au continent européen d'assurer son autonomie stratégique et sa défense. C'est également ce que précise Pierre Haroche, considérant que la technologie est facteur de production de richesses qui implique également des enjeux de dépendance et de vulnérabilité. Le cas des drones a été cité en exemple car ils sont au cœur des conflits actuels et montrent que celui ayant la technologie la plus développée prend un avantage non négligeable sur le champ de bataille.

Tous les intervenants mettent en avant l'enjeu de compétitivité tel qu'il ressort du rapport Draghi, pointant un manque d'investissement. D'autant plus que l'épargne en Europe est bien supérieure aux États-Unis, ce qui interroge quant à l'opportunité d'en faire bon usage.

## L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE EN QUESTION DANS UN CLIMAT CONFLICTUEL

Selon Olaf Wientzek et Teresa De Almeida E Silva, la question de l'élargissement est un réel défi pour l'Union européenne car il va falloir procéder par étapes. Les deux intervenants soulignent un nécessaire préalable à un tel processus, qui serait de démontrer une capacité de l'Union européenne à répondre aux défis géopolitiques actuels, tels que le soutien à l'Ukraine.

L'élargissement vers l'Est pourrait en effet affaiblir l'UE au lieu de la renforcer si le défi posé par la Russie n'est pas relevé. Olaf Wientzek, bien que positif au regard de la nomination du nouveau commissaire à la Défense, Andrius Kubilius, qui semble avoir une ligne claire sur ces thématiques, se montre prudent quant à la capacité d'absorption de l'Union en l'état actuel.

Par extension, Fergal O'Regan et Pierre Haroche soulignent que ce nouveau commissaire à la défense en la personne de l'ancien Premier Ministre lituanien, tout comme la nomination de l'estonienne Kaja Kallas en tant que Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité illustrent un renouveau dans la culture stratégique au sein de la Commission européenne.

D'une part car ils sont tous deux d'anciens premiers ministres ayant donc occupé

des fonctions à haute responsabilité, et d'autre part car il s'agit d'un choix stratégique communiquant à la Russie qu'ils feront face à sa menace. Ce serait ainsi l'une des illustrations d'une Union européenne devenant puissance géopolitique.

ELLIOTT BELL

### IDÉES FORTES :

- L'influence de l'Union européenne dans le monde se définit à travers les rapports de force au sein même de ses propres institutions.
- La guerre en Ukraine ralentit l'affirmation géopolitique de l'Europe, par les enjeux d'indépendance énergétique comme de changement d'environnement stratégique qu'elle pose.
- La rivalité sino-américaine entrave l'émergence d'une Europe géopolitique, à travers ses difficultés de positionnement sur les différents terrains de tensions.
- Le monde géopolitique appelle l'Union européenne à accepter de nouveaux membres de façon progressive et en considération de ce nouvel environnement stratégique.



# CONFLITS AU MOYEN-ORIENT :

## QUEL TOURNANT STRATÉGIQUE ?



**DIDIER LAURAS**  
AFP



**PIERRE RAZOUX**  
FMES



**LAURE FOUCHER**  
FRS



**CELINE TOUBOUL**  
ECF



**DOROTHEE SCHMID**  
IFRI

### Modérateur :

Didier Lauras, Reporter Sécurité, Défense, Diplomatie à l'AFP

### Intervenants :

- Pierre Razoux, Directeur académique de l'institut FMES
- Laure Foucher, Chercheuse à la Fondation pour la Recherche Stratégique
- Céline Touboul, Co-directrice générale de l'Economic Cooperation Foundation
- Dorothee Schmid, Chercheuse à l'Institut Français des Relations Internationales

Depuis l'attaque terroriste du 7 octobre 2023, le Moyen Orient s'embrase : les chefs du Hamas et du Hezbollah ont été tués par Israël, la bande de Gaza est quasiment détruite, le conflit s'est étendu au Liban tandis que Téhéran riposte militairement contre Israël.

Dans ce contexte tragique et émotionnellement très chargé, tenter de comprendre les recompositions stratégiques, les intérêts et perceptions des acteurs régionaux et internationaux s'avère vital. Lors de la table ronde, les intervenants ont analysé les objectifs et positions des acteurs impliqués directement ou indirectement au conflit, puis ils se sont attardés sur l'incapacité des États-Unis ou de l'Union européenne à influencer sur le cours de la guerre, avant d'essayer d'entrevoir une éventuelle fin au conflit.

## LES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES DES PUISSANCES RÉGIONALES CONCERNÉES PAR LE CONFLIT

Les pays à proximité immédiate du conflit adoptent des positions différentes. Selon Dorothee Schmid, la Turquie souhaiterait être présente diplomatiquement mais préfère rester prudente en attendant de voir la suite des événements tandis que l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar sont eux aussi embarrassés et partagent des inquiétudes similaires.

Les monarchies du Golfe craignent en premier lieu une extension de la zone d'États faillis autour d'Israël. Après la destruction de Gaza et la perte de souveraineté du Liban, la Syrie se retrouve menacée par Netanyahu et pourrait se voir fragiliser par une extension du conflit. La deuxième inquiétude est d'ordre économique puisque les monarchies du Golfe redoutent les conséquences d'une escalade du conflit sur leurs infrastructures pétrolières et gazières, tout comme sur le prix du baril. L'une des préoccupations majeures des Saoudiens est de s'assurer que les frappes israéliennes sur l'Iran n'entraîneront pas de représailles iraniennes sur les implantations pétrolières du Golfe. Dans cette optique, le CCG<sup>1</sup> mène une large coopération diplomatique avec l'Iran. La dernière inquiétude est celle des vagues de réfugiés palestiniens et syriens présents au Liban. Cette question de migration massive constituera également un enjeu dans les débats politiques européens.

Pour ce qui est de la Turquie, Dorothee Schmid rappelle le lien historique assez fort noué avec Israël. S'il s'agit du premier État musulman à avoir reconnu Israël en 1949, l'arrivée au pouvoir de l'AKP<sup>2</sup> a depuis conduit la Turquie à progressivement se détacher d'Israël. Par son attachement à la présence d'un acteur de poids non arabe dans la région, Israël s'était pourtant montré prêt à coopérer avec ce parti islamiste. La dégradation des relations entre Israël et la Turquie s'accélère en 2008 avec l'opération israélienne Plomb Durci à Gaza, contre laquelle Erdogan s'insurge. Elle se dégrade un peu plus avec l'incident du Mavi Marmara en 2010<sup>3</sup>. Depuis le 7 octobre 2023, le président Erdogan a fait allusion à l'idée que la Turquie pourrait se positionner dans la crise en s'engageant dans un conflit conventionnel avec Israël.



<sup>1</sup> Conseil de Coopération du Golfe.

<sup>2</sup> AKP - Parti de la Justice et du Développement

<sup>3</sup> Dans le cadre du blocus imposé par Israël et l'Égypte à Gaza suite à l'arrivée au pouvoir du Hamas en 2007, des navires transportant de l'aide humanitaire affrétés par une ONG turque furent arrêtés par la marine israélienne. Cette opération se solda par 10 morts sur l'un des navires, le Mavi Marmara.

Selon Dorothee Schmid, il s'agit davantage d'une démonstration de sa capacité de dissuasion et d'un test de son électorat nationaliste sur la question palestinienne que d'une réelle menace. La Turquie, habituée des positions neutres, n'a pas d'appétence particulière pour la guerre. La chercheuse ajoute que certaines enceintes multilatérales sont le lieu d'émission privilégié de positions pro-palestiniennes. Le ministre turc des Affaires étrangères a par exemple proposé la création d'une coalition musulmane pouvant s'opposer à Netanyahu si celui-ci allait trop loin, lors de la dernière réunion de la Ligue Arabe. De telles positions s'étaient aussi exprimées au sein de l'Organisation de Coopération Islamique.



Pierre Razoux précise que l'Iran sortait bénéficiaire des premiers mois du conflit entre Israël et le Hamas, considéré comme modérément renforcé. Au vu du contexte actuel et depuis le mois d'avril 2024, il considère que Téhéran en ressort affaibli. Le régime iranien a organisé sa stratégie de défense en s'appuyant à la fois sur son arsenal de drones et de missiles balistiques mais aussi sur des milices alliées (proxies). Ces proxies sont principalement les milices chiites en Syrie et en Irak, les Houthis au Yémen et le Hezbollah au Liban ; le Hamas n'en fait pas partie. Cette milice sunnite se réclamant de l'Islam politique a été instrumentalisée par le régime iranien. La volonté progressive d'autonomisation de ces milices a conduit l'Iran à intervenir plus directement face à Israël pour leur rappeler qui était le chef (Téhéran étant tout à tour leur tuteur, maître et parrain).

La branche armée du Hamas est désormais quasiment détruite, celle du Hezbollah considérablement affaiblie, tandis que les milices syriennes sont utilisées comme garantie de la présence iranienne en Syrie et que les milices irakiennes tentent de s'insérer dans le jeu institutionnel. Les Houthis, quant à eux, n'hésiteraient pas à se recentrer sur leurs propres intérêts en cas d'une diminution du soutien iranien.



# RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES AU MOYEN-ORIENT

Afin d'y voir plus clair sur les intentions iraniennes, Pierre Razoux analyse les deux priorités du régime. La première consiste à restaurer la dissuasion conventionnelle à l'égard d'Israël suite aux attaques israéliennes sur son territoire, perçues comme des humiliations. Le dilemme majeur pour le régime est de parvenir à riposter sans provoquer de guerre majeure avec Israël ou les États-Unis. La seconde se situe sur le front domestique intérieur. Il s'agit pour le président réformiste Masoud Pezeshkian allié tacitement au chef du parlement Mohammed Ghalibaf, conservateur modéré, de gérer et de répondre aux aspirations de la population en termes de risques climatiques, de travail, de logement et de prospérité économique.

L'une des grandes craintes du régime iranien est de voir ses propres cadres ciblés directement par la riposte d'Israël. Cette crainte de voir ses dirigeants éliminés pousse Téhéran à menacer les États du Golfe de représailles sur leurs installations pétrolières, dans le cas où ils laisseraient l'aviation israélienne traverser leurs espaces aériens pour attaquer l'Iran. Ces craintes iraniennes sont aussi motivées par la faible efficacité des frappes de missiles balistiques face à la défense antimissile israélienne. Si la dissuasion iranienne est moins crédible aux yeux d'Israël et des États-Unis, elle fonctionne cependant toujours contre ses voisins directs et renforce le sentiment de vulnérabilité des monarchies arabes.

## L'IMPUISSEANCE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

L'impuissance de la communauté internationale à influencer sur le conflit ou à prévenir sa régionalisation a directement impacté la politique européenne visant à prévenir l'érosion du droit international. Pour expliquer cette impuissance, Laure Foucher analyse avec prudence la capacité et la volonté des États-Unis à peser sur les guerres en cours. Depuis l'ère Obama, la politique américaine au Moyen-Orient est une politique de containment. Motivée par un refus de s'enliser dans un investissement militaire dans la région, elle s'est traduite par une politique visant à favoriser des coalitions régionales et l'envoi de matériel militaire afin de donner les moyens aux acteurs régionaux d'assurer eux-même leur sécurité. Les accords d'Abraham en sont le meilleur exemple<sup>4</sup>. Selon Laure Foucher, cette stratégie se base toutefois sur une illusion qui consiste à croire qu'il est possible de traiter de manière isolée les crises au Moyen-Orient.

Cette stratégie est également illustrée par la tentative américaine de normaliser les relations israélo-saoudienne afin que l'État hébreu se dirige vers une reconnaissance de l'État Palestinien. Suite à cet échec diplomatique et face à l'intransigeance du premier ministre israélien, les États-Unis n'ont pas utilisé d'autres leviers à leur disposition, alors que de nombreux États les identifient comme étant le seul acteur capable d'exercer des pressions efficaces sur Israël. De plus en plus isolé dans leur soutien indéfectible à Israël, mais incapable d'imposer des lignes rouges au conflit, les États-Unis se retrouvent dans une position inconfortable. Afin d'éviter un embrasement dans la région, ils essaient en vain de peser sur l'offensive israélienne au Liban. Ce nouvel échec s'explique par leur perte d'influence dans la région et par une sorte d'optimisme lié aux gains tactiques israéliens au Liban. S'y ajoute le contexte électoral américain poussant Kamala Harris à naviguer entre les divisions des démocrates sur le sujet.



Concernant la démonétisation dont l'Union Européenne fait l'objet, Laure Foucher expose différents facteurs. Elle estime que le décrochage européen amorcé depuis quelques années s'est renforcé depuis la guerre à Gaza et au Liban. L'Union européenne n'est pas, au-delà de ses actions de financements et d'aides, considérée comme une entité géopolitique crédible du point de vue des acteurs régionaux. En effet, elle n'est pas parvenue à se défaire de son étiquette "to be a payer not a player" et n'est pas perçue comme une force militaire ou diplomatique par les gouvernements de la région. De son côté, l'opinion publique arabe perçoit son inaction comme une forme de complicité. En outre, toute volonté de se poser en médiateur du conflit se retrouve compromise par les divisions au sein de la communauté européenne sur la question israélo-palestinienne.

<sup>4</sup> Signés en 2020, ces accords prévoyaient une normalisation des relations entre Israël, les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan.

**DANS QUELLES CONDITIONS PEUT-ON  
IMAGINER UNE SORTIE DE CRISE ?**

Céline Touboul considère qu'il y a, du point de vue israélien, deux manières d'envisager les conditions pouvant conduire à une fin du conflit : celle des objectifs militaires et celle de la dimension politique. Les objectifs militaires visent le retour des populations du nord et du sud d'Israël évacuées après l'attaque du 7 octobre et la réaction du Hezbollah au Liban. Cela entraîne de facto l'écartement de la menace terroriste. Cependant, si l'objectif en lui-même fait l'unanimité, l'idée qu'une opération militaire puisse suffire à atteindre cet objectif fait l'objet de divisions au sein du pays. La stratégie politique menée par Israël vise, quant à elle, à maintenir la coalition du Premier ministre israélien dans un contexte politique national compliqué. Céline Touboul considère B. Netanyahu comme étant sous l'emprise de son ministre des Finances, Bezalel Smotrich, qui prône une vision fondamentaliste sioniste de l'État israélien. En refusant de définir précisément des objectifs politiques, B. Netanyahu échappe à une commission d'enquête qui l'obligerait à endosser ses responsabilités concernant la situation ayant mené aux défaillances du 7 octobre 2023. Cela lui permet également d'accélérer le projet d'annexion de la Cisjordanie tout en évitant un débat de fond sur la question israélo-palestinienne. Dorothée Schmid précise qu'il convient de faire la distinction entre le Premier ministre, un acteur travaillant à sa survie politique, et son gouvernement, qui peut avoir conscience de l'instabilité des objectifs annoncés.



Du point de vue des Palestiniens et des pays arabes impliqués, Céline Touboul considère que le Hamas, qui constituait un obstacle majeur à la solution à deux États, est aujourd'hui affaibli (même s'il conserve un certain contrôle sur Gaza grâce à ses réseaux sociaux et religieux), ouvrant ainsi potentiellement la voie à un retour de l'Autorité palestinienne à Gaza. Les États arabes conditionnent leur participation à l'effort d'après-guerre à Gaza au retour de l'Autorité palestinienne dans l'enclave, ainsi qu'à un changement de la politique israélienne en Cisjordanie pour promouvoir réellement une solution à deux États. Cependant, le gouvernement israélien récusé toute idée de projet national palestinien et voit dans l'Autorité palestinienne une menace potentiellement plus grande que celle représentée par le Hamas. Face à la question d'une alternative politique au Hamas à Gaza, le gouvernement israélien reste silencieux. En parallèle, Netanyahu envisage la mise en place d'une gouvernance militaire israélienne sur la partie nord de Gaza, pouvant être étendue à toute l'enclave. L'un des intérêts stratégiques poursuivis par Israël est son intégration régionale. Céline Touboul considère donc que la clé pour sortir du conflit réside dans le traitement de la question israélo-palestinienne sur le fond, en échange d'une normalisation d'un maximum d'États arabes avec Israël.

Face au rythme effréné de l'actualité, les intervenants tiennent à souligner la difficulté de commenter en temps réel les événements et précisent que l'ensemble des projections tenues lors de cette table ronde pourraient se révéler caduques au gré des évolutions à venir.

MATHILDE DORVAL DUEZ

**IDÉES FORTES :**

- Les puissances du Golfe, soucieuses de préserver leur stabilité économique et politique, cherchent à limiter leur implication directe dans le conflit.
- L'Iran souhaite rétablir sa capacité de puissance conventionnelle vis-à-vis d'Israël.
- L'Occident peine à influencer sur le conflit, dont la résolution ne peut être envisagée sans un traitement de fond de la question israélo-palestinienne.

**GRAND TÉMOIN**

**KAMEL DAOUD**

M. Daoud est un des Grands Témoins de ces RSMed. Écrivain et journaliste franco-algérien récompensé de nombreux prix, il a publié en août 2024 chez Gallimard « Houris », roman retraçant la guerre civile algérienne qu'il a vécue dans sa chair.

Cet acte d'écriture, qu'il décrit comme relevant d'une « intimité insulaire » bien que destiné aux autres, lui a fait découvrir des malaises inhérents au choc de ses deux « métiers » : écrivain et algérien. Lui qui n'a vu pour la première fois un Français qu'à l'âge de 20 ans se considère comme un autodidacte de la littérature à qui il échoit, à partir de sa perspective algérienne, de rafraîchir, d'incarner et de vivre l'aventure qu'est la langue française. L'écrivain est selon lui, dans les pays de « l'hyper histoire » algérienne, un représentant mais aussi un historien, la place laissée à la fiction n'étant que minime, car ce style est considéré en Algérie, de part une histoire très militarisée, comme étant « sans prestige » et de toute façon peu toléré.



Lors de sa première venue en France, l'année de ses 26 ans, Kamel Daoud se remémore son entrée dans une librairie : être entouré de tous les livres dont il a toujours rêvé, dans un même endroit, l'a bouleversé à jamais.

Fréquemment comparé à Albert Camus, qu'il considère comme étant son aîné, tuteur d'une vision humaine et libre des appartenances, Kamel Daoud voit en lui une figure inaugurale, un éclaircisseur qui a su incarner l'Humain dans ses inconforts. Porteur des contradictions inhérentes à la relation franco-algérienne et témoin éternel de la violence de son époque, il reste plus que jamais d'actualité. Défenseur de l'erreur, il a mis en garde les Hommes contre la justice absolue, celle qui fait des procès à l'Humain. Son statut d'écrivain étranger francophone confié à Kamel Daoud auprès des Français un rôle surprenant, celui d'un observateur distant capable d'apporter un regard et des réponses à ce peuple qui, à défaut de savoir ce qu'il est, sait ce qu'il n'est pas. Pour les Algériens en revanche, il est un représentant scruté avec zèle évoluant périlleusement sur la ligne de crête de la double Omerta : la franco-algérienne et l'algéro-algérienne.

Il va sans dire que les relations entre ces deux pays sont houleuses. L'Algérie déchaîne les passions politiques en France, l'extrême-droite et la gauche s'étant « créées » dans leur forme actuelle sur les décombres de la guerre d'indépendance algérienne, chacune à sa façon. La compréhension mutuelle entre Paris et Alger est plombée par une vision faussée et antique que chacun a de l'autre, phénomène qualifié par l'écrivain « d'effet d'optique astronomique » : bien qu'éteinte, l'on continue depuis chaque rive de la Méditerranée à percevoir la lueur émise par l'étoile d'en face il y a plusieurs millions d'années.

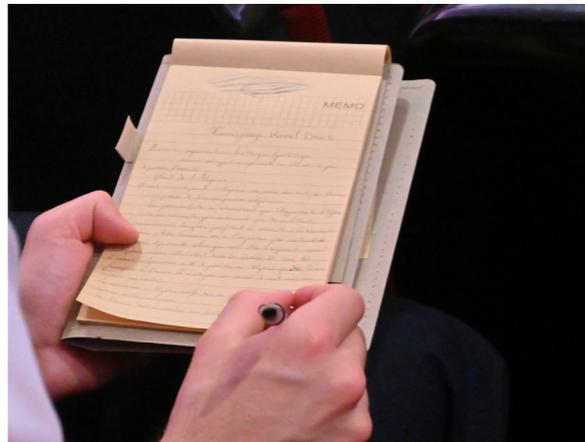
Tout est toujours apprécié comme étant sous la croupe du FLN et d'un Etat profond militaire, bien que tous deux soient mourants. En France, cet effet est amplifié par des médias abordant la question algérienne uniquement selon trois biais :

- Le biais migratoire, en abordant exclusivement la question des banlieues et des Français d'origine algérienne et leurs descendants.
- Le biais géographique, amplifié par l'impossibilité faite aux journalistes de mener des enquêtes de terrain sur place. Ceux-ci ne peuvent que retranscrire le discours du microcosme d'Alger introduit dans les cercles du pouvoir, bien que le pays soit majoritairement rural.
- Le biais militant, à travers l'invitation sur les plateaux d'individus délivrant un discours avant tout politique, bien qu'ils soient sans relais réels en Algérie.

Perçue en France comme elle l'était dans les années 1960 à 1980, l'Algérie a néanmoins subi depuis deux effondrements majeurs qui ont profondément modifié l'architecture du pays : celui du leadership politique, mais aussi celui des institutions alimentant ce vivier. Quant au rôle de l'armée dans le jeu politique, celui-ci est particulièrement flou. Populaire par sa composition, ne reposant pas sur de grandes écoles comme l'est Saint-Cyr, elle capitalise sur ses origines historiques pour établir un « droit d'aînesse » sur le pays. Née avant le pays, l'armée populaire exerce sur celui-ci une tutelle, sorte de « féodalité post-coloniale ».



Face à cette armée populaire algérienne se dresse une jeunesse importante, mais dénuée de rêves, qui s'ennuie profondément dans un pays taillé sur mesure pour des vétérans qui se sont contentés de définir ce qu'était la libération, et non le bonheur. La classe politique jouant la même partition depuis des décennies, oscillant entre mémoire et promesses, le « bonheur » n'a pu être défini que par les islamistes, qui le placent après la mort, laissant à la jeunesse un choix entre mosquée et drogues pour toucher du doigt ce sentiment.



Kamel Daoud est ensuite revenu sur la rente mémorielle qu'Alger entretient envers Paris, qu'il qualifie de réelle mais compréhensible, la guerre d'indépendance étant la seule « success story » du pouvoir. S'appuyant sur ses vétérans qu'elle glorifie, l'Algérie fait du souvenir de cette victoire une soudure politique de la Nation. La France est dès lors devenue une question intime, concernant chacun directement : si l'on a l'habitude de se définir par rapport à l'autre, l'Algérien se définit par rapport aux Français.

En dépit de cela, la France déploie depuis de nombreuses années des efforts afin d'arriver à une réconciliation mémorielle entre les deux peuples. Kamel Daoud estime que celle-ci est importante et nécessaire en ce qu'elle permettrait de réparer et de recommencer un récit national sur des bases solides, mais en France et pour la France. Une telle réconciliation bilatérale des mémoires apparaît cependant aussi peu probable que souhaitée en Algérie, où une logique de surenchère mémorielle est enclenchée afin de combattre la perte de légitimité du pouvoir, mais aussi de consolider un manque de « souveraineté affective ». Selon l'auteur, il est en effet fréquent que l'on se définisse comme « Algérien » car l'on se sent « anti-français », catégorie dans laquelle il refuse de se ranger.

Kamel Daoud pointe également du doigt la professionnalisation agressive du récit de décolonisation, phénomène occulté en France. Cette révision islamiste de l'Histoire fait germer peu à peu dans les esprits l'idée fausse que la guerre d'Algérie aurait été une guerre religieuse et non d'indépendance. Cela a pour conséquence de faire glisser progressivement la légitimité politique née de la guerre, tout comme le ciment mémoriel évoqué précédemment, des nationalistes vers les religieux. Ceux-ci s'imposeront demain comme les interlocuteurs de la France, tâche qui s'annonce ardue au vu de leur instrumentalisation des valeurs de l'Occident pour les mettre hors-jeu dans leur pays, prétextant que ces valeurs viendraient effacer les traditions algériennes et musulmanes.

Le grand témoin en profite d'ailleurs pour mettre en garde l'Occident face à la professionnalisation de sa vie politique. Estimant que « ce n'est pas du séparatisme, mais de la conquête », il se veut témoin de la tragédie de la décennie noire algérienne, qu'il a vécue dans sa chair, pour éviter que la France ne répète les mêmes erreurs. Les autorités doivent s'affranchir de leur culpabilité et évoluer sur un chemin de crête, entre avertissement de la population face à un discours identitaire et conquérant, et conquête du cœur des musulmans, en leur expliquant que la laïcité est le seul rempart pour protéger l'Islam, qui n'est pas par essence une religion d'exercice du pouvoir.

Selon lui, un Islam français doit être instauré, contrôlé et financé par l'Etat, pour gagner le combat contre l'islamisme.

En guise de conclusion, Kamel Daoud rappelle que le passé n'est pas une maison, mais un chemin. La mémoire étant le logement des morts, ce serait chose indécente que de leur en contester l'habitat. Alors que « toute surenchère de la culpabilité ne mènerait à rien », l'écrivain se plaît à rêver d'une Algérie qui serait réellement indépendante et déliée des chaînes de son passé, mais aussi d'une France qui serait en mesure de s'aimer à nouveau pour ce qu'elle est, elle qui fut capable de lui ouvrir ses bras quand il avait 26 ans.

HUGO L.B.

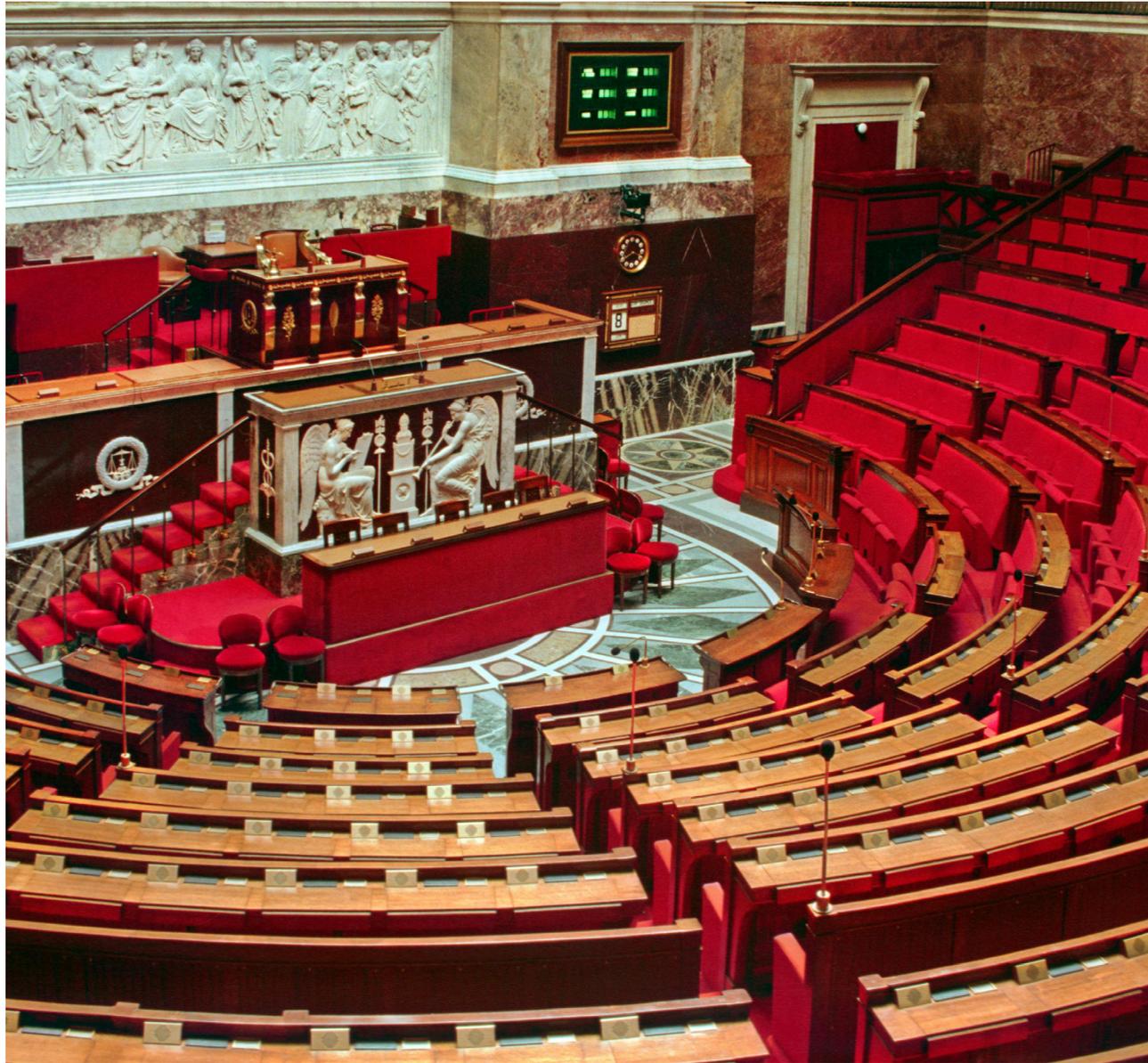
## IDÉES FORTES :

- Kamel Daoud incarne l'étau que représente le poids du passé qui relie et sépare les deux rives de la Méditerranée

- Le rejet croissant de la modernité au Sud et désormais également au Nord pose la question des identités nationales et de leur coexistence apaisée.



# ENJEUX STRATÉGIQUES ET POLITIQUES



.....p 42

#### **Intervenants :**

- *Didier Lauras, Reporter Sécurité, Défense, Diplomatie à l'AFP*
- *Yannick Chenevard, Député de la 1e circonscription du Var (Ensemble pour la République)*
- *André Guiol, Sénateur du Var (Rassemblement Démocratique et Social Européen)*
- *Franck Gilletti, Député de la 6e circonscription du Var (Rassemblement National)*
- *Aurélien Saintoul, Député de la 11e circonscription des Hauts-de-Seine (La France Insoumise)*



.....p 46

#### **Intervenants :**

- *Christine Ockrent, Productrice de l'émission "Affaires Etrangères" sur France Culture*
- *GCA. Bruno Baratz, Commandant du combat futur*
- *Olivier Zajec, Directeur de l'Institut d'études de stratégie et de défense*
- *Héloïse Fayet, Chercheuse spécialiste des questions de défense*



.....p 50

#### **Intervenants :**

- *Amiral Nicolas Vaujour, Chef d'état-major de la Marine*

## QUELLE POLITIQUE DE DÉFENSE FRANÇAISE FACE À LA FRACTURATION DU MONDE ?



DIDIER LAURAS



YANNICK CHENEVARD



ANDRÉ GUIOL



FRANCK GILETTI



AURÉLIEN SAINTOUL

### Modérateur :

Didier Lauras, Reporter Sécurité, Défense, Diplomatie à l'AFP

### Intervenants :

- Yannick Chenevard, Député de la 1<sup>ère</sup> circonscription du Var (Ensemble pour la République)
- André Guiol, Sénateur du Var (Rassemblement Démocratique et Social Européen)
- Franck Giletti, Député de la 6<sup>ème</sup> circonscription du Var (Rassemblement National)
- Aurélien Saintoul, Député de la 11<sup>ème</sup> circonscription des Hauts-de-Seine (La France Insoumise, Nouveau Front Populaire)

Le retour de la guerre aux portes de l'Europe avec l'invasion russe en Ukraine, la multiplication des conflits de haute intensité et la montée des tensions en Asie-Pacifique ont conduit les questions militaires à retrouver un poids considérable dans les débats politiques.

Cette table ronde a réuni des parlementaires de tous bords politiques afin qu'ils exposent leur vision de l'avenir de la défense française. L'expression des différents points de vues avait pour ambition l'observation d'éventuelles convergences d'évaluer les possibles continuités dans un monde de rupture.



### LA RUSSIE EST-ELLE LA PRINCIPALE MENACE À LAQUELLE LA FRANCE DOIT FAIRE FACE ?

La plupart des intervenants s'accordent sur un point : la politique de défense française ne doit pas rester focalisée sur la menace incarnée par le régime de Poutine.

Selon l'élu insoumis, la réponse française à la menace russe doit être traitée en l'inscrivant dans un contexte de risques et de menaces plus large, comprenant le réchauffement climatique, l'affaiblissement du modèle démocratique ou encore la lutte pour l'hégémonie mondiale entre les États-Unis et la Chine.

Dès lors, la question russe ne devrait pas être traitée différemment des autres types de menaces auxquelles la France fera face dans les décennies à venir. À ces divers enjeux, Aurélien Saintoul apporte la même réponse : le renforcement d'un cadre de droit international efficace, dont dépend par ailleurs l'avenir de l'Ukraine.

Cette approche globalisante est également adoptée par Franck Giletti. Dans un monde ayant cessé d'être régulé par les Occidentaux, la violence se désinhibe et entraîne la nécessité de se réarmer face à une superposition de champs de conflictualité allant des fonds marins à l'espace en passant par la guerre informationnelle. Il réinsère ainsi la menace russe dans une stratégie de défense devant se bâtir simultanément dans tous ces différents domaines.

### « La Russie est morte et elle ne le sait pas encore »

Yannick Chenevard va plus loin en considérant que "la Russie est morte et elle ne le sait pas encore". Il juge que la focale devrait davantage être portée sur les menaces et futurs bouleversements se déroulant en Asie-Pacifique.



### LA FRANCE DOIT-ELLE SE TOURNER PRIORITAIREMENT VERS SES ALLIÉS EUROPÉENS POUR ASSURER ET DÉVELOPPER SA POLITIQUE DE DÉFENSE ?

Didier Lauras dresse d'entrée le constat d'une Europe de la défense ayant échoué à remplir les attentes formulées trente ans plus tôt en termes de défense collective.

Malgré des difficultés préexistantes, Yannick Chenevard se montre confiant en considérant que "l'Europe est un outil qui peut marcher mais qui a encore besoin de faire son chemin". Il cite à titre d'exemple l'envoi de frégates européennes en mer Rouge protégeant, conjointement avec les États-Unis, 40% de l'approvisionnement maritime européen<sup>1</sup> ou encore les récents progrès européens en matière de défense collective, dont témoigne la mise en place du fonds européen de défense adopté en 2021. Étant donné qu'aucun pays ne dispose individuellement de la puissance nécessaire pour relever les défis à venir, mais que l'Europe détient en revanche une puissance (potentielle) majeure, se tourner vers les alliés européens s'impose comme une nécessité.

En ce sens, André Guiol se prononce en faveur de la mise en place de programmes militaro-industriel européens et du renforcement des programmes entamés ayant du mal à se développer. Les deux programmes d'armements franco-allemands visant à développer l'autonomie stratégique européenne (le Système de combat aérien du futur (SCAF)<sup>2</sup> et le Main Ground Combat System – MGCS) lancés en 2017, voient en effet leur avancement freiné par de multiples obstacles<sup>3</sup>. Aurélien Saintoul et Franck Giletti adoptent quant à eux une posture plus réticente vis-à-vis de la coopération européenne et privilégient une autonomisation de la France. Aurélien Saintoul n'est pas fondamentalement opposé aux programmes européens en matière de sécurité mais il refuse de construire la sécurité de l'Europe au détriment de la souveraineté française et se montre particulièrement sceptique concernant la coopération franco-allemande. Selon lui, l'Allemagne ne cesse de trahir la France dans le domaine industriel, comme dans le cas des accords de Schwerin<sup>4</sup>, ce qui le laisse émettre des craintes sur les programmes SCAF et MGCS.

<sup>1</sup> Initiée en février 2024, la mission Aspides a pour but la protection des navires marchands face aux attaques houthistes.

<sup>2</sup> Le SCAF devrait en principe être opérationnel courant 2040. Il vise à répondre aux besoins capacitaires en renouvelant l'aviation de combat de l'armée française, allemande et espagnole (celle-ci a été associée au projet en juin 2019). Ce nouveau type d'armement doit remplacer le Rafale et l'Eurofighter. Le MGCS doit prendre la relève du char Leopard-2 allemand et du char Leclerc français. Il devrait entrer en service vers 2040-2045.

<sup>3</sup> Le SCAF accumule presque deux ans de retard. Son avancement est entravé par des désaccords entre les industriels chargés du projet (Dassault et Airbus DS) et la complexification du contexte international ayant poussé l'Allemagne à renforcer ses relations outre-atlantique via l'achat d'armement.

<sup>4</sup> Le député explique que ces accords signés en 2002 prévoyaient une dépendance mutuellement consentie concernant le développement de satellites. La France devait développer des satellites optiques et l'Allemagne des satellites radars. Cependant, l'Allemagne a développé les deux capacités, laissant ainsi la France en retard sur ce domaine.

Franck Giletti ajoute que les coopérations franco-allemande de ces dernières années sont davantage issues de raisons idéologiques, plutôt que de réels besoins communs, conduisant ainsi dans l'impasse des programmes tel que le SCAF. Autrement dit, la France devrait maintenir une voix discordante afin de sauvegarder ses propres intérêts en se tournant vers des coopérations avec d'autres pays, tels que l'Égypte, l'Indonésie ou encore les Émirats arabes unis.

### L'EUROPE PEUT-ELLE BÂTIR UNE STRATÉGIE DE DÉFENSE COHÉRENTE AU SEIN DE L'OTAN ?

Didier Lauras présente la question de l'avenir de l'Europe au sein de l'OTAN de manière paradigmatique. Dans un contexte où trente États européens sont membres de l'OTAN et où les États-Unis incitent l'Europe à renforcer son autonomie stratégique, notamment à l'est, tout en craignant une réduction de leurs ventes d'armes vers le Vieux Continent, comment peut-on envisager la création d'un pilier européen de défense au sein de l'OTAN ?

André Guiol n'y voit aucune contradiction. Bien que les États-Unis exigent pour des raisons financières davantage d'autonomie européenne, de nombreux États européens continueront de se fournir en armement chez les firmes américaines. Cela s'explique par les limites capacitaires européennes : l'Europe n'a pas "les moyens de la masse. On sait faire des prototypes [...] mais on ne sait pas faire de manière industrielle".

Aurélien Saintoul considère que la France est à même, par ses capacités et son statut, de défendre une forme d'intérêt général humain face aux enjeux majeurs auxquels le monde fera face, notamment par le biais du droit international. Cependant, cela peut en revanche difficilement se construire par la constitution d'un pilier européen au sein de l'OTAN. Il explique que la thèse d'une option européenne permise à travers l'OTAN est caduque. La littérature sur le sujet considère en effet que l'Europe "est un instrument au service de l'hégémonie américaine et doit être placée sous leadership allemand"<sup>5</sup>. Il se montre donc favorable à ce que la France assume une voix singulière sur la scène internationale.



Cette position est en partie partagée par Yannick Chenevard. Développer un pilier de défense européen hors de l'OTAN lui semble primordial afin de sortir de la dépendance américaine. Il refuse de mettre le destin européen en matière de défense totalement entre les mains d'une organisation sous influence américaine. Il ironise : "Est-ce que l'Europe a intérêt à confier son destin tous les quatre ans aux électeurs du Tennessee?"<sup>6</sup>. Il estime en revanche que l'Europe doit utiliser l'OTAN en tant qu'outil et en y demeurant un pilier opérationnel afin de favoriser l'interopérabilité entre les États européens. Cet aspect lui paraît d'autant plus capital dans un contexte où l'Europe ne peut pas rivaliser démographiquement face à l'indopacifique.

### LA FRANCE, UNE PUISSANCE D'ÉQUILIBRE DE MOINS EN MOINS CRÉDIBLE EN ASIE-PACIFIQUE

Les grandes puissances se tournent de plus en plus vers l'Asie-Pacifique, terrain de lutte d'influence entre la Chine et les États-Unis. Dans ce contexte, comment la France peut-elle se maintenir dans l'OTAN sans se laisser entraîner dans un dynamique ne servant pas ses intérêts propres ?

<sup>5</sup> Compte rendu n°63, Commission de la défense nationale et des forces, 22 mai 2024

<sup>6</sup> En effet, une éventuelle victoire de Donald Trump aux présidentielles de 2025 a de quoi inquiéter les européens sur leur dépendance aux États-Unis en matière de défense. Le candidat républicain a à plusieurs reprises exprimé son refus de protéger l'Europe en cas d'attaque russe.

Malgré sa présence dans la région, la France est, selon André Guiol, de moins en moins crédible en tant que puissance d'équilibre et autonome.

Aurélien Saintoul rejoint ce constat en estimant que la France serait incapable de contraindre les acteurs présents dans la région autrement que par le moyen du droit international. Concernant la possibilité de se faire entraîner dans des tensions via son appartenance à l'OTAN, le député se veut rassurant. En effet, même si un membre de l'alliance invoquait l'article 5, la France demeurerait maîtresse de son implication. Afin de se prémunir contre toute potentielle confrontation directe avec la Chine du fait des mécanismes d'alliance, il refuse toute extension de l'organisation vers l'Asie-Pacifique.

Si Franck Giletti et Yannick Chenevard reconnaissent tous deux la perte d'influence de la diplomatie française dans la région, la flotte française étant par exemple exclue de la course à la puissance navale entre la Chine et les États-Unis, ils estiment que la France a son rôle à jouer.



Yannick Chenevard pointe les soldats, citoyens et bâtiments de combats déjà présents sur place tandis que Franck Giletti met en exergue l'importance stratégique des territoires d'outre-mer français ainsi que les capacités d'actions françaises tant au niveau de l'armée de l'Air que de l'espace.

MATHILDE DORVAL DUEZ

### IDÉES FORTES :

- Face aux tensions géopolitiques croissantes, la France doit voir au-delà de la menace russe et se tourner vers l'Asie-Pacifique.
- Un choix est à faire quant à l'orientation de la politique de défense française entre renforcement de la coopération européenne et préservation de sa souveraineté, ainsi qu'entre prise d'indépendance vis-à-vis de l'OTAN et son utilisation à des fins opérationnelles.

## ÉVOLUTION DES CONFLITS

### ENJEUX ET DÉFIS POUR L'ARMÉE DE TERRE



**CHRISTINE OCKRENT**  
FRANCE CULTURE



**GCA. BRUNO BARATZ**  
ARMÉE DE TERRE



**OLIVIER ZAJEC**  
UNIVERSITÉ JEAN  
MOULIN-LYON III



**HÉLOÏSE FAYET**  
IFRI

#### Modérateur :

Christine Ockrent, Productrice de l'émission "Affaires Etrangères" sur France Culture

#### Intervenants :

- GCA. Bruno Baratz, Commandant du combat futur
- Olivier Zajec, Directeur de l'Institut d'études de stratégie et de défense
- Héloïse Fayet, Chercheuse spécialiste des questions de défense

Quelle que soit leur nature, les conflits sont sujets à des évolutions constantes en fonction du contexte géopolitique, du progrès technique et du niveau d'interdépendance entre acteurs.

Cette table ronde analyse l'évolution des conflits contemporains en mettant en exergue les enjeux et les défis qu'elle représente pour l'armée de Terre française.

Depuis l'invasion russe en Ukraine en février 2022, le retour de la guerre sur le sol européen a poussé la France et ses voisins à refaire de leur sécurité nationale une priorité. Dans le même temps, le développement exponentiel de l'intelligence artificielle (IA) et des technologies de pointe modifient les systèmes d'armement et questionnent le facteur humain sur un champ de bataille changeant. Autant de défis auxquels l'armée de Terre doit tenter de répondre.

### UNE NOUVELLE ÈRE GÉOPOLITIQUE OÙ RÈGNENT DÉSORDRE ET VIOLENCE

En analysant les conflits récents, le général de corps d'armée Bruno Baratz en tire deux enseignements majeurs pour l'évolution des conflits terrestres. Il insiste d'abord sur le changement d'ère géopolitique à l'œuvre, traduisant une résurgence de la violence entre États, un accroissement de l'instabilité et la fin de l'ordre mondial connu.



Dans le même temps, il constate l'apparition et l'accélération de l'usage de nouvelles technologies militaires comme les drones. Ces technologies se multiplient du fait de leur faible coût, comme en atteste la facilité des Russes à se doter de drones iraniens. Cela n'empêche pas la prolifération d'armements de pointe tels que les systèmes de défense sol-air et anti-balistique, en stock toutefois plus restreint du fait de leur coût très élevé.

Il est également crucial d'être attentif à l'usage de ces armements et pas seulement à leur circulation, par exemple à travers la maîtrise des drones et de leur intégration dans différentes cultures tactiques. Olivier Zajec énonce le concept de vases communicants pour tenter de comprendre la conflictualité contemporaine. Cette théorie met en avant les interconnexions des environnements stratégiques de chaque pays et postule que les actions réalisées dans un domaine ont des conséquences directes dans d'autres secteurs. Cela permet de mieux appréhender les dynamiques de pouvoir entre États dans des périodes de conflit.

Pour affiner cette analyse, il introduit un second concept, celui de « mouvement de balancier » qui fait référence à une alternance stratégique entre différentes phases de politique étrangère et de défense dans le comportement des États. Cela sous-entend que les grandes puissances modifient leurs priorités en fonction des contextes géopolitiques, toujours dans l'optique d'assurer leur sécurité tout en maintenant leur influence. Les dirigeants et les diplomates recherchent un point d'équilibre où leurs choix permettent de répondre à un maximum de défis. Par ailleurs, il souligne qu'aucune guerre ne peut durer éternellement et se finit toujours par une sortie politique, nécessitant des objectifs limités dans le temps.

L'évolution des conflits pose également la question du combat au milieu des civils, notamment à travers le déplacement des champs de bataille vers les villes. Le général Baratz identifie deux raisons majeures à ce phénomène structurant. D'une part, les villes sont devenues une zone de combat prioritaire car elles permettent aux combattants d'échapper à la surveillance adverse en se fondant parmi les civils. D'autre part, les populations civiles sont souvent utilisées comme bouclier ou comme un moyen de faire plier l'adversaire, même si de nombreux exemples historiques prouvent que le théâtre citoyen peut permettre l'essor d'une résistance populaire<sup>1</sup>.



### L'ESSOR DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET SES IMPLICATIONS DANS LA GUERRE

Si les bouleversements géopolitiques actuels et le changement d'ordre international sont des facteurs importants de l'évolution des conflits, les progrès techniques et particulièrement l'essor de l'intelligence artificielle sont une autre composante essentielle des changements en cours. Le général Baratz alerte sur l'influence croissante de l'IA sur l'opinion publique. En effet, celle-ci fait l'objet d'élan de propagande sur les réseaux sociaux générés grâce à de nouvelles techniques basées sur l'IA. Cette dernière devient source de manœuvres cognitives. Il est donc vital pour les États et particulièrement leurs forces armées de prendre en compte ce phénomène afin de mieux s'adapter aux nouvelles formes de conflictualités. Il est par ailleurs nécessaire de sensibiliser les citoyens à ces problématiques en prenant conscience de la réalité de ces attaques et de ces manipulations en ligne. La Russie illustre parfaitement ce phénomène, car la manipulation fait partie intégrante de sa culture militaire qui cherche à fragiliser l'arrière de l'ennemi, c'est-à-dire sa population.

<sup>1</sup> Les batailles récentes d'Alep, de Marioupol, de Gaza ou de Beyrouth en sont des illustrations.

Alors que la guerre totale impliquant toute une société et ses ressources fait son retour, la propagande et la manipulation à échelle industrielle peut amener à une remise en cause de la légitimité politique des gouvernements et à fragiliser considérablement l'adversaire.

Dans un autre registre, les évolutions techniques et technologiques influencent les stratégies et les tactiques militaires. Héloïse Fayet observe une réelle perméabilité entre le pouvoir régalien et le secteur privé, notamment dans le conflit en Ukraine où les Ukrainiens démontrent des capacités d'innovation impressionnantes. Elle explique par exemple que confronté au début de la guerre à une menace russe pressante, les Ukrainiens ont mis en place des boucles de réaction très courtes pour géolocaliser des positions russes, puis transférer l'information directement aux unités chargées de les détruire. L'Ukraine est parvenue à exploiter l'IA de manière pratique et efficace, contrairement à l'armée russe qui reste toujours bloquée dans une doctrine soviétique obsolète ne s'adaptant pas assez aux nouvelles technologies. L'IA devient ainsi un élément fondamental puisqu'elle permet de rendre de vieux outils très performants.

De même, l'armée américaine a modifié sa logique de déploiement de troupes en prévoyant de positionner des robots en première ligne, devant les soldats humains en deuxième ligne. L'IA permet de combler les déficiences de moyen en développant des technologies de pointe. Toutefois, ce nouvel outil n'est pas infaillible puisque son efficacité dépend de la qualité des données utilisées pour l'entraîner.



### COMMENT RAVIVER L'INTÉRÊT CITOYEN POUR LA DÉFENSE NATIONALE ?

Malgré la proximité des populations aux conflits actuels, il semblerait qu'une partie des citoyens français ne ressentent pas d'intérêt particulier vis-à-vis de la défense du territoire, potentiellement menacé par les conséquences de la guerre en Ukraine. Le général Baratz constate qu'au sein même de l'armée, l'esprit de groupe n'est plus aussi fort qu'il ne l'était auparavant. Pourtant l'action de l'Armée ne peut pas se dissocier de celle de la nation ; l'Armée ne pouvant pas protéger une population si celle-ci n'est pas impliquée dans sa propre sécurité. En tant que commandant du combat futur, il s'interroge : comment faire comprendre l'importance des enjeux de défense à nos concitoyens ? Un renouveau du travail de recrutement et de fidélisation est indispensable pour combler les lacunes de l'armée de Terre en matière de personnel.

D'ici 2040-2050, l'armée souhaite développer la guerre électronique et implanter une dronisation. Si le progrès technologique semble éloigner le paramètre humain, Héloïse Fayet assure que les forces conventionnelles terrestres auront toujours un rôle éminent dans le futur. Elles ne seront pas remplacées mais mieux articulées avec les nouvelles capacités des forces armées qui demeurent au service de l'État et dont la force ne doit pas être sous-estimée. De son côté, le général Baratz nuance l'image parfois véhiculée par ces nouvelles technologies. La guerre restera toujours un affrontement de volonté, ce qui signifie que les machines seront insuffisantes puisqu'il s'agit de faire souffrir l'ennemi et donc toucher des êtres humains. Les soldats impliqués dans un conflit feront donc la différence.

### QUELLE EUROPE DE LA DÉFENSE POUR LE FUTUR ?

Face à toutes ces évolutions, la question d'une défense commune européenne est de nouveau soulevée par les intervenants. Héloïse Fayet caractérise l'armée de française comme une « armée de tous les clubs ». C'est-à-dire qu'elle cherche à se spécialiser et à développer une expertise dans chaque domaine, de la dissuasion à l'expéditionnaire, en passant par le cyber et les sous-marins, alors que nos voisins européens font souvent pour leur part des choix parmi ces domaines. Beaucoup de progrès sont à réaliser au niveau européen pour mieux répartir les compétences entre les différents pays, chacun se spécialisant sur un secteur pour accroître l'efficacité globale. En plus des échanges déjà opérés avec les Américains concernant le Commandement du combat futur, le général Baratz exprime la volonté de l'armée de Terre de se coordonner avec d'autres pays d'Europe, notamment le Royaume-Uni, la Belgique et les Pays-Bas, qui ont déjà adopté une doctrine compatible avec celle de la France.

Malgré tout, une homogénéisation des équipements et donc industrielle entre les différents États demeure difficile à la fois pour des raisons politiques et économiques, ce qui atténue l'idée d'une réelle défense européenne car elle en est le préalable.

Sans surprise, les conflits évoluent au gré des intérêts de chacun, en fonction d'un cadre géopolitique donné et de l'apparition de nouvelles technologies. Ce combat oblige l'armée de Terre française à améliorer sa capacité d'anticipation et à sa doter de moyens pour frapper l'adversaire en profondeur avant qu'il ne nous frappe.

PAULINE COURBET

#### IDÉES FORTES :

- Le contexte géopolitique actuel sur la scène internationale est dominé par le désordre et la violence.
- L'intelligence artificielle est devenue une composante à part entière de la guerre con-temporaine.
- Les citoyens français sont de moins en moins impliqués dans la défense nationale.
- L'idée d'une défense européenne demeure irréaliste car les pays européens ne sont pas coordonnés au niveau industriel.



# GÉOPOLITIQUE ET CONFLICTUALITÉ

## LE POINT DE VUE DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE LA MARINE

### Intervenants :

- Amiral Nicolas Vaujour, Chef d'état-major de la Marine

Les évolutions géopolitiques récentes ont redessiné la conflictualité maritime dans son ensemble, y imbriquant davantage les enjeux stratégiques, politiques et militaires. La vie de chaque État dépend largement des océans, théâtre du commerce maritime qui accueille des câbles sous-marins indispensables au transport d'électricité et aux télécommunications.

Par conséquent, l'action militaire en mer est de plus en plus intense. L'objectif de contrôle des océans est devenu une préoccupation centrale même pour des puissances traditionnellement continentales comme la Chine. Dans son intervention, le Chef d'état-major de la Marine analyse ces évolutions géopolitiques et leurs conséquences sur les conflits en mer et discute les différentes stratégies d'adaptation de la Marine française à ce nouvel ordre mondial.

### UN SECTEUR MARITIME AU CŒUR DES ÉVOLUTIONS GÉOPOLITIQUES CONTEMPORAINES

La Méditerranée est un espace maritime stratégique qui n'est pas, pour l'instant, en proie à des affrontements navals ouverts. L'Amiral Nicolas Vaujour constate toutefois que les conflits terrestres récents ont souvent des répercussions sur mer. Il en résulte une montée des conflits maritimes, en particulier en mer Noire et en mer Rouge.

Reconnaissant qu'il observe le monde avec ses yeux de Français, l'amiral Vaujour évoque la nécessité de discuter avec tous les acteurs pour mieux comprendre les dynamiques géopolitiques à l'œuvre et envisager des perspectives. Si les Occidentaux se rassemblent souvent pour se conforter, il est primordial de conserver une ouverture d'esprit ainsi qu'une capacité d'écoute pour réussir à décrypter les autres sans s'écouter soi-même.

L'amiral explique que le monde vit un moment transitoire qui représente une réelle rupture puisqu'il sera probablement impossible de revenir en arrière. À titre d'exemple, il considère que le Conseil de Sécurité de l'ONU n'arrivera désormais plus à s'accorder pour régler les conflits. Nombre de pays ont compris l'essoufflement de ce modèle et se préparent déjà à l'après. L'enjeu est alors de trouver des solutions pour rebâtir le monde sur des bases internationales communes.



Les évolutions géopolitiques prenant naissance sur terre finissent souvent par déborder en mer, comme c'est le cas pour la guerre en Ukraine et les conflits au Moyen-Orient. Ces nouvelles formes de conflictualité se caractérisent par plusieurs évolutions, dont fait partie le retour d'un narratif nucléaire. Vladimir Poutine brandit sans arrêt la menace de l'arme nucléaire, ce qui inquiète ses opposants mais force les États dotés à rouvrir leurs livres de grammaire nucléaire. L'Amiral Vaujour explique que les forces de dissuasion françaises sont absolument essentielles à la protection des intérêts vitaux de la nation face à ses compétiteurs. Une autre observation majeure est celle de la désinhibition complète concernant l'utilisation de la violence, comme en témoigne l'envoi de 200 missiles iraniens sur Israël le 1er octobre 2024. Cela traduit une normalisation de l'agression et de l'action violente comme une solution aux différents conflits. La voix de l'Occident et son modèle de règlement des conflits sont largement contestés et les pays du Sud n'hésitent plus à affirmer leur souveraineté, notamment à travers une extrême neutralité.

Enfin, le défi majeur de ces prochaines années est la fulgurance des progrès technologiques, qui fait évoluer rapidement les modes d'action en mer et se couple à une bascule environnementale sans précédent. L'élévation du niveau de la mer engendra à coup sûr des déplacements conséquents de populations, qu'il faut savoir anticiper.



### L'AFFIRMATION MARITIME DE PUISSANCES TRADITIONNELLEMENT CONTINENTALES

L'ordre mondial tel qu'imaginé par les puissances occidentales est ébranlé par l'émergence de nouvelles grandes puissances comme la Chine, l'Inde ou encore la Russie. Ces États dotés d'une culture stratégique plutôt continentale ont effectué un virage sans précédent vers le domaine maritime. Le cas de la Chine et de son projet des routes de la soie est significatif puisqu'elle a compris que son avenir dépendait de la mer et de la sécurisation de ses approvisionnements. En effet, le développement d'une croissance de 5 % par an est impossible sans une garantie de pérennité de ses routes commerciales. Afin de sécuriser ses flux et son environnement proche, la Chine a fait le choix stratégique d'investir massivement les océans afin de devenir une puissance maritime. De son côté, l'Inde a bien conscience de son influence dans l'océan Indien et revendique son influence dans cette région. Une volonté de montée en gamme au niveau maritime est à l'œuvre car l'Inde a compris, comme bon nombre de pays, que son avenir dépend de sa puissance maritime. L'économie et le commerce se jouent en mer.

La plupart des pays littoraux ont aujourd'hui des capacités d'action en mer, ce qui explique le débordement de la guerre d'Ukraine en mer Noire. L'Amiral Vaujour explique que la marine ukrainienne a réussi à repousser la marine russe à l'est de la mer Noire grâce à une stratégie de contournement de la puissance. Prenant en considération la dissymétrie entre les deux belligérants, l'Ukraine a cherché à cibler les faiblesses russes, notamment l'autodéfense de leurs bateaux. La marine française doit être capable de tirer les meilleurs enseignements des forces et des faiblesses de chaque camp dans ce conflit.

De l'Ukraine, elle doit retenir son agilité, sa mobilité et sa capacité à se réinventer ; de la Russie, elle doit percevoir sa résilience, sa solidité et sa profondeur stratégique. En mer, il est primordial d'être le plus actif et le plus agile possible.

La mer Rouge est un autre théâtre majeur d'affrontement maritime dans l'embrasement du Proche-Orient et son impact sur la guerre civile au Yémen. Les Houthis sont armés par l'Iran, ce qui leur permet d'employer des drones et des missiles balistiques pour viser des navires militaires et de commerce. Comme le fait remarquer l'amiral Vaujour, les milices ne sont pas censées avoir accès à ce type de technologies pour mener des attaques en mer. Même si leur taux de réussite est mauvais, à cause notamment de leur difficulté à viser, leur capacité d'entrave est majeure.

Cette situation soulève un enjeu de défense pour les pays occidentaux dont le commerce transite en mer Rouge. Dans le cas de la France, le Chef d'état-major explique que la Marine française est capable d'intercepter des missiles pour protéger le commerce mais que, contrairement aux idées reçues, il s'agit d'une tâche extrêmement difficile. Il compare les militaires aux commandes de ces systèmes de défense à des athlètes de haut niveau car ils doivent maîtriser un savoir-faire technique acquis après un entraînement intense et rigoureux.

## LES STRATÉGIES D'ADAPTATION DE LA MARINE FRANÇAISE

Face à ces bouleversements géopolitiques et à leurs implications en mer, la Marine française doit sans cesse s'adapter et se préparer aux défis stratégiques qui en découlent. Un changement de posture s'est imposé, notamment dans la capacité de frapper en premier aussi bien sur terre que sur mer. La priorité est à l'offensive, en particulier pour développer une excellente agilité dans le temps court. Sans délai, les équipages doivent être meilleurs au combat et la Marine doit être capable d'embarquer directement des nouvelles technologies pour les tester en opération sans passer par une interminable phase de tests. L'amiral insiste sur la capacité d'adaptation de la Marine qui se doit d'être de plus en plus rapide et efficace. Il prend l'exemple d'un navire de guerre, construit pour 40 ans au moins et qui doit donc être adaptable aux évolutions futures.



Dans ce cadre, l'utilisation de l'intelligence artificielle est un atout considérable pour améliorer les capacités du navire, en utilisant de manière améliorée ce qui existe déjà et en augmentant les capacités de stockage d'informations. L'objectif est de se doter d'outils dont l'utilisation ne sera pas figée dans le temps mais dont l'agilité pourra s'adapter aux futurs défis.

La Marine française est une marine nucléaire mondiale qui réussit en opération, ce qui la rend singulière. Sa présence mondiale, de la Méditerranée au Pacifique en passant par les pôles, participe au rayonnement de la France et permet d'intervenir rapidement sur un grand nombre de théâtres d'opérations. Grâce à ses partenariats et ses alliances, la Marine nationale travaille conjointement avec d'autres marines pour mettre en place des stratégies d'intervention en cas de dégradation du contexte géopolitique. Comme le mentionne l'amiral Vaujour, une frégate française est partie de Bretagne jusqu'à Hawaii en 2024 pour réaliser un exercice conjoint avec 30 pays et comprendre comment mieux travailler dans cette zone qui nous est moins familière que la Méditerranée et l'Atlantique.



L'objectif est également de renforcer les partenariats et l'influence de la France tout en améliorant ses capacités de projection.

Du point de vue environnemental, la fonte des glaces en Arctique et en Antarctique soulève de nouveaux enjeux maritimes. En 2018, une mission française est allée constater la réalité du changement climatique aux pôles. Si la fonte des glaces est avérée, son rythme actuel ne permet pas d'ouvrir de nouvelles routes maritimes, bien qu'à terme cette hypothèse devienne une réalité. La montée des eaux questionne également la pérennité des infrastructures portuaires actuelles.

Pour conclure, l'amiral Vaujour constate que dans un monde en constante mutation, la Marine française joue un rôle primordial de protection de ses citoyens au quotidien, notamment en évitant la pollution des littoraux et en sécurisant les flux d'approvisionnement. Résultat d'une volonté politique forte et d'une industrie militaire productive et innovante, la Marine nationale s'impose comme un acteur essentiel de la défense nationale grâce à ses savoir-faire et ses partenariats.

PAULINE COURBET

### IDÉES FORTES :

- Le secteur maritime est au cœur des évolutions géopolitiques contemporaines et soulève de nouveaux enjeux stratégiques, politiques et militaires.
- Des puissances traditionnellement continentales comme la Chine et l'Inde s'affirment désormais en mer pour protéger leurs intérêts.
- La Marine française adopte différentes stratégies afin de s'adapter aux nouvelles conflictualités maritimes et défendre le territoire français.



# DÉFIS SÉCURITAIRES TRANSVERSES



.....p 56

**Intervenants :**

- *Hélène Masson, Responsable du Pôle Défense & Industries à la FRS*
- *Frederic Pierucci, Fondateur du cabinet de consulting Ikarian*
- *Matthieu Louvot, Vice-Président Exécutif Stratégie d'Airbus*
- *Olivier Lecointe, Ingénieur général de l'armement à la direction internationale de la DGA*
- *François-Xavier Carayon, Auteur de l'ouvrage « Les Etats Prédateurs »*



.....p 60

**Intervenants :**

- *Annabelle Livet, Chargée de recherche à la FRS sur la sécurité énergétique*
- *Nicolas Mazzucchi, Directeur de recherche au Centre d'Études Stratégiques de la Marine*
- *Camille Lons, Directrice adjointe du bureau de Paris de l'ECFR*
- *Diana-Paula Gherasim, Chercheuse, responsable des politiques européennes de l'énergie à l'IFRI*



.....p 64

**Intervenants :**

- *Samira El Gadir, Directrice du service des Vérificateurs de TFI et LCI*
- *David Colon, Enseignant et chercheur en histoire à Sciences Po*
- *Chine Labbé, Rédactrice en chef & Vice-présidente*
- *Charles Thépaut, Sous-directeur de la veille et stratégie à la direction de la communication et de la presse*
- *Chloé Debiève, Chargée de domaine influence et lutte informationnelle au CICDE*

## SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE ET ENJEUX DE PUISSANCE : QUELLE STRATÉGIE ET QUEL MODÈLE POUR LA FRANCE ?



**HÉLÈNE MASSON**  
FRS

**FREDERIC PIERUCCI**  
IKARIAN CONSEIL

**MATTHIEU LOUVOT**  
AIRBUS

**OLIVIER LECOINTE**  
DGA

**FRANÇOIS-XAVIER  
CARAYON**  
ANSA

### Modérateur :

Hélène Masson, Maître de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)

### Intervenants :

- Frédéric Pierucci, Fondateur du cabinet de consulting Ikarian Conseil
- Matthieu Louvot, Vice-Président Exécutif Stratégie chez Airbus
- Olivier Lecoïnte, Ingénieur général de l'armement à la direction internationale de la DGA
- François-Xavier Carayon, Associé chez ANSA, cabinet de conseil en stratégie et en développement durable

À l'heure où les grandes puissances ne se livrent plus bataille de front mais sont tentées de s'accaparer une zone dite « grise » et où les coups s'échangent avec de moins en moins de retenue, l'économie apparaît comme un champ de rivalité particulièrement efficace. Composante de la puissance, nécessaire à la bonne marche d'une nation, elle fait pleinement partie de la souveraineté d'un Etat et devient dès lors une cible légitime pour ses concurrents et compétiteurs.

### LES ATTEINTES À LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE, MONNAIE COURANTE DE LA COMPÉTITION INTERÉTATIQUE AU XXIÈME SIÈCLE

Interrogés sur les fragilités de l'Europe face aux stratégies déployées par ses concurrents, notamment à travers leurs entreprises, les intervenants ont offert plusieurs

points de vue, selon leurs domaines de spécialités.

François-Xavier Carayon a commencé son développement en rappelant l'implication des entreprises publiques dans les politiques étatiques de prédation des actifs économiques étrangers. Si les entreprises publiques se sont raréfiées entre 1980 et 2000 aussi bien en Occident que dans les pays en développement, succombant aux vagues de privatisation, l'actionnariat public a discrètement fait son retour dans les années 2000, revêtant la forme d'entreprises publiques et de fonds souverains.



Les premières ont fleuri parmi les dragons asiatiques mais aussi dans les pays du Golfe, où elles se verront confier certes des missions de service public, mais aussi d'investissements à l'international. Les fonds souverains se sont eux construits sur les rentes pétrolières et gazières d'une part, puis sur les excédents commerciaux de certains pays asiatiques d'autre part. Ces fonds muteront, passant d'un rôle de stimulation économique domestique à un outil politique à l'international dans les années 2000. Ceux-ci ont également l'avantage de permettre aux pays qui les utilisent, notamment ceux en développement, de bénéficier d'une certaine opacité sur les opérations qu'ils réalisent.

Grâce à ces acteurs économiques, les Etats sont en mesure d'acquérir, à travers une entreprise rachetée à l'étranger, un savoir-faire dont ils ne disposent pas et qu'ils pourront rapatrier afin d'en faire bénéficier leur propre industrie. Les PME sont particulièrement vulnérables à ces manœuvres.

M. Carayon identifie également un pouvoir de nuisances potentielles à travers le rachat d'actifs sensibles d'un Etat tiers, à l'instar de ports ou de réseaux énergétiques, laissant le dit Etat vulnérable en cas de rafraîchissement des relations avec l'investisseur.

Frédéric Pierucci a quant à lui mis l'accent sur l'extraterritorialité du droit comme arme économique. Particulièrement utilisée par les États-Unis contre ses alliés européens et nippon, cette technique redoutable se base sur tout lien rattachant une activité économique avec le territoire américain (comme l'utilisation du dollar ou d'un serveur informatique) pour poursuivre une entreprise étrangère se rendant coupable de corruption. Se basant sur une loi de 1977, extraterritorialisée en 1998, elle sert les objectifs de renseignement économique des États-Unis.

Matthieu Louvot a ensuite attiré l'attention sur les dangers liés aux dépendances européennes aux importations de produits critiques, au rang desquels se trouvent le titane ou encore les semi-conducteurs. Les États-Unis et la Chine semblent à ce jour être les seules puissances en mesure de livrer une guerre économique via un durcissement des contrôles aux exportations, agissant sur les interdépendances voire dépendances synonymes du monde globalisé au XXIème siècle. Les Américains se sont dotés d'un arsenal juridique leur permettant de restreindre les exportations de matériel militaire, y compris étranger, dès le premier boulon Made in USA<sup>1</sup>, ou encore les biens à double usage<sup>2</sup>. De telles réglementations ont un fort impact sur certains domaines stratégiques, notamment aériens, dans l'Union Européenne.



Enfin, Olivier Lecoïnte a orienté son propos plus spécifiquement sur l'industrie de défense. Représentant 4500 entreprises en France, majoritairement des PME et des TPE, la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) est particulièrement impactée par les dispositifs décrits ci-dessus. En effet, beaucoup de ces entreprises mènent une activité duale, la défense représentant souvent un quart de leur chiffre d'affaire. O. Lecoïnte a présenté les évolutions de l'action de la Direction Générale de l'Armement (DGA) face aux évolutions géopolitiques de ces dernières années. Si la DGA veillait auparavant à ce que la BITD soit en mesure de répondre aux besoins des Armées en s'assurant qu'un minimum de commandes permette de faire tourner les usines en permanence, il est désormais question de préparer les chaînes de production à l'hypothèse d'un conflit de haute intensité. Ce travail de longue haleine a par exemple permis de multiplier par quatre la production de canons CAESAR depuis le début du conflit en Ukraine.

1. ITAR: International Traffic in Arms Regulations  
2. EAR: Export Administration Regulations

## QUELLE RÉPONSE ÉTATIQUE FACE À CES ATTEINTES ?

François-Xavier Carayon milite pour l'imbrication de la stratégie économique des Etats avec la stratégie de sécurité nationale. Dans cette veine, il identifie deux types de réponses mises en places face aux investissements menés par des entreprises publiques étrangères.

Premièrement, certains Etats comme la Chine, la Russie ou encore l'Inde ont décidé de fermer des pans entiers de leur économie, particulièrement sensibles, aux investissements étrangers. D'autres, comme la France depuis 2005, préfèrent filtrer les investissements étrangers en étudiant au cas par cas les actifs visés et leur criticité. Les investissements peuvent être bloqués, ou soumis à conditions. Néanmoins, le suivi à terme du respect de ces conditions n'est pas chose aisée, d'autant que les acteurs revêtent des formes toujours plus complexes comme des joint ventures, des actifs ex nihilo ou encore des fonds d'investissement. Enfin, il déplore la restriction en France de ce filtrage aux menaces sécuritaires, et non uniquement économiques, contrairement à la pratique des États-Unis, de l'Australie ou encore du Japon. Au Canada par exemple, l'étude de ces investissements prend en compte une potentielle perte de « bénéfice net national », susceptible d'appauvrir le pays en cas de rachat d'un actif, notamment à travers des pertes d'emplois.

Frédéric Pierucci pointe du droit le retard français sur la réglementation des investissements étrangers : là où les États-Unis ont encadré juridiquement ces pratiques dès les années 1950, la France a attendu 2005 avec la loi Sapin II, tandis qu'un consensus européen semble impossible sur la question.



Cette réaction, bien que tardive, a permis de couper l'herbe sous le pied à l'action des Etats-Unis, en minimisant l'impact de ses lois extraterritoriales. Des amendes ont ainsi été partagées entre les Trésors français, britanniques et américains dans des affaires de corruption internationale.



## LE RÔLE DES ENTREPRISES DANS L'ENCADREMENT DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Matthieu Louvot estime que les industriels ont, au-delà des Etats, un rôle à jouer pour contrer cette prédation. Une telle action peut prendre la forme d'une multiplication des sources d'approvisionnement afin d'éviter tout arrêt immédiat de la production en cas de défaillance de l'un des maillons de la chaîne. Coûteux à mettre en place, notamment quand la production reste modeste, les entreprises peuvent constituer des stocks de sécurité, notamment sous l'impulsion de l'échelon supérieur.

La souveraineté économique passe également par la sécurisation des chaînes d'approvisionnement, appelant à une aide pécuniaire des Etats visant à compenser les surcoûts dus aux changements dans l'organisation dans les chaînes d'approvisionnement afin de la rendre économiquement viable.

Enfin, dans l'optique d'être plus imperméable aux pressions étatiques, une solution pourrait être de pousser pour la création de champions européens sur le modèle d'Airbus dans d'autres secteurs clef de l'économie. Appelant de ses vœux la traduction en politiques concrètes du rapport Draghi, M. Louvot rappelle l'importance de la coopération européenne dans l'achèvement de cette protection de nos diamants industriels.

L'Ingénieur Général Olivier Lecoince attire enfin l'attention sur le fait que découpler l'économie civile de celle de défense n'est ni possible, ni souhaitable. Cela est notamment dû au grand nombre d'activités industrielles duales, beaucoup d'entreprises de la BITD ne pouvant être viables en ne dépendant que des commandes de matériel militaire, lesquelles sont cycliques.

Concernant les investissements étrangers, ceux-ci ne sont pas forcément néfastes ni synonymes obligatoirement de perte de souveraineté, au contraire. En effet, certaines reprises - dument validées par les autorités compétentes - permettent de sauvegarder une capacité industrielle qui aurait, sans cet afflux de capitaux, disparue. Naturellement, des reprises d'entreprises sensibles ne sauraient se faire sans s'être assuré au préalable de la bienveillance de l'investisseur, mais aussi de sa volonté de respecter les conditions de souveraineté édictées par la France.

Revenant sur le rôle de la DGA et de la nouvelle Direction de l'Industrie de Défense, l'Ingénieur Général a mis l'accent sur les mutations de leurs missions dans le contexte global actuel. Ayant comme objectif de s'assurer, le moment venu, que le tissu industriel de défense français saura répondre adéquatement à des commandes massives, ces directions doivent enjoindre les entreprises le composant à anticiper et préparer ce



scénario, notamment en constituant des stocks, et en contrôlant les sous-traitants. Une mission d'autant plus périlleuse qu'un juste équilibre doit être atteint afin de ne pas desservir l'activité économique et l'attractivité de ces entreprises.

Afin de favoriser l'apport de financements grâce aux banques, traditionnellement frileuses vis-à-vis de la BITD, la Direction de l'Industrie de Défense accueille depuis peu en son sein un « référent banques » chargé de créer du lien avec des « référents défense » en poste dans les grands groupes financiers.

HUGO L.B.

### IDÉES FORTES :

- Les atteintes à la souveraineté économique, monnaie courante de la compétition interétatique au XXIème siècle
- Quelle réponse étatique face à ces atteintes ?
- Le rôle des entreprises dans l'encadrement des investissements étrangers

## SECTEURS ÉNERGÉTIQUES EN MÉDITERRANÉE : UN LIEU DE RIVALITÉ D'INFLUENCES DES PUISSANCES ?



**ANNABELLE LIVET**  
FRS



**NICOLAS MAZZUCCHI**  
CESM



**CAMILLE LONS**  
ECFR



**DIANA-PAULA GHERASIM**  
IFRI

### Modérateur :

Annabelle Livet, Chargée de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) sur les questions de sécurité énergétique

### Intervenants :

- Diana-Paula Gherasim, Chercheuse et responsable des politiques européennes de l'énergie et du climat à l'Institut français des relations internationales (IFRI)
- Camille Lons, Directrice adjointe du bureau de Paris de l'European Council on Foreign Relations (ECFR)
- Nicolas Mazzucchi, Docteur en géographie économique et directeur de recherche au Centre d'Études Stratégiques de la Marine (CESM)

La Méditerranée est au cœur des politiques énergétiques des pays côtiers. A travers ce secteur stratégique de l'énergie, se soulèvent des enjeux aussi bien géopolitiques et économiques que sécuritaires. Cette table ronde tente d'identifier les acteurs impliqués dans le secteur énergétique méditerranéen ainsi que leurs stratégies d'influence pour assurer leurs intérêts.

Entre convoitise et concurrence, les énergies sont surtout vectrices d'interdépendances croissantes entre États. Alors que tous y trouvent un intérêt commercial, certains exploitent ce secteur pour exister au niveau politique, à l'instar de la Turquie et des pays du Golfe. D'autres comme les pays de l'Union européenne en ont un besoin vital pour assurer leur sécurité énergétique. La Chine, bien qu'éloignée géographiquement, devient un acteur important en Méditerranée et intègre cette mer à sa stratégie de sécurité énergétique.



## LA COOPÉRATION TRANSMÉDITERRANÉENNE À L'HEURE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

En 1995, le processus de Barcelone aboutit à la formation d'un partenariat euro-méditerranéen dont l'objectif était de faire de la Méditerranée un espace commun de paix en renforçant le dialogue politique ainsi que les coopérations économiques, financières, sociales et culturelles. Par la suite, en 2004, une politique de voisinage permit une coopération plus large et mieux structurée entre l'UE et les États du sud de la rive méditerranéenne. C'est en 2005 qu'émerge une communauté énergétique européenne afin de créer un marché intégré de l'énergie entre l'UE, les Balkans et d'autres pays au statut d'observateur comme la Turquie, la Norvège et l'Arménie. Ces dernières années, la Méditerranée a bénéficié d'une forte couverture médiatique, en particulier à travers les questions d'immigration. Cette zone géographique revêt une importance majeure comme l'illustre la création d'un portefeuille de commissaire pour la Méditerranée dans la nouvelle législature européenne. La table ronde est introduite au prisme de la coopération transméditerranéenne entre l'UE et les États de la rive sud.

En dépit des efforts fournis pour donner un cadre légal à cette coopération en Méditerranée, Diana-Paula Gherasim explique la nécessité de la repenser, notamment à travers le Green Deal européen qui vise à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. La région est en effet considérée comme un "hotspot" du réchauffement climatique ; les aléas tels que les inondations et les sécheresses se multiplient, tandis que le degré de criticité des enjeux de pauvreté et de stress hydrique augmente au fil du temps. Les prévisions sont pessimistes et projettent une baisse des rendements agricoles de 22% d'ici la fin du siècle, ce qui oblige l'UE à mener une ambitieuse politique d'anticipation et d'adaptation afin de bâtir sa résilience future.



C'est dans ce contexte que l'UE poursuit ses efforts pour sortir du charbon tout en renforçant ses ambitions climatiques de transition énergétique. Depuis le 1er octobre 2023, un règlement européen a introduit le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Celui-ci a pour but de réduire les émissions de carbone, de fixer un juste prix pour le carbone émis lors de la production de marchandises à forte intensité de carbone importées dans l'UE et d'encourager une production industrielle plus propre. Cela se traduit par l'imposition d'une taxe carbone sur les importations de certains produits fortement émetteurs de CO2 comme l'acier, l'électricité et les engrais.



Comme le souligne Diana-Paula Gherasim, le Green deal donne des opportunités de coopération entre pays méditerranéens, notamment à propos de l'hydrogène vert qui suscite beaucoup d'intérêts et d'ambitions. Si les objectifs de l'UE ont un rôle moteur, les capacités réelles en énergies renouvelables sont toutefois insuffisantes. Le Maroc et l'Égypte sont en course pour la production d'hydrogène vert, mais peu de projets sont encore concrétisés à ce stade étant donné le coût d'une telle transition. Par ailleurs, la chercheuse insiste sur le besoin de coopération et d'harmonisation des standards concernant l'H2 afin de favoriser son développement.

Les enjeux de financement sont également cruciaux. Entre 2007 et 2020, l'UE a consacré 20 milliards d'euros à la politique de voisinage méridional, ce qui fait de la Banque européenne d'investissement un acteur clé dans la région pour l'énergie et le climat. Son rôle devra d'ailleurs être renforcé dans le cadre de la Global Gateway, une initiative européenne de financement d'infrastructures dans le monde axée sur les énergies renouvelables.

Souvent vue comme une alternative à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (dont l'objectif est de servir le projet des Nouvelles routes de la soie), son objectif est de proposer aux pays partenaires une option plus transparente et plus respectueuse des normes environnementales et sociales tout en renforçant la position géopolitique de l'UE.

L'UE est donc un acteur majeur vis-à-vis du secteur énergétique en Méditerranée du fait de son projet de transition énergétique lié au changement climatique et de ses besoins en énergie. En investissant dans le renouvelable et l'électrique, l'UE participe à sa propre sécurité énergétique tout en asseyant son importance géopolitique sur la scène internationale. Diana-Paula Gherasim mentionne les surcapacités énergétiques des pays de la rive sud et le potentiel qu'elles représentent pour l'UE. Si celles-ci sont souvent un sujet de dissension au sein du « Sud global », l'UE aura intérêt à proposer des partenariats industriels pour diversifier sa chaîne d'approvisionnement. Pour Diana-Paula Gherasim, l'indépendance énergétique étant un mythe, l'UE peut néanmoins contrôler son niveau de dépendance.

## LA DÉCONTINENTALISATION DES FLUX ÉNERGÉTIQUES EUROPÉENS

Amorcé au début des années 2000, le processus de décontinentalisation des flux énergétiques européens n'a cessé de croître, en particulier à la suite de l'annexion de la Crimée en 2014 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Il s'agit pour l'UE de diversifier ses sources d'énergie et de réduire sa dépendance aux importations de gaz naturel et de pétrole provenant de la Russie, en s'approvisionnant auprès de régions plus éloignées (les États-Unis, le Qatar ou l'Afrique du Nord). Cette décontinentalisation intègre également la transition vers les énergies renouvelables comme l'éolien, le solaire et l'hydrogène vert.

Actuellement, l'Europe repose sur un double système d'approvisionnement via l'Atlantique d'une part et le nord-ouest de l'océan Indien d'autre part. Nicolas Mazzucchi explique que la Turquie aurait pu être une alternative et devenir la plaque tournante pour l'accès aux hydrocarbures, faisant le lien entre Asie centrale, Moyen-Orient et Europe.

Toutefois, les Turcs se sont recentrés sur leur territoire pour des raisons économiques et de sécurité énergétique, donnant la priorité à leurs besoins nationaux. Par conséquent, la Méditerranée est devenue, pour l'Europe, une passerelle vers la mer Rouge et le Golfe, exacerbant les tensions et les enjeux relatifs à cet espace.



S'il concède le rôle majeur de la Russie et de la Norvège dans les enjeux énergétiques en Méditerranée, Nicolas Mazzucchi insiste sur l'émergence et le renforcement de la position chinoise dans la zone. La Chine, contrairement à l'Europe, ne décontinentalise pas ses flux énergétiques mais cherche en réalité à être moins dépendante de la mer en développant sa partie terrestre. Son objectif est de devenir un acteur phare dans l'exportation de normes et de technologies en générant des accords avec les pays membres de l'Organisation de coopération de Shanghai et du Moyen-Orient. La Chine a par ailleurs pour ambition d'être le partenaire majeur permettant d'améliorer les systèmes d'exploitation des hydrocarbures en Méditerranée, comme l'illustre l'accord pétrogazier sino-libyen de 2024<sup>1</sup>. Du fait de sa politique agressive, Pékin n'a pas su coopérer avec les pays européens et s'est tournée vers les pays de la rive sud pour développer des partenariats. A terme, il est possible que la Chine s'impose comme un acteur incontournable dans le secteur énergétique méditerranéen.

<sup>1</sup> La compagnie pétrolière lybienne Arabian Gulf Oil Company (Agoco), basée à Benghazi, dans l'est du pays, a signé un accord avec la société chinoise PetroChina pour vendre 40 pour cent de l'extraction des bassins pétroliers d'Al Nafura et d'Al Sarir, en échange contre des investissements dans les infrastructures et les armes.



## L'INVESTISSEMENT CROISSANT DES PÉTROMONARCHIES DU GOLFE

Les pays du Golfe font partie des plus grands exportateurs d'hydrocarbures au monde et représentent 15% du mix énergétique européen. Camille Lons se questionne quant au positionnement des acteurs pétroliers de la péninsule arabique en Méditerranée et constate que, malgré leur prépondérance dans les importations européennes en énergie, les pays du Golfe sont contraints d'adapter leur stratégie par rapport à l'après-pétrole et la transition énergétique en marche. L'évolution de l'offre énergétique au niveau des infrastructures et des chaînes de valeur et d'approvisionnement les pousse vers de nouveaux projets d'investissement.

Les pays du Golfe sont d'importants investisseurs en Méditerranée, comme en témoignent leurs partenariats avec la Turquie et le Maroc qui leur permettent d'atteindre le marché européen tout en se positionnant comme des acteurs clés sur toute la chaîne de valeur. Camille Lons rappelle que le modèle économique de ces pays repose sur l'extraction du pétrole, mais ce modèle est à terme remis en question pour des raisons écologiques. Il s'agit donc pour eux d'un réel enjeu de maintien d'influence sur la scène internationale, voire d'un enjeu existentiel pour rester au cœur des questions énergétiques. Leur stratégie consiste à décarboner leurs industries tout en continuant à investir dans les hydrocarbures.

La péninsule arabique a largement investi sur le plan énergétique en Méditerranée. Lors du forum du gaz de la Méditerranée orientale, les Émirats Arabes Unis ont exprimé leur volonté de renforcer les relations diplomatiques entre les pays de la Méditerranée orientale. D'après Camille Lons, les pays du Golfe souhaitent faire comprendre aux Européens qu'ils doivent s'investir dans un dialogue qualitatif de long terme. Ils ont conscience que leur relation a changé car l'Europe n'est plus leur premier partenaire énergétique, loin derrière l'Asie.



Du côté européen, la tension est palpable entre une demande en énergie en forte croissance, majoritairement due au numérique et aux data centers, et une nécessité de repenser le modèle énergétique actuel, reposant encore largement sur les énergies fossiles.

Au-delà des enjeux commerciaux qu'il soulève, le secteur énergétique en Méditerranée reste au cœur d'enjeux économiques et géopolitiques pour les pays du Golfe, dont la survie de leurs régimes dépend. Ils opèrent un véritable jeu d'équilibriste entre investissement sur les hydrocarbures et financement dans le renouvelable, nécessaire s'ils veulent s'adapter et rester compétitifs à l'ère de la transition énergétique.

PAULINE COURBET

### IDÉES FORTES :

- L'UE est un acteur majeur vis-à-vis du secteur énergétique en Méditerranée du fait de son projet de transition énergétique lié au changement climatique.
- L'Europe se détourne de ses voisins proches pour ses approvisionnements énergétiques tandis que la Chine s'affirme en Méditerranée.
- Les pays du Golfe investissent dans le secteur énergétique en Méditerranée afin d'assurer la survie de leurs régimes.
- La Méditerranée est le théâtre de coopérations mais aussi de rivalités en matière d'énergies fossiles et renouvelables.

## LUTTE D'INFLUENCE ET MANIPULATION : QUELS ENJEUX POUR 2024, SUPER ANNÉE ÉLECTORALE ?



**SAMIRA EL GADIR**  
TF1



**DAVID COLON**  
SCIENCES PO CERI



**CHINE LABBÉ**  
NEWSGUARD



**CHARLES THÉPAUT**  
MEAE



**CHLOÉ DEBIÈVE**  
MINARM

### Modérateur :

Samira El Gadir, Directrice du service des Vérificateurs de TF1 et LCI

### Intervenants :

- David Colon, Enseignant et chercheur en histoire à Sciences Po
- Chine Labbé, Rédactrice en chef et Vice-présidente de NewsGuard
- Charles Thépaut, Sous-directeur à la veille et à la stratégie de la direction de la communication et de la presse du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)
- Chloé Debiève, Chargée de domaine influence et lutte informationnelle au Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE) de l'Etat-major des Armées

Bien que la lutte pour le contrôle de l'information ne soit pas nouvelle, la désinformation a pris une ampleur considérable grâce à de nouveaux outils comme l'intelligence artificielle (IA) et les réseaux sociaux.

Ces dynamiques sont renforcées dans un contexte de fortes tensions géopolitiques internationales, particulièrement en période électorale. Avec plus de la moitié de la population mondiale appelée à voter en 2024, plusieurs acteurs étatiques ou paraétatiques profitent de ces opportunités pour étendre leur influence, diffuser leurs propres narratifs et déstabiliser les opinions publiques.

### DES ACTEURS ET DES OUTILS PLURIELS

Selon Charles Thépaut, il existe tout d'abord un double contexte dans lequel s'inscrit les luttes informationnelles contemporaines. Le premier concerne une désorganisation du débat public engendré par le changement dans la manière dont les individus s'informent, ainsi que par la polarisation et la fragmentation des débats. À cela, s'ajoute une brutalisation des relations internationales causant une « arsenalisation » de l'information à des fins de politiques étrangères.

Les acteurs qui concourent à cette dynamique sont nombreux et variés, allant des individus exploitant les failles du débat public à des fins militantes par la désinformation et aux réseaux de désinformations étatiques ou paraétatiques davantage structurés. La Russie est un exemple frappant de ce type de réseaux car elle a réussi à industrialiser ses processus de désinformation, dont l'hostilité et le volume ont pour but de perturber les débats publics. David Colon précise que le champ informationnel est un important champ conflictuel pour la Russie, car si cette dernière ne peut pas gagner sur le terrain contre l'OTAN, elle peut diffuser des narratifs anti-Ukraine pour agir sur l'opinion publique. Dans le cadre du conflit russo-ukrainien, la Russie mène une stratégie de "décomposition de la société adverse" ayant pour objectif de dissuader les États-Unis d'aider l'Ukraine en amplifiant des failles préexistantes inhérentes à la société civile américaine.



Les actions portées sur la sphère informationnelle, principale plateforme où le citoyen s'informe et se positionne, s'appuient sur de nombreux outils combinant ce qu'il se passe sur internet, dans la vie réelle et dans les médias. Charles Thépaut cite la création de sites, de vidéos, d'articles, de comptes sur les réseaux sociaux ; David Colon y ajoute l'amplification de faits authentiques, le mélange entre ce qui relève du vrai et du faux, la corruption des journalistes et du personnel politique, l'action clandestine, l'encadrement de l'agitation sur le terrain, la pression économique ou encore l'utilisation de l'IA générative.

Concernant ce dernier point, Chine Labbé prend l'exemple d'un deepfake créé dans le cadre des élections américaines, où un montage synthétique montre une femme générée par IA expliquant être handicapée depuis qu'elle a été renversée en voiture par Kamala Harris. L'IA change l'échelle et la nature de la désinformation en rendant accessible par son coût et sa facilité d'utilisation ce type de pratique.

### LES PÉRIODES ÉLECTORALES : UN MOMENT PROPICE AUX CAMPAGNES DE DÉSINFORMATION

Charles Thépaut relève deux dynamiques de désinformation en contexte électoral. La première est l'utilisation des élections en vue de développer des narratifs préexistants. Ce fut notamment le cas lors du premier semestre 2024 avec une recrudescence importante de narratifs anti-ukrainien créés par la Russie en amont des élections européennes de juin 2024. La seconde concerne plus directement les attaques envers le processus électoral avec une volonté de décrédibiliser l'exercice et la légitimité des institutions démocratiques.



Pour Chloé Debiève, les conflits revêtent désormais une forte dimension informationnelle, champ de conflictualité à part entière. Les belligérants déploient des efforts massifs pour tenter d'imposer leur narratif, dans le but d'obtenir ou de faire reculer le soutien de l'opinion publique internationale. Pour certains régimes, montrer que l'on bénéficie d'une forme de soutien de la société civile peut s'avérer être une question de survie. Alors même que les élections représentent un terreau propice à la polarisation de l'opinion publique, les conflits informationnels tendent à se multiplier et deviennent de véritables marqueurs déterminants le résultat d'élections. Dans un contexte de retour de la conflictualité à haute intensité, les électeurs tendent à se rattacher à la force politique s'étant positionné sur un conflit alors même qu'il peut exister de profondes divergences sur d'autres sujets. Chloé Debiève prend l'exemple de l'utilisation des élections américaines par la Russie dans la continuité de sa stratégie anti-Ukraine. Vladimir Poutine a déclaré au forum économique oriental de septembre 2024 soutenir Kamala Harris, en précisant que D. Trump avait été le Président le plus sévère à l'égard de la Russie. En partageant cette fausse information, le président russe tente de semer la confusion chez les sympathisants de K. Harris.

## QUEL EST L'IMPACT RÉEL DES CAMPAGNES DE DÉSINFORMATION ?

Charles Thépaut tient à préciser que la question de l'impact des campagnes de désinformation ne fait l'objet d'aucun consensus, que ce soit dans le secteur académique ou celui de l'expertise publique. Sur le plan tactique, ces opérations ont généralement un faible impact sur la population mais produisent tout de même des effets de confusion et de déstabilisation. Charles Thépaut rappelle l'affaire des étoiles de David peintes à Paris durant le mois d'octobre 2023. Cette campagne de manipulation de l'information a été menée par un réseau déjà identifié par Viginum<sup>1</sup>, baptisé RNN<sup>2</sup>. Via cette opération, ce réseau a mené des actions hybrides visant à perturber et orienter le débat au sein de la société française dans un contexte de polarisation de l'opinion sur le conflit au Proche-Orient. Charles Thépaut développe deux volets de réponse à apporter face à ces tentatives d'ingérence étrangères. Le premier vise à casser la viralité de ces campagnes par une communication publique dénonçant et expliquant le mécanisme d'ingérence au grand public. Le second vise à resituer la campagne dans un contexte international par l'apport d'une réponse politique permettant de mettre un terme à la campagne de déstabilisation<sup>3</sup>.

Ces campagnes s'inscrivent dans une stratégie d'influence à long terme visant à décrédibiliser les institutions publiques. En ce sens, David Colon explique que la Russie applique à l'espace informationnel français la stratégie de la virtual politics<sup>4</sup> ; qu'elle applique à son propre territoire depuis 30 ans. Le but est de discréditer son adversaire par la création de partis, d'informations et de manifestations non authentiques pour détacher l'électeur de la réalité. David Colon indique qu'il est possible de mesurer l'efficacité de ces campagnes grâce à plusieurs indicateurs. Tout d'abord, l'augmentation de 13% du budget de la Russie accordé aux médias internationaux tend à montrer un investissement croissant avec une certaine efficacité. Évaluer la cohérence entre la perception de la réalité par l'opinion publique et la réalité via les sondages peut également être un indicateur. La question de l'adhésion aux théories complotistes ainsi que la capacité des citoyens des pays démocratiques à prendre des décisions rationnelles sont également à prendre en compte. Charles Thépaut y ajoute des indicateurs liés à la métrique sur les réseaux sociaux.



Ils permettent d'observer si la diffusion ou si l'engagement suscité par un contenu est authentique ou non.

Chine Labbé pointe la difficulté d'accès aux données et modèles alimentant les IA génératives, qui limite l'analyse du fonctionnement des campagnes de désinformation ainsi que la mise en place de stratégie de lutte et de régulations du phénomène. Elle explique que sur 500 sites d'informations fiables étudiés, 67% d'entre eux empêchent les IA génératives d'accéder à leurs données. S'ils n'arrivent pas à commercialiser leurs données, de nombreux médias refusent que l'IA générative puisse les utiliser. À cause de ce refus d'accès, les sites générés par IA ont tendance à davantage se reposer sur des sources et des données peu fiables, créant ainsi des bulles de désinformation. Ce manque de transparence limite la possibilité pour les internautes d'évaluer la fiabilité des sources des informations auxquelles ils peuvent être confrontés en ligne. Les autorités européennes apportent un début de réponse à cette question par la mise en œuvre en 2022 par les grandes plateformes en ligne d'un code européen de bonnes pratiques contre la désinformation<sup>5</sup>.

1 Créé en juillet 2021, ce service technique et opérationnel rattaché au secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN) a pour mission la détection et la caractérisation des ingérences numériques étrangères afin de préserver le débat public.

2 Ce n'est pas la première campagne de désinformation du réseau russe. Celui-ci se compose de sites se présentant comme des médias fiables ou de ré information, de sites imitant des sites officiels, de faux-comptes sur les réseaux sociaux relayant les contenus publiés. RNN a par exemple mené une opération d'ingérence numérique en juin 2023, en créant des copies de sites de médias ou d'institutions publiques afin de publier de faux articles fausses mesures pour troubler l'opinion publique.

3 Charles Thépaut cite l'exemple de la campagne anti-ukrainienne de désinformation menée par le réseau russe Portal Kombat. Après avoir été détectée, elle a été rendue publique le 13 février 2024. Trois jours plus tard, V. Zelensky est reçu par E. Macron. Il s'agit d'une réponse politique réassurant le soutien français à l'Ukraine malgré les ingérences numériques de la Russie.

4 Cette notion a été développée par l'historien Andrew Wilson dans son ouvrage Virtual politics: faking democracy in the post-soviet world

5 Code de bonnes pratiques contre la désinformation, signé par la Commission européenne le 16/06/2022

## DES SOLUTIONS APPLICABLES À DIFFÉRENTES ÉCHELLES

Chloé Debiève considère que la démocratie et notre système de valeur sur lequel repose notre modèle politique est à la fois source de nombreuses failles mais également une véritable force face à ces menaces. La liberté de parole, de pensée, d'expression et des médias qui lui sont inhérentes créent une vulnérabilité que les acteurs de la désinformation peuvent facilement exploiter. Mais ce sont également ces libertés qui constituent la principale différence vis-à-vis des régimes autoritaires à l'origine de ces campagnes. Chloé Debiève illustre son propos en rappelant le déroulement des Jeux Olympiques de Paris. Les stratégies menées par les compétiteurs de la France visant à décrédibiliser son organisation n'ont pas fait écho au sein de la population française car l'évènement s'est remarquablement bien déroulé alors même que le pays était en proie à un contexte politique particulièrement instable. Les acteurs de la désinformation ne créent pas de nouvelles brèches dans la société mais s'insèrent dans celles existantes. Le meilleur outil pour contrer les offensives informationnelles reste une société civile attachée au système de valeur démocratique.

Érigée en novembre 2022 par le Président Emmanuel Macron en 6ème fonction stratégique, la question de l'influence fait l'objet d'une stratégie confiée au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, qui la décline en coopération avec le ministère des Armées et les acteurs privés et publics concernés. De nouveaux services spécialisés ont été créés auprès du Chef d'état-major des armées tandis que d'anciens services participent à la structuration des actions de l'armée dans le champ informationnel. Tel est le cas du CICDE<sup>6</sup> et du COMCYBER<sup>7</sup> qui participent à la création d'une doctrine militaire dans la sphère informationnelle.

Selon David Colon, l'enjeu de la désinformation est un problème aux multiples facettes qui requiert des solutions multiples. Puisque la gravité du sujet l'empêche d'être le monopole de l'État ou des armées, les solutions qui y sont apportées ne doivent pas faire uniquement l'objet d'une stratégie nationale mais également être mise en place par une approche transversale englobant la société dans son ensemble. En effet, les moyens de l'État demeurent somme toute limités face à l'engagement nécessaire pour investir le champ médiatique et les réseaux sociaux de contenus authentiques et non manipulateurs.

Il considère que "jamais nous ne mettrons fin à la désinformation, ce qu'il nous faut encourager c'est la résilience de notre société" et rejoint ici l'une des préconisations faites par l'OCDE en matière de lutte contre la désinformation. Selon l'historien, il est nécessaire de passer d'une approche curative caractérisée par une lutte contre la désinformation via la mise en place de réglementations ou la suppression des contenus inauthentiques ayant des effets limités, à une approche préventive. Cette approche préventive a pour but, en sensibilisant les individus à l'esprit critique, au pré-bunking, au nudging et à l'éducation aux médias, de leur permettre de reconnaître la désinformation.

Le secteur journalistique, en contact direct avec les ministères dédiés à la lutte contre la désinformation, a vocation à participer à cette politique de sensibilisation. Samira El Gadir témoigne de l'évolution de la réflexion autour de cette question au sein de sa rédaction, qui a débouché sur la création d'un service de vérificateurs de l'information en 2019.

6 Créé en 2005, le Centre Interarmées de Concepts, de Doctrines et d'Expérimentations est un centre de réflexion militaire.

7 Le commandement de la cyberdéfense est constitué par "l'ensemble des forces de cyberdéfense du ministère des Armées". Sa mission est de défendre les systèmes d'information ainsi que la "conception, la planification et la conduite des opérations militaires dans le cyberspace".

MATHILDE DORVAL DUEZ



### IDÉES FORTES :

- Marquées par une grande diversité d'acteurs et d'outils mobilisés, les campagnes de désinformations s'inscrivent dans une stratégie de long terme visant à décrédibiliser les institutions démocratiques.
- Face à ces menaces, il convient de favoriser la résilience collective.

## MAMAN SAMBO SIDIKOU

L'Ambassadeur Maman Sambo Sidikou est actuellement Envoyé Spécial pour l'Afrique du Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience (GCERF) à Genève.

### L'IRRUPTION DE LA LANGUE FRANÇAISE EN AFRIQUE

Maman Sambo Sidikou débute son intervention en présentant son acte de naissance, afin d'introduire son rapport à la langue française et la relation que certains francophones du monde entier entretiennent avec elle. Il soumet à l'auditoire la question suivante : comment cette langue a-t-elle pu s'imposer aux Bretons et aux Corses autant qu'à lui, enfant grandissant dans le Sahel au milieu des années 1950 ? Une langue s'impose par des rapports de force et suscite a posteriori des rapports ambivalents.

Le français est entré par effraction dans les vies et les cultures des populations du Sahel et les a modifiées. Cette intrusion est néanmoins récente au regard de l'Histoire et peine parfois à rivaliser avec des langues sahéliennes internationales dont le nombre de locuteurs, la richesse de la culture et la plus grande proximité avec leurs valeurs et imaginaires rendent leur usage plus approprié et apprécié.

L'ambassadeur Sidikou appelle à se méfier des apparences : des millions d'habitants au sein des pays de la francophonie ne parlent pas le français au quotidien. Cette contradiction apparente illustre la rupture qu'il peut y avoir entre la langue des administrés et celle de leur administration. En transposant cette situation à la France, il laisse imaginer la difficulté que ressentiraient les Français si leur administration publiait ses documents officiels en langue tchèque. L'incompréhension en découlant générerait le même ressentiment qui peut exister chez les populations africaines. Ainsi, à Dakar, le wolof éclipse le français, y compris dans l'administration, car elle est davantage comprise et correspond à l'identité de ses locuteurs. Les pays africains où le français est parlé sont en phase de transition. Bien que la langue de Molière conserve une place appréciable et soit l'objet d'une « africanisation », elle doit de plus en plus composer avec des locuteurs qui s'en détournent au profit d'autres langues qu'ils estiment mieux correspondre à leurs identités ou aspirations.



### À CHAQUE RÉGION SON HISTOIRE POLITIQUE PROPRE

Entre 1969 et 1972, Maman Sambo Sidikou a effectué trois années d'études à l'université de sciences politiques de Madrid. Il a été témoin à cette époque du fait qu'après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe a connu un certain nombre de régimes militaires et tentatives de coups d'États. Il a fallu un travail opiniâtre et rigoureux pour que les régimes civils et les démocraties soient désormais pérennes. Ainsi l'Europe, aujourd'hui parangon de Démocratie, ne l'a pas toujours été et ne le sera peut-être pas toujours. L'Histoire repose sur des paradoxes qui invitent à se garder de porter des jugements définitifs.



Chaque région a son histoire politique propre et chacun devrait mieux connaître la sienne comme celle de ses interlocuteurs. Aucun Etat n'est fondé à donner des leçons à un autre Etat. C'est pourquoi certains acteurs français doivent se garder de porter des jugements péremptifs concernant le reste du monde. Cela lui a parfois valu d'être décrit comme panafricain ou anti-français. Pour autant, l'ambassadeur Sidikou prend pour sa part le terme panafricain pour un compliment, tandis que le fait d'aimer son pays et son continent ne peut pas être considéré comme une preuve de francophobie.

### LES MIGRATIONS AU CŒUR DES RELATIONS NORD-SUD

Pour les pays occidentaux, le sujet migratoire fait partie des plus grandes priorités politiques actuelles. En adoptant un point de vue externe, Maman Sambo Sidikou rappelle que la majorité des flux migratoires dans le monde ne les concernent pas et que ces pays ont eux-mêmes organisé la mobilité de dizaines ou de centaines de milliers de travailleurs après la Seconde Guerre mondiale.

Il ne veut pas se prononcer sur les choix des Européens car cela relève de leurs démocraties, mais ces derniers sont perçus par leur voisinage méridional comme profitant des richesses de l'Afrique tout en n'acceptant plus les Africains chez eux. Les relations avec les Européens sont de ce fait perçues comme asymétriques et nuisent à toute coopération apaisée. Les Européens financent l'agence Frontex, que l'ambassadeur surnomme la « version européenne du mur de Donald Trump ». Il juge cette agence comme une erreur diplomatique car elle privilégie le rapport de force à la solution négociée. Cette manière de fonctionner est une leçon de realpolitik dont doit s'inspirer le continent africain. Si les États européens veulent exercer leur souveraineté de cette manière, ils devront accepter que les États africains veuillent en faire de même.

« Que voulons-nous faire ensemble ? Selon quelles priorités et en fonction de quels intérêts ? »

C'est la conversation qu'il promeut et que les deux rives de la Méditerranée doivent initier au plus vite car ce n'est pas le travail de mémoire qui créera des emplois mais les chantiers de coopération et le partage de la prospérité.

### L'INSTRUCTION AU CŒUR DES POLITIQUES PUBLIQUES

Maman Sambo Sidikou débute ce nouveau chapitre en révélant qu'il y a actuellement plus d'étudiantes que d'étudiants dans les pays du Golfe et en Iran. Cette discrète évolution peut laisser imaginer des changements radicaux dans les 2-3 décennies à venir. Il se rappelle alors son arrivée à Kaboul à la demande de l'UNICEF en décembre 2001. A cette époque, après la parenthèse talibane, le gouvernement de Hamid Karzaï souhaitait permettre aux filles et aux enseignantes de retrouver leur place au sein du système éducatif. Il s'agissait également de rattraper le temps perdu, d'améliorer et d'élargir l'accès aux services éducatifs. Vingt ans après, il a vu l'échec collectif des organisations internationales et des interventions militaires, qui ont mené au retour d'un gouvernement Taliban et d'un ordre politique qui nuit aux femmes.

Ce bref récapitulatif amène l'ambassadeur à dire que nous sommes otages de notre Histoire. Les Talibans sont l'avatar moderne des Mujahidins ; ces « combattants de la liberté » sont devenus les adversaires de ceux qui les avaient formés et soutenus.

La leçon qu'il a tiré de ce chapitre de sa carrière est la suivante : quel que soit le temps requis, il faut trouver une solution politique à un conflit.

**« Les interventions humanitaires à durée indéterminée, même bien intentionnées, ne font que complexifier la donne et repousser l'inévitable ».**



## QUEL AVENIR SÉCURITAIRE POUR LE SAHARA ?

L'ambassadeur Sidikou remarque qu'il est issu d'une région du monde, le Sahel, qui a peu fait parler d'elle depuis les années 1970. La vision occidentale, trop souvent condescendante, n'accorde d'attention qu'aux régions où les crises mettent en péril leurs intérêts géostratégiques, économiques ou sécuritaires. Pourtant, peut-être aurait-il été bénéfique de rester loin des radars car l'intérêt médiatique porté par les Occidentaux sur la région a coïncidé avec l'apparition d'une véritable « économie de la prise d'otage ».

Pendant des décennies, le Sahara était une vaste mer de sable qu'il était possible de traverser sans encombre, mais le reflux de terroristes algériens et l'effondrement de la Libye à la suite de l'intervention occidentale ont déstabilisé la région. Pour sauver leurs compatriotes, certains Etats ont consenti au versement de rançons.

Plusieurs millions d'euros ont permis à des groupes criminels de s'équiper et de saper le monologue de la violence légitime reconnu aux Etats. A cet égard le Royaume-Uni a une position parfois jugée inhumaine : ils ne payent aucune rançon pour décourager l'enlèvement de leurs ressortissants en ne leur conférant pas de valeur économique. Cette position stricte est jugée plus cohérente par certains Etats et citoyens africains.

Aujourd'hui, l'armée française n'est plus bienvenue dans une partie du Sahara et la contre-insurrection n'a pas totalement disparu de la bande sahélo-saharienne. Ce bilan collectif marque à la fois l'échec de la politique étrangère de l'Occident et l'incapacité d'une coopération (asymétrique) à trouver des solutions aux défis qu'elle avait choisi de combattre.

## L'ÈRE DU DÉVELOPPEMENT TOUCHE À SA FIN

Maman Sambo Sidikou livre son analyse sur l'évolution de son continent et de la place qu'il occupe dans le monde en tirant parti de son expérience de ministre et de diplomate, de « fonctionnaire international » (ONU et Banque Mondiale), d'employé d'ONG internationale (Save The Children), de chef de missions multinationales de maintien de la paix (ONU et Union africaine) ou de cheville ouvrière d'une institution régionale (G5 SAHEL). Il définit le « développement » comme étant « une discipline conçue par le Nord pour le Sud et qui n'a jamais fonctionné nulle part ».

Le Niger produit de l'uranium, pour lequel il n'a aucun usage, qui met en danger l'environnement et la santé des citoyens et dont les gains économiques sont très modestes. Le sous-sol du Niger est riche tandis que sa population reste pauvre. Il faut désormais trouver des solutions pour résoudre ce paradoxe et c'est au Niger de les trouver car dans un monde compétitif, l'action politique, même humanitaire et bien intentionnée, n'est jamais désintéressée. En outre, l'ambassadeur pense que le logiciel actuel de croissance et de développement est inefficace et obsolète. « Le temps des ONG et des programmes humanitaires semble toucher à sa fin » car leur modeste contribution est déjà dépassée par les demandes liées à la croissance démographique du continent.

Le discrédit actuel de l'Occident en Afrique trouve son origine dans l'opinion publique africaine qui considère que certains Etats du « nord » coopèrent avec des dirigeants parfois illégitimes et mènent, parfois, une politique incohérente et en contradiction avec les valeurs qu'ils entendent imposer quand bon leur semble. En ce qui concerne l'Asie, « son tour viendra » : Maman Sambo Sidikou estime que l'Afrique réalisera bientôt que sa dépendance au commerce de biens manufacturés bon marché empêche l'industrialisation du continent et la création d'emplois. Le continent africain finira, lui aussi, par développer des formes de protectionnisme.

L'Europe est elle aussi dans une dynamique protectionniste après avoir constaté l'ampleur de sa désindustrialisation. Au Sud comme au Nord, les constats sont proches et les défis parfois similaires : endettement chronique, croissance économique en berne, replis identitaires et défiance généralisée. Dans ce contexte, que souhaitons nous construire ensemble ?

## L'HEURE DE MENER UN AGGIORNAMENTO

L'ambassadeur Sidikou constate humblement qu'en Afrique, sa génération a failli à son devoir et doit désormais rendre des comptes à la jeunesse. Elle a continué à appliquer des politiques inefficaces et a échoué à donner aux pays du continent une trajectoire de croissance régulière et une saine répartition de ses gains. Il estime qu'il est temps de mener un inventaire des politiques passées et de mieux réfléchir à celles qui devront remédier à la situation actuelle. Il ne pense pas que la solution soit d'accroître les partenariats avec le Nord, ni de les diversifier en y incluant de nouvelles thématiques. Pour autant, au regard des défis évoqués précédemment, et notamment parce que nos continents ont la Méditerranée « en partage », il convient de travailler de concert. Cependant, cela ne peut faire sens que si les Africains réduisent la nature asymétrique des relations avec le Nord, identifient leurs intérêts, définissent leurs priorités et, enfin, proposent à l'Europe les modalités et les objectifs d'un partenariat plus pertinent et efficace.

Maman Sambo Sidikou décrit les conditions ayant conduit à l'arrivée des forces armées au pouvoir dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest.

Si ces interventions peuvent parfois apparaître comme un recours pour sauver des institutions en péril, les situations d'exception qu'elles créent doivent inviter à la plus grande rigueur. Les constitutions sont formelles : la définition et la mise en œuvre des politiques publiques ne sont pas du ressort de l'armée. Si la France critique certains régimes militaires, d'autres lui semblent dignes d'un maintien ou d'un approfondissement de la coopération. Ce positionnement nourrit les interrogations et les jugements de valeur les moins cléments. De plus, sur le long terme, il nuit à la France car, comme au Sénégal, la volonté populaire finit souvent par triompher.

Le continent africain ne veut pas rompre ses relations avec le Nord mais, pour poursuivre le dialogue, il faudra que les échanges soient équilibrés, francs et lucides. Au vu des relations détériorées entre certains Etats africains et la France, les propos et les comportements de cette dernière sont scrutés avec une exigence sans précédent.

Le nouveau dialogue qu'il appelle de ses vœux mettra nécessairement du temps à émerger. En attendant, l'Afrique continuera à renforcer ses Etats et développer ses initiatives et organisations régionales et continentales afin qu'elles soient en mesure de répondre aux attentes des Africains. Maman Sambo Sidikou termine son allocution en disant qu'il est temps de mettre en valeur le travail (à) accompli(r) sur son continent : le changement a débuté, il est l'œuvre de millions d'africaines et d'africains anonymes qui sont désormais convaincus que le(ur) futur leur appartient.

EMILIE POUCHIN

### IDÉES FORTES :

- Les interventions humanitaires et les programmes de développement deviennent obsolètes et n'apportent aucune solution de long terme.
- L'Afrique doit devenir protectionniste pour protéger ses emplois et ses industries contre le libre-échange mondial.
- Le continent africain développe et renforce ses organisations régionales car c'est sur son sol que doivent se trouver les solutions pour répondre aux besoins des Africains.
- Il est l'heure d'un nouveau dialogue entre Nord et Sud, sur des bases plus lucides et franches, que l'Afrique doit aborder en défendant mieux ses intérêts propres.

# ENJEUX ET BOULEVERSEMENTS TECHNOLOGIQUES



.....p 74

#### Intervenants :

- Bruno Clermont, Consultant chez Faire Face Défense & Aéro Conseil
- Emmanuelle Maitre, Chargée de recherche à la FRS
- Jean-Louis Lozier, Conseiller du Centre des études de sécurité de l'IFRI
- Bruno Tertrais, Directeur adjoint de la FRS
- Stanislas Gourlez de la Motte, Conseiller Marine à Naval Group
- GDA. Etienne Faury, Commandant en second des forces aériennes stratégiques



.....p 79

#### Intervenants :

- Jean-Michel Martinet, Directeur adjoint du département maritime de la FMES
- Karine Tesson, Responsable commerciale France pour le groupe Exail
- CF. Alain Gaborit, Chef conduite des opérations au centre des opérations de la Méditerranée
- François Gelebart, Chargé des enjeux de la connectivité, de la donnée et des systèmes de mission et de commandement
- Arnaud Blanchard, Expert stratégique chez Tekever
- Gaël Scot, Responsable du programme de sécurité intérieure et civile au CNES



.....p 84

#### Intervenants :

- Laura Kayali, Correspondante défense pour POLITICO Europe
- Alexis d'Aboville, Directeur des programmes futurs de Défense d'Ariane Group
- Julien Malizard, Titulaire adjoint de la Chaire Économie de défense de l'IHEDN
- Benoit Rademacher, Directeur adjoint de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire

## DISSUASION FRANÇAISE FACE AUX NOUVELLES MENACES : ENJEUX, DÉFIS ET ÉVOLUTIONS.



**BRUNO CLERMONT**  
FAIRE FACE DÉFENSE &  
AÉRO CONSEIL

**EMMANUELLE MAITRE**  
FRS

**JEAN-LOUIS LOZIER**  
IFRI

**BRUNO TERTRAIS**  
FRS

**STANISLAS  
GOURLEZ DE LA MOTTE**  
NAVAL GROUP

**GDA. ETIENNE FAURY**  
ARMÉE DE L'AIR  
ET DE L'ESPACE

### Modérateur :

Général de corps aérien (2s) Bruno Clermont, Directeur de Faire Face Défense & Aéro Conseil

### Intervenants :

- Emmanuelle Maitre, Chargée de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)
- Vice-amiral d'escadre (2s) Jean-Louis Lozier, Conseiller auprès du Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (IFRI)
- Bruno Tertrais, Directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) et expert associé à l'Institut Montaigne
- Amiral (2s) Stanislas Gourlez de la Motte, Conseiller marine du PDG de Naval Group
- Général de division aérienne Étienne Faury, Commandant en second des forces aériennes stratégiques

## LES ENJEUX OPÉRATIONNELS ET TECHNOLOGIQUES DE LA DISSUASION

Avant d'aborder l'enjeu de l'adaptabilité de la dissuasion française, deux principes guidant une politique de défense intégrant la dissuasion nucléaire ont été définis. Il faut d'abord développer une cohérence, à travers l'articulation des six contrats suivants : politique, stratégique, capacitaire, opérationnel, de soutien et d'activité. Un travail sur le temps long ; nécessitant de bien anticiper, est en outre nécessaire.

Dans un monde où les conflits armés mutent, cette conception de la politique de défense rejoint les enjeux qui entourent la dissuasion nucléaire. Étienne Faury met en exergue la constante amélioration des armements, et rappelle les trois niveaux de crédibilité de la dissuasion. Il faut y ajouter la crédibilité technique et technologique, pour disposer notamment d'armes fonctionnelles à même de percer les défenses adverses. Le dernier niveau est la crédibilité opérationnelle, qui implique de démontrer que les armées sont opérationnelles et possèdent un savoir-faire reconnu et redouté.



## LA PRISE EN COMPTE D'UN ORDRE NUCLÉAIRE GLOBAL EN CONSTANTE ÉVOLUTION

Jean-Louis Lozier déclare que le monde nucléaire est marqué par des évolutions importantes, sans rupture majeure toutefois. Dans le cadre du conflit russo-ukrainien, la Russie, malgré une rhétorique bruyante, a ainsi agi conformément à sa doctrine nucléaire et est restée, en date de cette table-ronde mesurée, même s'il convient de rester vigilant. Le monde nucléaire connaît cependant une évolution substantielle avec l'augmentation rapide des capacités nucléaires de la Chine, qui amènera les États-Unis à devoir faire face pour la première fois simultanément à deux compétiteurs stratégiques nucléaires dans une dizaine d'années.

Dans ce cadre évolutif, la dissuasion nucléaire française doit faire face à trois enjeux. Le premier est le maintien de la crédibilité, en particulier technique. La France doit être apte à à entretenir, voire à rebâtir, un outil industriel efficace s'adaptant aux nouvelles technologies, ce qui implique de relever, de façon continue, le défi du maintien de la compétence de nos ingénieurs et techniciens. Le second enjeu d'ordre politique et stratégique est de bien expliciter, dans le cadre national mais également à nos alliés, la dimension européenne dans laquelle la dissuasion française s'inscrit. Le dernier est celui de l'éthique. Celui-ci existe certes depuis l'origine de l'arme nucléaire mais est aujourd'hui encore plus prégnant pour deux raisons : la massification de l'information, et son corollaire celui de la désinformation, et d'autre part une pression potentielle en provenance des États signataires du TIAN (Traité d'interdiction des armes nucléaires), pression qui peut affecter les démocraties davantage que les États autoritaires et totalitaires.

Face à cette redéfinition des rapports internationaux, Emmanuelle Maitre précise que l'adaptabilité de la dissuasion nucléaire française nécessite de prendre en compte un ordre nucléaire global. Celui-ci comprend un changement de paradigme quant à la maîtrise des armements, puisqu'une hausse des arsenaux nucléaires est observée pour la première fois depuis les années 1980. Les accords issus de la fin de la guerre froide ont soit en difficulté, soit abolis ; il n'y donc plus de réelles limites quantitatives et qualitatives quant aux types d'armes à produire, voire à utiliser en vue des conflits émergents. Pour s'inscrire dans cet ordre nucléaire global, il faudrait être capable de déterminer à quel point les mesures de retenue unilatérale semblent être la manière la plus adaptée pour apporter de la stabilité dans un monde dépourvu d'accords globaux contraignants juridiquement. Ce, tout en maintenant une certaine cohérence entre deux idées contraires. D'une part, la résilience des principes inscrits notamment dans le TNP (traité de non-prolifération nucléaire) celui du désarmement nucléaire en particulier et certaines autres obligations comme l'interdiction d'essais nucléaires et de production de matières fissiles. D'autre part, l'existence de tensions fortes entre des États favorables à la dissuasion et d'autres opposés à cette doctrine de sécurité.

## LA RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE COMPLEXE ENTRE FORCES CONVENTIONNELLES ET NUCLÉAIRES

En France, la dissuasion nucléaire est renforcée par sa complémentarité avec les forces conventionnelles. C'est ce que Jean-Louis Lozier appelle la « manœuvre dissuasive ». Bruno Clermont, se référant au discours prononcé le 7 février 2020 par le président de la République indiquant que « notre stratégie de défense est un tout cohérent : forces conventionnelles et forces nucléaires s'y épaulent en permanence. Dès lors que nos intérêts vitaux sont susceptibles d'être menacés, la manœuvre militaire conventionnelle peut s'inscrire dans l'exercice de la dissuasion.<sup>1</sup> » le juxtapose à la doctrine française traditionnelle de la stricte suffisance<sup>2</sup>. Dès lors, ce lien entre les forces nucléaires et les forces conventionnelles nécessite de déterminer si ces dernières, amenées à épauler la dissuasion nucléaire, sont adaptées à cette doctrine de la stricte suffisance.

<sup>1</sup> Déclaration du président Emmanuel Macron sur la stratégie de défense et de dissuasion à Paris, le 07/02/2020

<sup>2</sup> Doctrine selon laquelle la France s'est engagée à réduire son arsenal nucléaire jusqu'au volume minimal compatible avec son contexte stratégique.

À cet égard, Bruno Tertrais précise la différence de la dissuasion conventionnelle par rapport au nucléaire. La dissuasion conventionnelle correspond à une dissuasion par interdiction plutôt que par représailles, tandis que la dissuasion nucléaire fonctionne, à l'inverse, par menace de représailles davantage que par promesse d'interdiction. De surcroît, pour définir la suffisance des normes conventionnelles, il faudrait définir au préalable dans quels cas la dissuasion conventionnelle est censée intervenir.

Bruno Tertrais distingue trois angles possibles de dissuasion conventionnelle. D'abord, il y a la dissuasion au-dessus du seuil nucléaire, reposant sur l'idée fantasmagique d'une substitution de la dissuasion conventionnelle à la dissuasion nucléaire dans le but d'éviter la guerre majeure, « la grande guerre », sur son propre sol. Cette dissuasion militaire classique, ad bellum, ne fonctionne pas car l'attaquant censé être dissuadé croit généralement pouvoir contourner l'interdiction. En deuxième lieu, il cite la dissuasion conventionnelle autour du seuil qui recherche à élever le seuil nucléaire face à une menace totale pour retarder l'emploi de l'arme nucléaire. Cette dissuasion autour du seuil pose un problème de coût et finit par rendre compte que la dissuasion conventionnelle fait moins peur qu'une dissuasion nucléaire qui fonctionne en partie par la raison mais aussi par l'émotion.



Celle-ci dispose d'une part d'irrationalité qui lui permet de dissuader concrètement. Cette deuxième dimension autour du seuil nucléaire revient dans le débat dans le cadre de la guerre en Ukraine où se pose la question de savoir comment dissuader la Russie d'envisager l'option d'un signal nucléaire. Le dernier angle est celui de la dissuasion conventionnelle sous le seuil nucléaire, in bello. Néanmoins, cette troisième dimension nécessite d'être constamment rétablie et l'idée d'appliquer les codes de la dissuasion nucléaire à celle conventionnelle ne fonctionne pas car les forces classiques sont engagées en permanence<sup>3</sup>.

## LA DOCTRINE DE STRICTE SUFFISANCE AU DÉFI DE LA HAUSSE DU NIVEAU DE CONFLICTUALITÉ

Au-delà du rapport entre dissuasion conventionnelle et dissuasion nucléaire, la doctrine française de l'épaulement des forces nucléaires par les forces conventionnelles appelle à questionner la suffisance de ces forces conventionnelles. Il est nécessaire de rappeler en ce sens la diminution du nombre d'armements conventionnels, tels que les chars de bataille, les avions de chasse et les canons. Dès lors, se pose la question de la suffisance de la loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030, dont le budget est de 413 milliards d'euros, en vue d'un épaulement adapté des forces nucléaires.

À cet égard, Jean-Louis Lozier souligne que la première complémentarité des forces conventionnelles et nucléaires se fait par la participation des forces conventionnelles au raid nucléaire pour la composante aéroportée, et dans la capacité à protéger et assurer la lutte anti sous-marine dans les atterrages. Ces forces conventionnelles doivent par ailleurs continuellement assurer la protection des sites et des centres décisionnels nucléaires.

Concernant les perspectives sur le format de l'Armée, ses effectifs et ses armements, Étienne Faury rend compte d'une perspective historique en expliquant que le format de l'armée française tel qu'il est aujourd'hui, composé d'environ 200 chars de combat, 185 avions de combat multi rôles et 15 frégates a été décidé dans le cadre de la loi de programmation militaire de 2014 (c'est-à-dire avant la guerre en Ukraine).

<sup>3</sup> Remarque hors panel : il peut y avoir des cas où une menace d'attaque conventionnelle sur une cible nationale importante mais non vitale, impossible à interdire par les seuls moyens de protection, nécessiterait une dissuasion par menace de représailles conventionnelles. Forme de dissuasion sous le seuil nucléaire.



Par extension, il met en avant que l'engagement politique pour re-doter la défense au regard des circonstances internationales est extraordinaire à travers les deux lois de programmation militaire, dont l'une est pour la réparation et l'autre pour le développement des capacités.

Néanmoins, il est indispensable de relativiser cet engagement au regard de l'environnement dans lequel les armées évoluent, particulièrement en prenant en compte les conséquences qu'aurait l'engagement de 185 avions de combat devenus polyvalents par une mutualisation des armements. Lors d'un conflit de haute intensité, il faut toutefois être en mesure d'assurer différentes missions en même temps. Le format des armées tel qu'il existe n'est donc pas cohérent au regard du niveau de conflictualité auquel elles font face, notamment avec l'émergence de nouveaux acteurs comme la Chine.

Cette réflexion rend notamment compte d'une remarque émise par Bruno Tertrais, selon lequel les enjeux contemporains ne tournent plus seulement autour du lien entre dissuasion conventionnelle et nucléaire, mais aussi autour des nouvelles technologies cyber et spatiales qui modifient l'environnement des conflits par rapport à celui de la Guerre froide.



Cependant, contrairement à Bruno Tertrais, selon qui tout engagement armé est choisi, Étienne Faury considère que ce phénomène de cumul des missions auquel l'armée n'est pas adaptée, est complexifié par le fait qu'un pays ne choisit pas nécessairement ses engagements. Il considère par ailleurs qu'il faut être apte à agir dès les premiers instants lorsqu'une guerre éclate, afin d'endiguer une invasion ou d'entraver les forces adverses. Toutes les capacités de renseignement et les forces mobilisées ne pourront alors pas être engagées en même temps pour assurer la dissuasion.

Dans le cadre de la manœuvre dissuasive, Jean-Louis Lozier évoque une réflexion sur l'avertissement conventionnel marquant la détermination du Président de la République, et lui permettant d'éviter, selon les circonstances, d'être le premier à rompre le tabou de l'emploi de l'arme nucléaire. À cet égard, Bruno Tertrais considère un manque de réflexion sur la conception du signal pré-nucléaire, distinguant précisément l'avertissement conventionnel de l'ultime avertissement. Le premier correspondrait à une démonstration de capacités comme lors de la mission Hamilton, un raid en Syrie en 2018 où il s'agissait d'une démonstration et d'un avertissement car les intérêts vitaux n'étaient pas atteints. Tandis qu'user d'un ultime avertissement conventionnel serait susceptible d'affaiblir la dissuasion nucléaire.

## LA DISSUASION NUCLÉAIRE À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

La question de la dissuasion française soulève la problématique de sa dimension, notamment au regard du discours d'Emmanuel Macron prononcé en février 2020, selon lequel les intérêts vitaux de la France ont une dimension européenne.

À ce sujet, Emmanuel Maître rappelle que la dimension européenne de la dissuasion nucléaire française est un sujet ancien qui s'est renforcé avec l'évolution de l'intégration européenne. Cet enjeu de conférer une dimension européenne à la dissuasion nucléaire suscite de vifs débats, notamment la critique selon laquelle l'exclusivité nucléaire de la France au sein du Vieux Continent serait atténuée ou encore que cela amputerait l'influence française dans le monde comme au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Assurément, au regard des liens créés à travers l'intégration européenne (le marché intérieur, espace Schengen), les intérêts vitaux de la France s'étendent à l'Europe continentale. Ainsi, la dissuasion française peut contribuer à dissuader d'attaquer des partenaires européens. C'est notamment pour cela que cette ancienne question d'une dimension européenne de la dissuasion nucléaire française s'est exprimée avec davantage de force sous la présidence d'Emmanuel Macron. D'une part, la protection des intérêts vitaux à dimension européenne s'est à nouveau posée à cause du retour des conflits armés en Europe.

D'autre part, les partenaires européens sont inquiets quant à la stabilité du partenariat transatlantique, en raison d'un potentiel retour de Donald Trump aux responsabilités et de ses positions vis-à-vis de l'OTAN et de la guerre russo-ukrainienne.

## LA QUESTION DE L'INDÉPENDANCE INDUSTRIELLE DE LA DÉFENSE EUROPÉENNE

Par prolongement, cette question de l'europanisation de la dissuasion nucléaire a amené le président de la République française à questionner la politique de défense en Europe, en soulevant l'idée d'une forme de spécialisation des acteurs européens. Cela signifie, selon Emmanuelle Maitre, une répartition des compétences et non un partage. Elle précise d'ailleurs que cette dimension européenne ne concerne pas uniquement l'Union européenne mais le continent européen dans sa dimension la plus large. Ceci est un élément essentiel dans le cadre des Rencontres Stratégiques qui appellent à s'interroger sur les rapports entre les rives de la Méditerranée dans leur acception la plus large possible.

Dès lors, Bruno Clermont met en exergue qu'une telle réflexion à l'égard de la dissuasion nucléaire interroge sur la perspective d'établir une Europe de la défense autonome ayant pour socle l'atout le nucléaire français. Cependant, cette construction interroge par la même occasion le rapport que veulent entretenir les pays européens au parapluie nucléaire américain. Bruno Tertrais tient à préciser que l'Europe de la défense ne remplacera pas l'OTAN. Cela consiste davantage à ce que les européens renforcent leur capacité à agir ensemble pour promouvoir leurs intérêts. Sachant qu'il pourrait s'agir de la zone géographique européenne au sens large, il faut intégrer à la réflexion le sujet de l'imbrication de la puissance nucléaire britannique.

S'agissant des enjeux européens en matière de défense, Stanislas Gourlez de Lamotte souligne qu'il faut tenir compte de la question de la dimension industrielle du sujet. La majorité des États européens se fournissent auprès des États-Unis en termes d'armements, ce qui implique une certaine dépendance à leur égard.

Il serait par ailleurs pertinent d'interroger cet enjeu industriel de façon multisectorielle, en y intégrant l'industrie au sens strict, autant que les données numériques qui y sont liées. Dès lors, la construction de la défense européenne doit nécessairement s'accompagner du développement d'une industrie plurielle et souveraine.

Cet enjeu d'industrie européenne de la défense est source de tensions entre l'Allemagne et la France. À cet égard, Bruno Clermont souligne la vision négative qu'a la France de la défense antimissile allemande, qui utilise des armes américaines et israéliennes. Au regard de la prolifération des missiles balistiques, désormais utilisés par des acteurs non étatiques tels que les Houthis, les défenses antimissiles permettant de protéger un pays s'avèrent majeures. Il devient dès lors primordial de bâtir une industrie indépendante capable d'en produire. D'autant plus que de telles défenses obligerait les agresseurs à élever leur niveau d'attaque à un tel point qu'elles seraient détectables, ce qui permettrait d'intervenir et d'accroître l'effectivité de la dissuasion. Bruno Tertrais précise d'ailleurs qu'une telle évolution de la dimension européenne de défense est amenée à se faire au regard du renouveau des guerres, mais aussi de l'avènement d'essaims de drones bombardiers qui seront bientôt alignés par l'intelligence artificielle.

ELLIOTT BELL

### IDÉES FORTES :

- La dissuasion française nécessite d'articuler une crédibilité opérationnelle et technologique.
- La dissuasion française sera efficace par un épaulement suffisant des forces nucléaires par les forces conventionnelles.
- Les nouvelles menaces en matière de défense se matérialisent à travers l'émergence de nouveaux acteurs coopératifs (sud-sud) et la massification de l'information.
- L'assise de la dissuasion se fera par une position claire sur l'europanisation ou non du nucléaire français.
- La dimension européenne de la dissuasion française interroge la question de l'autonomie stratégique de l'Europe et la redéfinition de la coopération au sein de l'OTAN.

## SURVEILLANCE MARITIME : QUELLES MENACES ? QUELLES OPPORTUNITÉS ?



### Modérateur :

Jean-Michel Martinet – Directeur adjoint au sein du département maritime de la FMES

### Intervenants :

- Karine Tesson, Responsable commerciale France pour Exail
- Capitaine de frégate Alain Gaborit, Chef conduite des opérations au Centre des opérations de la Méditerranée
- Gaël Scott, Responsable des programmes de sécurité intérieure et civile et des services en orbite au Centre national des études spatiales (CNES)
- Arnaud Blanchard, Expert stratégique pour CLS et pour la filiale française de TEKEVER

La surveillance maritime représente aujourd'hui un enjeu crucial pour la sécurité et la souveraineté des États. Elle doit permettre de défendre de nos approches maritimes, protéger les personnes, les biens et les infrastructures situées sur le littoral, sécuriser les réseaux sous-marins de communication, préserver les ressources naturelles des espaces maritimes.

Sur lesquels s'exercent des menaces multiples comme le terrorisme, la prolifération des trafics illicites, l'immigration clandestine, l'espionnage économique, ou les stratégies hybrides.

Le développement de nouvelles technologies, comme les drones et les satellites, offre des opportunités sans précédent pour renforcer cette surveillance, mais ces systèmes ne couvrent pas tous les espaces. L'innovation technologique connaît par ailleurs une dynamique sans précédent et ce qui est, ou

pourrait être permis par les progrès de l'intelligence artificielle au service de l'exploitation de la donnée collectée est un changement majeur.

La façon de surveiller les espaces maritimes doit donc pouvoir bénéficier des progrès technologiques de tous ses systèmes par définition complémentaires ayant chacun avec des forces et des faiblesses différentes. Mais comment en tirer le meilleur parti, quels arbitrages faire, notamment pour des contraintes de coûts ?

## LES ENJEUX DE LA SURVEILLANCE MARITIME ET L'ÉVOLUTION DES MENACES

Les menaces maritimes se sont considérablement diversifiées au cours des dernières décennies. Au-delà des menaces classiques, telles que la piraterie et le trafic de drogue, de nouveaux défis émergent, liés à l'instabilité géopolitique et aux conflits hybrides. La piraterie, par exemple, reste un problème persistant dans certaines régions, notamment dans le Golfe de Guinée, qui représente 90 % des incidents de piraterie recensés dans le monde. Les gouvernements doivent aussi faire face à des menaces terroristes, comme en témoigne l'attaque contre le destroyer USS Cole en 2000.

Il est nécessaire d'être capable d'y surveiller non seulement les navires militaires, mais également les activités illégales susceptibles d'y proliférer.

Alain Gaborit rappelle l'importance de la sécurité des installations sensibles, telles que les ports, les bases navales et les sites éoliens offshore. Ces infrastructures sont des cibles potentielles pour des attaques terroristes ou des opérations clandestines. Par conséquent, la sécurité des ports et des installations fixes exige une vigilance constante, renforcée par des moyens technologiques modernes capables de détecter et d'identifier les menaces en temps réel.



Il est également important pour le préfet maritime d'assurer plusieurs autres missions civiles. Le sauvetage en mer, la protection de l'environnement, la lutte contre la pêche illégale et l'immigration clandestine nécessitent ainsi des dispositifs de surveillance adaptés. La surveillance des zones économiques exclusives (ZEE) est aussi cruciale pour préserver les ressources halieutiques et empêcher leur exploitation abusive.

En outre, la coordination avec les pays voisins, comme l'Italie et l'Espagne, est indispensable pour gérer efficacement les flux migratoires et les risques environnementaux dans la Méditerranée.

## LES DRONES, UNE RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE POUR LA SURVEILLANCE MARITIME

L'introduction des drones dans les opérations de surveillance maritime constitue une avancée majeure car ils offrent une surveillance quasi-permanente des océans, permettant de couvrir des zones étendues sans s'arrêter, contrairement aux équipes humaines. Ces drones complètent les moyens traditionnels en améliorant la capacité de détection des menaces et réduisant les délais de réaction, sans pour autant les remplacer.

Les drones navals sont essentiels dans la surveillance des pipelines sous-marins, des câbles de télécommunications et d'autres infrastructures critiques. En 2022, une série d'attaques contre des pipelines en mer a mis en lumière la vulnérabilité de ces installations. Le rôle des drones s'est accru dans la détection de ce type de menaces, renforçant la capacité des États à protéger leurs infrastructures stratégiques.

Selon Karine Tesson, deux grands constats se dessinent aujourd'hui. D'une part, les technologies des drones ont beaucoup évolué ces dernières années, offrant des solutions de plus en plus performantes. D'autre part, les menaces maritimes se sont diversifiées et l'intensité des attaques est croissante. Que ce soit dans la surveillance des côtes, la lutte contre le terrorisme ou la protection des ressources naturelles, les drones navals jouent un rôle clé dans la détection des menaces et permettent d'y apporter une réponse appropriée la plus rapidement possible.



Pour les drones aériens, plusieurs catégories de drones sont à distinguer selon leurs spécificités techniques. Les drones à voilure tournante sont souvent utilisés pour la surveillance des zones proches des côtes. Ils offrent une grande flexibilité, mais leur autonomie est limitée. Les drones à voilure fixe, en revanche, ont une plus grande endurance et peuvent être utilisés pour des missions plus éloignées. Enfin, les drones hybrides VTOL<sup>1</sup> combinent les avantages des deux premiers types, avec une grande flexibilité et une autonomie relativement longue.

Les drones peuvent également jouer également un rôle clé dans les missions de sauvetage en mer. Leur capacité à repérer rapidement des navires en détresse ou à surveiller les zones de trafic intense, comme les routes migratoires en Méditerranée, en fait des outils indispensables pour les garde-côtes. Ces missions s'effectuent en complément des autres moyens aériens et maritimes, offrant une couverture étendue des zones à risque.

Cependant, ces technologies font face à de nouveaux défis, comme le GNSS Denial, une technique de brouillage des signaux de navigation par satellite, qui rend les drones incapables de se localiser avec précision. Cette menace est particulièrement utilisée dans des zones de conflit, comme en Ukraine, où le brouillage des signaux GPS perturbe l'efficacité des drones. Pour contrer cette menace, Arnaud Blanchard explique qu'il est nécessaire de développer des solutions alternatives de localisation, telles que la triangulation radar ou l'utilisation de capteurs optiques avancés.

## DONT L'USAGE POURRAIT ÊTRE RALENTI PAR DES FREINS ADMINISTRATIFS

L'usage croissant des drones de surveillance maritime s'accompagne de défis juridiques et réglementaires. En mai 2024, la France a adopté un décret encadrant l'utilisation des drones navals, établissant un cadre juridique pour leur emploi dans les eaux françaises. Ce cadre réglementaire, bien que nécessaire, introduit des contraintes supplémentaires, notamment en ce qui concerne la formation des pilotes de drones et les critères de certification des drones eux-mêmes, parfois antinomique d'un usage militaire.

<sup>1</sup> Vertical Take-Off and Landing



Dans le domaine aérien, les drones sont soumis à des restrictions de vol lorsqu'ils opèrent dans des espaces aériens partagés. Celles-ci sont imposées par les autorités de l'aviation civile et visent à éviter les collisions avec d'autres aéronefs, mais elles sont souvent perçues comme un frein au développement de l'usage des drones aériens.

## L'IRRUPTION D'ACTEURS PRIVÉS DU NEWSPACE QUI ACCROÎT LES POSSIBILITÉS DU SATELLITE AU SERVICE DE LA SURVEILLANCE MARITIME

Les satellites sont un autre outil essentiel pour la surveillance des océans car ils assurent une surveillance continue et une couverture mondiale. Les satellites offrent une vue d'ensemble des océans, capturant des données à une échelle impossible à atteindre pour des systèmes terrestres ou aériens. Les capteurs radars et optique infrarouge permettent une observation jour et nuit, dans toutes les conditions météorologiques, ce qui est particulièrement utile pour surveiller des zones où les drones ou les navires ne peuvent pas intervenir immédiatement.

Les satellites jouent un rôle clé dans la surveillance des activités illégales, telles que la pêche non déclarée ou les rejets polluants en mer. Les satellites peuvent repérer les navires qui désactivent leurs systèmes d'identification automatique des navires (AIS) pour échapper à la surveillance. En 2023, la surveillance par satellites a permis de détecter une pêche illégale massive dans l'Atlantique sud, permettant aux autorités de saisir plusieurs tonnes de poisson capturé illégalement.

Le radar spatial est particulièrement efficace pour surveiller des zones maritimes étendues sous tous types de conditions, qu'il s'agisse de repérer des objets en mouvement ou de surveiller les changements de l'environnement marin. Les satellites permettent ainsi de détecter des fuites de pétrole ou des rejets chimiques dans des zones où la surveillance maritime traditionnelle serait limitée.

Cependant, comme le note Gaël Scott, la réactivité des systèmes satellitaires reste un défi. Si les satellites peuvent capturer des images précises, le temps nécessaire pour analyser et envoyer ces informations aux équipes sur le terrain peut compromettre l'efficacité de la réponse. Le New Space, avec ses acteurs privés, comme la société française Prométhée, vise à combler cette lacune en développant des constellations de petits satellites capables de fournir des données en temps réel. Ces nouvelles entreprises offrent une flexibilité et une rapidité accrues, permettant de répondre plus efficacement aux menaces maritimes.

### LA GESTION DES DONNÉES ET L'INTÉGRATION DES SYSTÈMES DE COMMANDEMENT

Mais pour tirer le meilleur parti de ses capteurs, l'enjeu majeur est la gestion des données. La collecte massive d'informations provenant des drones, des satellites, des radars, et des navires de surveillance, crée une telle quantité de données qu'il devient difficile de les traiter et les exploiter efficacement. Les systèmes de commandement et contrôle (C2) jouent ici un rôle central en centralisant les données et en permettant une prise de décision rapide.

L'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) permet d'automatiser une partie de l'analyse des données en identifiant les menaces et en filtrant les informations non pertinentes. Cependant, l'intégration de ces technologies dans les systèmes de commandement existants reste un défi. La Marine nationale a par exemple commencé à expérimenter des outils d'IA pour la surveillance des ports, mais il reste à former les opérateurs à l'utilisation de ces systèmes.

La coordination entre les différentes administrations est également un enjeu critique. Comme l'explique Alain Gaborit, chaque administration utilise des systèmes d'information distincts, ce qui complique la centralisation et l'échange des données. En 2004, la France a créé une cellule de coordination de l'information maritime, mais des progrès restent à faire pour améliorer l'échange d'informations entre les différents acteurs. La standardisation des protocoles de communication entre les systèmes est donc une priorité pour garantir une surveillance maritime fluide et efficace.



### CONCLUSION : LE BESOIN D'UNE STRATÉGIE GLOBALE DE SURVEILLANCE MARITIME

Face aux menaces multiples que sont le terrorisme, la prolifération des trafics illicites, l'immigration clandestine, les activistes de toutes origines impactant la sûreté et les stratégies hybrides de compétiteurs étatiques, mais également pour répondre aux impératifs de sécurité maritime et de protection de l'environnement marin, l'emploi étendu de drones, de satellites et les progrès de l'IA pour gérer des flux massifs de données, apportent des solutions nouvelles déjà partiellement prises en compte.

Mais les autorités en charge de la surveillance maritime sont encore loin de disposer d'un outil intégré d'aide à la décision, s'appuyant sur l'intelligence artificielle, pour fusionner l'information provenant de sources multi capteurs, détecter les événements anormaux, classer les menaces.

L'évolution technologique rapide nécessite une approche holistique qui implique non seulement des choix technologiques judicieux, mais aussi une transformation des processus, de la culture organisationnelle et la levée de certains freins juridiques ou simplement d'habitudes opérationnelles. C'est un défi complexe qui requiert une vision stratégique à long terme et une capacité d'adaptation continue.

Les pistes sont tracées. C'est à ce prix qu'un principe essentiel guidant les pouvoirs publics dans le domaine de la sûreté maritime et portuaire « Savoir pour anticiper et alerter » pourra bénéficier pleinement du dynamisme de l'innovation dynamique qui constitue un levier majeur d'efficacité des systèmes de surveillance maritime.

MACHA TOUSTOU

### IDÉES FORTES :

- Les menaces maritimes s'intensifient avec la piraterie, le terrorisme et les attaques contre des infrastructures critiques.
- La surveillance maritime est devenue un enjeu stratégique pour la sécurité des États et la protection des ressources.
- Les drones et satellites révolutionnent la surveillance maritime, mais posent aussi des défis techniques et juridiques dont celui de la gestion de la donnée
- L'évolution technologique rapide nécessite une approche holistique qui implique non seulement des choix technologiques judicieux, mais aussi une vision stratégique à long terme, qui fait encore défaut, et une capacité d'adaptation continue.



## ÉCONOMIE DE GUERRE ET RÉINDUSTRIALISATION : QUELLES IMPLICATIONS POUR L'INDUSTRIE DE DÉFENSE FACE AU RETOUR DES CONFLITS DE HAUTE INTENSITÉ ?



**LAURA KAYALI**  
POLITICO



**ALEXIS D'ABOVILLE**  
ARIANE GROUP



**JULIEN MALIZARD**  
IHEDN



**BENOÏT RADEMACHER**  
IRSEM

### Modérateur :

Laura Kayali, Correspondante défense pour Politico EUROPE

### Intervenants :

- Alexis D'Aboville, Directeur des programmes futurs de Défense au sein d'ArianeGroup
- Julien Malizard, Titulaire adjoint de la Chaire Économie de défense de l'IHEDN
- Benoît Rademacher, Directeur adjoint de l'IRSEM

En juin 2022, plusieurs mois après le début de la guerre en Ukraine, le Président de la République Emmanuel Macron fit un discours à Eurosatory où il affirma que la France devait entrer en « économie de guerre ».

Cette déclaration s'inscrit dans un contexte international marqué par la réalité du conflit russo-ukrainien ainsi qu'à son enlisement déjouant alors tous les pronostics d'une guerre éclair rapidement gagnée par la Russie. La conflictualité à haute intensité est alors bel et bien de retour sur le continent européen et il apparaît alors crucial de se réarmer alors que la guerre est à la porte de l'Europe ; entraînant dans son sillage de nombreuses répercussions sur l'industrie de défense.

Par cette déclaration, le président Emmanuel Macron insiste sur une nouvelle dynamique que les industriels de défense doivent prendre en compte à travers deux leviers : une plus grande productivité et la réalisation de coûts d'échelle. Pourtant, face aux réalités des grands acteurs de l'industrie de défense française et européenne, cette notion « d'économie de guerre » semble déconnectée de leur réalité économique, financière et conceptuelle. Laura Kayali met ainsi en exergue les paradoxes inhérents à la mise en place d'une économie de guerre en France au XXIème siècle ainsi que le rôle prépondérant que jouent les grands industriels français de la défense.



### LE RÉARMEMENT DE LA FRANCE : UN EFFORT DE GUERRE PLUS QU'UNE ÉCONOMIE DE GUERRE

Julien Malizard se place dans une perspective historique et démontre qu'une économie de guerre a toujours représenté des efforts au-delà de 30 à 40% du PIB alloué à la défense, avec une priorisation du marché de l'armement sur le marché civil. Il considère que l'Ukraine est en économie de guerre, tandis que la France, atteignant difficilement un taux de 2% de son PIB consacré à la défense, ne s'y apparente pas. C'est pourquoi, il ouvre la réflexion sur l'idée d'une « économie de guerre froide » dans le cadre de laquelle il y aurait une impulsion politique ainsi qu'un réel effort industriel et d'adaptation des armements (notamment le développement des drones et des munition rôdeuse<sup>1</sup>) afin de préparer une guerre de haute intensité.

De la même manière, Benoît Rademacher souligne le fait que la France n'est actuellement pas en économie de guerre. D'une part, car les moyens alloués à l'armement lors de la Première Guerre mondiale relevaient d'une autre dimension et d'autre part, car il considère que la situation actuelle est davantage liée à un changement d'environnement stratégique, pris en compte précisément depuis la loi de programmation militaire (LPM) de 2019. La conscience d'un risque avéré de basculement dans un conflit de haute intensité se traduit par un effort à travers les 15 milliards d'euros de la loi de programmation militaire de 2024-2030. Benoît Rademacher préfère l'utilisation du terme « économie de réarmement » plutôt que celle d'« économie de guerre ».

La France serait en effort de guerre plutôt qu'en économie de guerre, car cette dernière ne se résume pas simplement à la production industrielle.

Malgré une hausse de la production de la défense, l'économie de guerre doit également signifier une planification et une accélération de l'innovation. Benoît Rademacher souligne néanmoins une évolution au sein du ministère des Armées avec des prises d'initiatives en ce sens, notamment illustrées par le programme de missiles hypersoniques, lancé sans avoir de but de développement pour un système opérationnel. Par ailleurs, une économie de guerre nécessite, afin que la Base industrielle et technologique de défense (BITD) y soit prête, une capacité d'anticipation stratégique sur toute la chaîne. Cela implique une anticipation de la production autant que de la qualification du capital humain (formation de techniciens, d'ingénieurs et d'ouvriers spécialisés).

### UN RETOUR D'EXPÉRIENCE DE LA GUERRE EN UKRAÏNE POUR L'ANTICIPATION DES CONFLITS ARMÉS DE DEMAIN

Laura Kayali rebondit sur cette remise en cause de l'expression d'« économie de guerre » et interroge les intervenants pour savoir quels sont les enseignements à tirer du conflit en Ukraine.

Selon Alexis D'Aboville, le principal enseignement du conflit russo-ukrainien est l'agilité nécessaire dans les systèmes d'armées, particulièrement au regard de la multiplication des drones et de la diversification de leurs modèles, impliquant d'établir des contres-mesures de façon adaptée et démultipliée. Ces éléments sont à considérer dans le cadre d'une nécessaire capacité d'adaptation technologique et tactique, notamment au regard de l'absence de supériorité aérienne.

Parmi les efforts à fournir, l'une des principales priorités est de disposer de capacités de frappes à longue portée, notamment de frappes à portée opérative (au-delà de 500 kilomètres), ce dont est capable l'armée russe. Cette garantie apparaît particulièrement importante pour les pays d'Europe centrale afin de sécuriser leur territoire vis-à-vis de la Russie. À cela, Julien Malizard précise qu'il faut une complémentarité dans les systèmes d'armement, c'est-à-dire des capacités à longue portée mais aussi des systèmes d'armes classiques, parfois longs à produire, mais qui ne peuvent pas être remplacés.

<sup>1</sup> Les munitions rôdeuses peuvent prendre la forme d'un drone armé (de type quadricoptère), d'un hélicoptère, d'un missile doté d'ailes, voire d'un sous-marin entièrement autonome. Certains explosent sur leur cible, on les appelle alors «drones kamikazes».

## UNE DÉFINITION DES RÔLES DES GRANDS GROUPES INDUSTRIELS ET DES START-UP FACE À DES CONFLITS MULTIDIMENSIONNELS

La question de l'effort de guerre amène à s'interroger sur la place des industriels de défense dans un contexte de retour de la guerre à haute intensité mais également de la place à accorder aux start-ups par rapport aux grandes entreprises de défense.

À cet égard, Benoît Rademacher précise que ces deux types d'acteurs sont indispensables pour une industrie de l'armement opérationnelle et innovante mais qu'ils ne tiennent pas le même rôle. Il insiste notamment sur la capacité des grands groupes à construire des systèmes d'armes complexes ; des projets pour lesquels ils dépendent de start-up, mais qui ne peuvent pas être menés par elles. Il souligne néanmoins l'importance des start-up en ce qui concerne des questions opérationnelles moins complexes et pour l'agilité qu'elles apportent au système industriel dans son ensemble. Par exemple, dans le cadre du conflit russo-ukrainien, il observe une combinaison de services d'imageries fournis par des sociétés de services tel que Maxar, permettant de la géolocalisation d'éléments russes, par des initiatives civiles comme Starlink, ou encore par des grands groupes, notamment les moyens associés aux canons CAESAR. Le domaine des drones illustre également le rôle majeur des start-ups par la souplesse et la réactivité qu'elles apportent dans un système industriel lourd et complexe.



2 Discours d'Emmanuel Macron lors de l'inauguration du salon Eurosatory 2022, le 13/06/2022.

## UNE MULTIPLICITÉ D'OBSTACLES ENTRAVANT L'EFFICACITÉ DES INDUSTRIELS

Parmi les obstacles auxquels font face les industriels, un cadre normatif excessivement rigide tend à limiter la pleine efficacité des industriels de l'armement. À cet égard, Laura Kayali interroge la pertinence des normes civiles imposées aux armements, particulièrement dans un contexte où le cycle innovation-test-production doit être efficace. Selon Julien Malizard, il y a un paradoxe entre d'une part le discours du président de la République à Eurosatory<sup>2</sup> qui amène la question de la révision de l'environnement normatif pour l'assouplir et améliorer l'efficacité de la production ainsi que sa structure de coût, et d'autre part les dispositions de la loi de programmation militaire. Cette dernière impose assurément aux industriels de stocker afin de prévoir le cas où il faudrait augmenter les cadences de production. Cela interroge sur l'intervention de l'État, qui régule un marché lié à la commande publique mais impose des contraintes de coûts pour les industriels, notamment car il leur est demandé de stocker en vue d'un futur potentiel achat ou de débouchés par l'exportation, ce qui complexifie cette structure de coûts.



À cela, s'ajoute une superposition des contraintes normatives avec une superposition des normes nationales et européennes, dont l'évolution parfois rapide est une difficulté supplémentaire. Le cas représentatif du règlement REACH a été pris comme exemple en la matière. Il s'agit d'un règlement européen qui vise à recenser, évaluer et contrôler les substances chimiques fabriquées, importées et mises sur le marché européen. Ce règlement européen est un obstacle normatif quotidien pour les industriels qui permet l'introduction d'une norme interdisant un produit chimique ou une façon de le traiter alors même qu'il n'y a aucun produit de substitution.



## LES ENJEUX EUROPÉENS D'UNE COOPÉRATION INDUSTRIELLE MILITAIRE

Le débat sur la sécurité de l'Europe est ancien et rappelle l'enjeu de la dépendance aux États-Unis. En effet, rappelant la matérialisation de la défense européenne à travers la création de l'OTAN à la sortie de la deuxième guerre mondiale, Benoît Rademacher expose les stratégies d'acquisition des pays européens achetant majoritairement du matériel d'armement américain. Pour autant, il souligne la particularité française, puissance nucléaire à la politique de défense gaullienne, dont le modèle d'armée s'est développé autour de l'idée d'un modèle complet, capable d'assumer toutes les missions et les fonctions fixées par le président de la République.

Cette dépendance européenne aux États-Unis est toutefois nuancée en démontrant que l'enjeu d'indépendance européenne en matière de défense se traduit par une coopération intra-européenne renforcée. Celle-ci est illustrée par des programmes de coopération emblématiques comme celui ayant abouti à la création de l'hélicoptère de combat franco-allemand EC665 Tigre. De plus, l'indépendance européenne doit passer par une diversification des partenariats internationaux. L'ouverture récente vers l'industrie de défense sud-coréenne en est un très bon exemple.

Par extension, ces enjeux de coopération soulignent une véritable problématique ; celle de la capacité et volonté de mutualiser les moyens européens en faisant, par exemple, des commandes simultanées d'équipements identiques. Un autre problème qui demeure, comme l'ont illustré les programmes de coopération sur les hélicoptères EC665 Tigre ou les avions de transport A400M, est la difficulté pour se mettre d'accord sur les spécifications des programmes d'armements et la répartition des tâches, ce qui en allonge considérablement la durée de développement.

Il a ensuite été question des obstacles physiques, soit la capacité des systèmes de production d'armement à multiplier les chaînes de production. Cette volonté nécessite d'avoir des ingénieurs et techniciens compétents en nombre suffisant alors même que les industriels français et européens sont confrontés à des pénuries de main d'œuvre. De surcroît, cette limite physique se combine à des obstacles financiers majeurs car l'accroissement physique des chaînes de production nécessiterait des investissements conséquents ne pouvant être assumés uniquement par les industriels de défense. La question de l'amortissement de ces chaînes de production reste prépondérante pour les industriels alors qu'ils s'interrogent également sur la viabilité économique des stocks et des débouchés dont ils disposent.

Sachant que la question de la pérennité des systèmes d'armements se pose à une ère où les conflits évoluent rapidement, le risque d'obsolescence prématuré apparaît comme un frein pour les industriels de défense. La difficulté principale est de savoir identifier l'équilibre entre programmes d'armement sur le temps long et ceux sur des cycles plus courts. Une telle stratégie des cycles longs et courts se doit d'être pensée et décidée avant d'entrer en économie de guerre, afin d'identifier les enjeux se rapportant à chaque cycle.

Par exemple, un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) nécessite des programmes sur une temporalité longue, car il faut minimiser les risques sur les points susceptibles de perturber une mission dont il faut assurer le succès. Il apparaît logique que l'État en assume le risque en commandant et fournissant une visibilité en termes d'échéancier, car seuls quelques producteurs identifiés sont capables d'en fabriquer. D'un autre côté, établir un système de drones, même dans un délai restreint, est à la portée d'un vivier de start-ups et de PME.



En ce qui concerne l'indépendance vis-à-vis des américains, Alexis D'Aboville met en avant que les coopérations à privilégier sont celles avec des pays qui ont les besoins les plus urgents et qui n'ont pas acheté américain. C'est le cas de la Norvège qui s'est vue refuser l'achat de lance-roquettes multiples M142 HIMARS ou de la Pologne, qui s'est équipée de lance-roquettes multiples sud-coréens Chunmoo K239. La portée des armements qu'il est possible d'acheter est un enjeu crucial au regard du conflit russo-ukrainien, notamment pour les pays d'Europe centrale. Il faut favoriser des accords avec des pays n'ayant pas acheté du matériel américain, concernant la production des équipements dont ils ont besoin. D'autant, que les achats d'armements, au-delà de l'aspect capacitaire, s'inscrivent dans des dynamiques de relations politiques ; c'est la raison pour laquelle des États souhaitant assurer la bonne qualité de leurs relations transatlantiques achètent des chasseurs F-35 aux États-Unis.

Enfin, ces rapports entre l'Europe et les États-Unis sont à mettre en perspective avec les enjeux électoraux américains. Le Pivot vers le Pacifique s'est fait depuis la présidence d'Obama et non de Trump, dont l'Europe craint pourtant le retour. La position du président de la République, selon laquelle, quel que soit le dirigeant désigné à la Maison Blanche, il faut développer le volet

européen dans l'alliance afin de disposer de davantage de poids et pouvoir constituer une politique de défense commune, est à ce titre bien adaptée à cet enjeu. Pour autant, l'un des enjeux essentiels reste la capacité des européens à coopérer à l'échelle continentale en termes de capacités et de compétences.

ELLIOTT BELL

**IDÉES FORTES :**

- Les conflits de haute intensité nécessitent un réarmement des États européens qui ne consacrent qu'un budget minime à leur défense par rapport à leur PIB.
- La réindustrialisation nécessite une coopération des acteurs étatiques comme privés (grands groupes et start-ups).
- La réindustrialisation fait face à des obstacles multidimensionnels : normatifs, physiques, opérationnels.
- Le retour des conflits de haute intensité interroge à nouveau la coopération militaire européenne.



**FOCUS SUR LA JEUNESSE**

**LA JEUNESSE FACE À LA GUERRE :  
PERCEPTIONS, RÉACTIONS, ENGAGEMENTS**



**Modérateur :**

Michael Karafilakis – Fondateur et président du Collectif [DEMOS]

**Intervenants :**

- Général de corps d'armée Pierre-Joseph Givre, Directeur du Service nationale et de la jeunesse (DSNJ)
- Fiona Bessioud-Janoir, Bénévole au Centre d'Études en Diplomatie et Relations Extérieures (CEDIRE) et directrice de la revue Madiba
- Martin Hébert, Responsable du comité Afrique des Jeunes IHEDN
- Titouan Mikolajczyk, Commissaire de 3ème classe à l'École des Commissaires
- Antonin Bortolotti, Élève-officier à l'École de l'Air et de l'Espace
- Lola Reinwarth, Étudiante en licence à Sciences Po Paris (campus Menton), engagée auprès d'Amnesty International et du Samu Social de Paris

Cette table ronde met en lumière un ensemble de perceptions et de réflexions de la jeunesse française face à la guerre, en tenant compte de différents contextes internationaux actuels, comme l'invasion de l'Ukraine ou les tensions au Moyen-Orient.

Les participants ont abordé des thèmes variés, allant de la représentation des conflits par les jeunes à leur rapport avec l'institution militaire, sans oublier les engagements hors de l'armée, notamment au sein d'associations.

**RÉFLEXIONS SUR L'ENGAGEMENT DE LA JEUNESSE FACE AUX ENJEUX MILITAIRES CONTEMPORAINS**

Le général Givre ouvre cette table-ronde en soulignant que nous vivons une période charnière, un véritable «moment de bascule», marqué par une accumulation de crises politiques et militaires. Le retour de la guerre de haute intensité, illustré par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a profondément modifié les dynamiques de sécurité en Europe. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les tensions sociales, mettant en lumière la fragilité des infrastructures nationales face à une crise prolongée. Par ailleurs, la France devra affronter un défi démographique majeur dans les dix prochaines années, avec une diminution prévue de 20 % du nombre de jeunes. Cela aura des conséquences directes sur le recrutement des forces armées car la baisse du nombre de personnes en âge et en capacité de s'engager pose un problème de ressources humaines pour la défense nationale à long terme.

Le modèle actuel de l'armée française repose sur le volontariat, mais il pourrait ne plus suffire à l'avenir. La durabilité de notre mode de recrutement interroge, surtout face à l'évolution rapide du contexte social et démographique.

Dans ce contexte, mais également pour offrir un contre-discours à la guerre informationnelle, mobiliser la jeunesse derrière la Nation est devenu un enjeu stratégique majeur. Le lien entre l'armée et la jeunesse doit être renforcé afin de susciter chez les jeunes un sentiment d'appartenance et de les sensibiliser aux nécessités du combat, tout en les incitant à s'engager pour défendre les valeurs de la République.



En France, en comparaison avec d'autres pays européens, le lien entre l'armée et la Nation reste relativement fort. Malgré une certaine distance depuis la suspension du service militaire obligatoire en 1997, l'antimilitarisme, qui était très fort dans les années 1970, est aujourd'hui quasiment absent et un regain de patriotisme est même perceptible.

Une étude de l'IRSEM<sup>1</sup>, réalisée en avril 2024, révèle que de nombreux jeunes, âgés de 18 à 25 ans, se disent prêts à s'engager dans les forces armées ; la guerre occupant pour eux la quatrième position dans les préoccupations majeures de leur classe d'âge.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a constitué « un signal d'alarme » pour de nombreux pays occidentaux, y compris la France. Cet événement a totalement transformé la perception des menaces militaires et certains pays, tels que la Suède et la Finlande, ont réagi en réintroduisant le service militaire obligatoire et en rejoignant l'OTAN. Ces mesures illustrent l'urgence de réinvestir dans la défense nationale face à des menaces qui ne sont plus théoriques mais bien réelles.



La situation en Israël, où environ 200 000 réservistes ont été rappelés après les massacres du Hamas et où jusqu'à 400 000 citoyens sont mobilisables en cas de nécessité, est également à analyser. La France pourrait en tirer des leçons pour mieux organiser sa défense, sa réserve et anticiper les besoins en cas de crise majeure.

Le général Givre en tire des enseignements et insiste sur la nécessité de renforcer l'esprit de défense et de citoyenneté. Il évoque la question de l'acceptabilité de la dissuasion militaire et souligne l'importance de sensibiliser les jeunes à l'idée de défense nationale, non seulement sur le plan intellectuel, mais aussi physique. Les jeunes doivent être préparés à répondre à un éventuel appel sous les drapeaux, tout en comprenant l'importance de leur rôle dans la défense et la résilience collective. L'attractivité des forces armées est un enjeu crucial pour répondre à ces défis. Le recrutement, à la fois pour l'armée d'active et pour la réserve, doit être renforcé mais le déclin démographique et les difficultés économiques rendent cette mission complexe.

<sup>1</sup> Anne Muxel, « Les jeunes et la guerre – Représentations et dispositions à l'engagement », IRSEM, étude n°116, avril 2024



Les jeunes identifient également des menaces futures qui dépassent les guerres traditionnelles. Le terrorisme, les armes biologiques et surtout les conséquences du réchauffement climatique constituent des sources d'inquiétudes majeures. La crise climatique est en particulier perçue comme un facteur déclencheur de futurs conflits. Les migrations massives, les tensions liées aux ressources naturelles comme l'eau et la nourriture, ou encore les disputes territoriales sur les routes maritimes et les terres agricoles exacerbées par le changement climatique sont vues comme des situations potentielles de crise à l'avenir. L'engagement de la jeunesse dans les guerres futures sera probablement conditionné par l'impact direct de ces conflits sur leur sécurité et par les valeurs écologiques qu'ils défendent.

## PERCEPTIONS DE LA JEUNESSE EUROPÉENNE VIS-À-VIS DES ALLIANCES MILITAIRES SUPRANATIONALES

La jeunesse européenne contemporaine, qu'elle soit civile ou militaire, partage des valeurs et des idéaux communs, ancrés dans un cadre démocratique et un État de droit. Titouan Mikolajczyk rappelle que ces jeunes sont informés, résilients et conscients des menaces croissantes, notamment celles liées au retour de la guerre de haute intensité.

Il explique que la jeunesse européenne est plus favorable à soutenir les interventions militaires supranationales, telles que celles menées par l'OTAN, car elles protègent des valeurs universelles comme la démocratie et les droits de l'Homme. Les jeunes comprennent que la défense de ces idéaux dépasse les frontières nationales et nécessite une réponse collective pour contrer des menaces globales. Ils considèrent les valeurs démocratiques comme universelles, mais la guerre des valeurs ne se limite pas à des champs de bataille ; elle s'étend également aux sphères culturelles et sociales, comme les débats sur l'égalité hommes-femmes et les droits LGBTQ+.

Jusqu'en octobre 2023, la politique de défense de la France reposait essentiellement sur un modèle de volontariat. Cependant, celui-ci ne sera plus suffisant à l'avenir pour garantir la sécurité nationale. Un retour partiel à des formes d'engagement obligatoires, qui viendraient compléter le système actuel, pourrait être envisagé.

Malgré la suspension du service militaire obligatoire en 1997, trois obligations ont été maintenues. D'abord, chaque citoyen doit se faire recenser à l'âge de 16 ans, tant pour des raisons militaires que pour s'inscrire sur les listes électorales. L'obligation de participer à la Journée Défense et Citoyenneté (JDC) a été instituée pour maintenir un lien entre les jeunes et l'armée, en les sensibilisant aux enjeux de la défense nationale. Enfin, l'appel sous les drapeaux reste possible en cas de crise nationale majeure, puisque le président de la République peut, à tout moment, lever la suspension du service militaire.

## LA PERCEPTION DE LA GUERRE CHEZ LES JEUNES

La jeunesse française est confrontée à une complexité accrue dans la définition même de ce qu'est une guerre. L'étude menée par l'IRSEM montre que 47 % des jeunes associent la guerre à des pertes humaines, à la destruction et à des tragédies écologiques. Antonin Bortolotti explique que la jeune génération, souvent éloignée physiquement des conflits en perçoit néanmoins les répercussions à travers les médias et les réseaux sociaux, qui diffusent des images en temps réel des conflits à l'échelle mondiale.

Les émotions négatives générées par cette exposition, telles que la peur, l'atrocité et l'horreur, sont également révélatrices d'une inquiétude croissante chez les jeunes. En 2023, par exemple, 77 % des 18-24 ans se disaient inquiets du climat tendu en France après l'attaque terroriste du Hamas en Israël. Cette inquiétude est exacerbée par la crainte que les conflits actuels puissent dégénérer, déstabiliser la sécurité européenne ou mener à un conflit nucléaire.

La guerre est-elle perçue comme un mal nécessaire ? Antonin Bortolotti explique que cela dépend largement du contexte et de son interprétation. En ce qui concerne la guerre en Ukraine, elle est majoritairement justifiée par les jeunes car elle répond à un besoin de protection de la souveraineté d'un État et à la défense de la sécurité européenne.

Les jeunes européens voient dans les alliances internationales un rempart contre des menaces variées, allant du terrorisme aux cyberattaques. Ils soutiennent les opérations de l'OTAN contre des groupes extrémistes comme l'État islamique et pour contrer les agressions russes, qu'elles soient physiques ou numériques. Confrontés à un retour de la guerre traditionnelle couplée à des menaces hybrides, les jeunes reconnaissent la nécessité d'une réponse coordonnée. La rapidité et la diversité des attaques récentes, amplifiées par la technologie, justifient selon eux l'importance de l'OTAN pour la sécurité des citoyens.

Malgré la confiance accordée à l'OTAN, certains jeunes, notamment ceux d'Europe centrale et orientale, expriment des doutes quant à la fiabilité de l'alliance, surtout après des incidents comme la chute de missiles sur le territoire de la Pologne en 2022, où l'article 5 n'a pas été activé. Ils explorent alors d'autres moyens de protection, tels que la défense européenne. Les incertitudes politiques, notamment liées à la perspective d'un retour de Donald Trump à la présidence américaine, nourrissent ces réserves. La question de la capacité de l'Union européenne à répondre de manière unie aux menaces potentielles devient alors cruciale.

## LA RELATION ENTRE LES JEUNES ET L'INSTITUTION MILITAIRE

Le lien entre les jeunes et l'institution militaire a beaucoup évolué depuis la suspension du service militaire obligatoire en 1997. Martin Hébert explique que cette rupture a inévitablement conduit à une baisse de la visibilité de l'armée dans la société. Aujourd'hui, le rapport des jeunes à l'armée repose davantage sur une perception fonctionnelle : ils reconnaissent l'utilité de l'armée pour la défense nationale, mais ne la perçoivent plus comme un pilier central de la vie civique.

Selon l'étude de l'IRSEM précédemment citée, 40 % des jeunes sont prêts à s'engager dans l'armée en cas de crise majeure ; un chiffre qui n'a pas fluctué depuis 20 ans. Ce résultat contraste fortement avec l'antimilitarisme qui dominait chez les étudiants dans les années 1970. Plusieurs facteurs expliquent ce changement, notamment la disparition des critiques à l'encontre du service militaire obligatoire, mais aussi la reconnaissance par les jeunes du rôle

essentiel de l'armée dans la protection de la Nation contre des menaces réelles et immédiates, comme les attentats terroristes survenus en France depuis 2015.

Cette perception positive de l'armée repose moins sur une expérience militaire vécue que sur un imaginaire véhiculé par la société. Les jeunes ne côtoient que rarement les militaires, si ce n'est à travers des dispositifs comme l'opération Sentinelle. Ce qui forge leur perception de l'institution, ce sont surtout les campagnes de recrutement, les commémorations militaires, les cours d'histoire et les récits familiaux. Les films d'action et les jeux vidéo contribuent en outre à édulcorer l'image de l'armée et à entretenir une représentation souvent éloignée de la réalité quotidienne des militaires.

Martin Hébert souligne que le regain de patriotisme parmi les jeunes, traversant les clivages politiques traditionnels, est un phénomène notable. Une enquête montre que 60% des jeunes se considèrent patriotes, qu'ils soient classés comme « patriotes engagés » ou « patriotes concernés ». Cette nouvelle forme de patriotisme n'est plus associée à l'obligation civique mais à la défense de valeurs fondamentales telles que la liberté, l'égalité et la démocratie.

## L'ENGAGEMENT DES JEUNES AU-DELÀ DE L'ARMÉE : ASSOCIATIONS ET MONDE NUMÉRIQUE

Fiona Bessioud-Janoir appelle l'attention sur les formes d'engagement de la jeunesse, en dehors des forces armées. Elle a souligné que l'engagement citoyen ne se limite pas au service militaire et qu'il peut prendre d'autres formes, notamment à travers le monde associatif et numérique.

En France, les jeunes s'engagent massivement dans des associations, notamment dans des contextes de guerre. Par exemple, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, 25% des étudiants ont fait des dons en argent, 26 % des dons en nature et 13 % ont rejoint des associations mobilisées pour soutenir les Ukrainiens. Cet engagement s'exprime aussi au sein d'organisations internationales de solidarité comme les ONG humanitaires.

La jeunesse perçoit ces associations comme un moyen concret d'agir face aux crises humanitaires, d'apporter une aide directe aux populations touchées et de contribuer à la promotion de la paix par la prévention des conflits.

Fiona Bessioud-Janoir explique également que la jeunesse s'engage de plus en plus via les réseaux sociaux, qui deviennent des outils majeurs d'information et de mobilisation. En repartageant des contenus, en signant des pétitions ou en boycottant certaines entreprises, les jeunes peuvent réagir presque instantanément aux conflits qui éclatent dans le monde. Cette forme d'engagement numérique permet de s'impliquer activement mais elle comporte également des risques de désinformation. Ces fausses informations génèrent un engagement bien supérieur sur les réseaux, ce qui peut fausser la perception des conflits et des acteurs impliqués.

## LES JEUNES ET LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

La relation entre les jeunes et les institutions multilatérales est un enjeu important, notamment dans les contextes de guerre et de crise humanitaire, puisque la jeunesse se sent souvent marginalisée par ces institutions, ce qui nourrit une défiance croissante.

Lola Reinwarth note une critique croissante de la part de la jeunesse envers les instances multilatérales, pour leur inefficacité face aux crises actuelles. Ils citent en exemple la Syrie ou certains pays d'Afrique, où les interventions tardives ou inefficaces de la communauté internationale ont laissé des zones entières dans un état de chaos. Cette inefficacité renforce leur sentiment que ces institutions sont déconnectées de leurs réalités et priorités.

Cependant, Lola Reinwarth observe que malgré cette méfiance, les jeunes continuent de voir dans l'ONU et les alliances militaires internationales, comme l'OTAN, des piliers nécessaires à la paix mondiale. 45 % des jeunes Européens estiment que l'ONU joue un rôle indispensable, même si son efficacité est freinée par des tensions internes et des rivalités géopolitiques. De plus, ils plaident pour une redéfinition du droit humanitaire international, en y incluant des enjeux tels que l'égalité des genres et les droits des personnes en situation de handicap.

## CONCLUSION

La table ronde a offert un panorama riche et complexe des perceptions de la guerre et de l'engagement chez les jeunes Français. Face à des crises militaires et humanitaires multiples, la jeunesse reste lucide quant aux tragédies de la guerre, tout en affichant un certain scepticisme face aux interventions militaires éloignées. Elle se montre prête à s'engager, mais souvent de manière alternative, via les associations, le monde numérique et les instances internationales. Cette génération aspire à un avenir plus juste et plus durable, en refusant de voir les conflits seulement sous l'angle militaire. Il appartient désormais aux institutions, qu'elles soient nationales ou internationales, de répondre à ces aspirations, sous peine de voir se creuser encore davantage le fossé qui les sépare des jeunes générations.

MACHA TOUSTOU



### IDÉES FORTES :

- La jeunesse perçoit la guerre à travers un prisme médiatique et émotionnel, éloigné des réalités militaires.
- Le retour de la guerre en Europe (Ukraine) a ravivé un sentiment de patriotisme et d'engagement potentiel chez les jeunes.
- L'armée française devra renforcer son lien avec la jeunesse pour garantir la défense nationale face à une démographie en baisse.
- Les jeunes s'engagent de plus en plus via les associations et les réseaux sociaux, plutôt que par des voies militaires traditionnelles.

# SUIVRE NOTRE ACTUALITÉ

Vous souhaitez en savoir plus sur nos activités ?

Découvrez les nombreux avantages en adhérant à la FMES.  
Scannez le **QR Code** ou  
Visitez notre site **www.fmes-france.org**



Retrouvez-nous sur nos réseaux sociaux.



@institutfmes



Institut FMES



fmes-france.org



Institut FMES



FMES FRANCE



La Boussole Stratégique

## MERCI À NOS PARTENAIRES POUR CETTE ÉDITION 2024





# FMES

Fondation Méditerranéenne  
d'Études Stratégiques



## INSTITUT FMES

Maison du Numérique et de l'Innovation  
Place Georges Pompidou - 83 000 Toulon

+33 4 94 05 55 55

[info@fmes-france.org](mailto:info@fmes-france.org)

[www.fmes-france.or](http://www.fmes-france.or)